



Le Sommet des Amériques

Québec

du 20 au 22 avril 2001

Cahier d'information

Canada

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20099659 6

DOCS
CA1 EA 2001S71 EXF
Summit of the Americas : (2001 :
Quebec City, Canada)
Summit of the Americas Quebec City
April 20-22, 2001 : background
information. --
61991471



Le Sommet des Amériques

Québec

du 20 au 22 avril 2001

Cahier d'information

Canada

*Imprimé sur du
papier recyclé*



*Printed on
recycled paper*



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade



Imprimé au Canada
Printed in Canada

Table des matières

Renseignements généraux

- Les thèmes du Sommet des Amériques de 2001 3
- Le Canada et les Amériques 6
- Le Canada et le processus du Sommet des Amériques :
Miami – Santiago – Québec 8

Fiches techniques

- Antigua-et-Barbuda 13
- Argentine 14
- Bahamas 15
- Barbade 16
- Belize 17
- Bolivie 18
- Brésil 19
- Canada 20
- Chili 21
- Colombie 22
- Costa Rica 23
- Dominique 24
- Équateur 25
- États-Unis 26
- Grenade 27
- Guatemala 28
- Guyana 29
- Haïti 30
- Honduras 31
- Jamaïque 32
- Mexique 33
- Nicaragua 34
- Panama 35
- Paraguay 36
- Pérou 37
- République dominicaine 38
- Saint-Kitts-et-Nevis 39
- Saint-Vincent-et-les-Grenadines 40
- Sainte-Lucie 41
- Salvador 42
- Suriname 43
- Trinité-et-Tobago 44
- Uruguay 45
- Venezuela 46

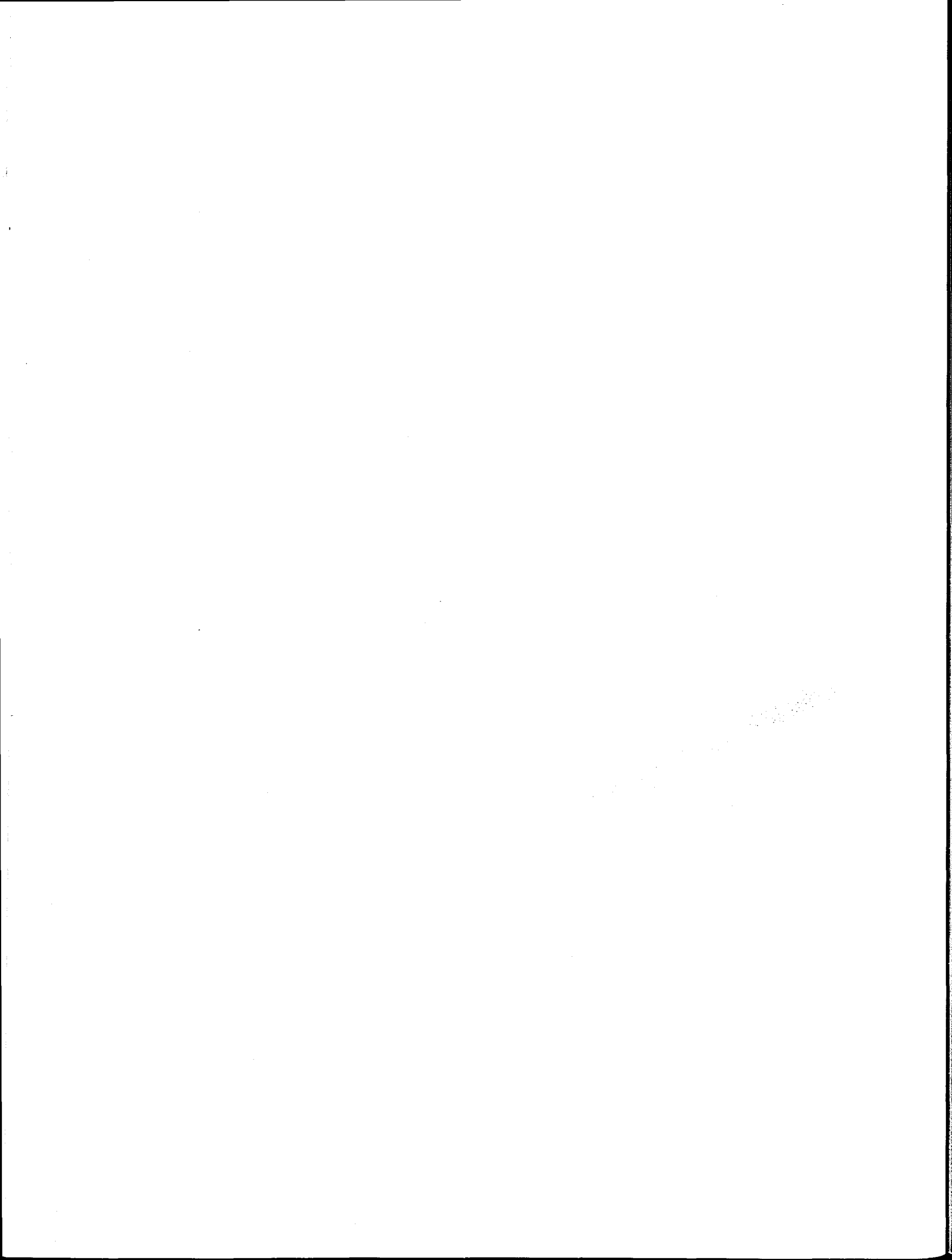
Notices biographiques

- Le premier ministre d'Antigua-et-Barbuda, M. Lester Bryant Bird 49
Le président de l'Argentine, M. Fernando de la Rúa 49
Le premier ministre des Bahamas, M. Hubert A. Ingraham 50
Le premier ministre de la Barbade, M. Owen Seymour Arthur 50
Le premier ministre du Belize, M. Said Musa 51
Le président de la Bolivie, M. Hugo Banzer Suárez 51
Le président du Brésil, M. Fernando Henrique Cardoso 52
Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien 52
Le président du Chili, M. Ricardo Lagos Escobar 53
Le président de la Colombie, M. Andrés Pastrana Arango 53
Le président du Costa Rica, M. Miguel Ángel Rodríguez Echeverría 54
Le premier ministre de la Dominique, M. Pierre Charles 54
Le président de l'Équateur, M. Gustavo Noboa Bejarano 55
Le président des États-Unis, M. George W. Bush 55
Le premier ministre de la Grenade, M. Keith Mitchell 56
Le président du Guatemala, M. Alfonso Portillo 56
Le président du Guyana, M. Bharrat Jagdeo 57
Le président d'Haïti, M. Jean-Bertrand Aristide 57
Le président du Honduras, M. Carlos Roberto Flores Facussé 58
Le premier ministre de la Jamaïque, M. Percival James Patterson 58
Le président du Mexique, M. Vicente Fox Quesada 59
Le président du Nicaragua, M. Arnoldo Alemán Lacayo 59
La présidente du Panama, M^{me} Mireya Elisa Moscoso Rodríguez 60
Le président du Paraguay, M. Luis Ángel González Macchi 60
Le président du Conseil des ministres du Pérou, M. Javier Pérez de Cuéllar 61
Le président de la République dominicaine, M. Hipólito Mejía Domínguez 61
Le premier ministre de Saint-Kitts-et-Nevis, M. Denzil Douglas 62
Le premier ministre de Saint-Vincent-et-les-Grenadines,
M. Ralph Everard Gonsalves 62
Le premier ministre de Sainte-Lucie, M. Kenneth Anthony 63
Le président du Salvador, M. Francisco Guillermo Flores Pérez 63
Le président du Suriname, M. Runaldo Ronald Venetiaan 64
Le premier ministre de Trinité-et-Tobago, M. Basdeo Panday 64
Le président de l'Uruguay, M. Jorge Luis Batlle Ibáñez 65
Le président du Venezuela, M. Hugo Chávez Frías 65

Annexe

- Déclaration de Santiago 69

Renseignements généraux



Les thèmes du Sommet des Amériques de 2001

La force et l'unité de l'hémisphère résultent de l'intérêt commun à accroître la croissance et à favoriser des échanges commerciaux plus libres. Elles reposent aussi sur des entreprises collectives ayant pour but de consolider la démocratie, de promouvoir et de protéger les droits de la personne, d'améliorer la sécurité des personnes et d'appuyer le développement social. Définir des principes et des valeurs sur lesquels tous s'entendent et s'engager à l'action collective sont essentiels au développement de sociétés plus stables et plus libres et à la création d'une communauté de pays plus forte dans les Amériques.

Renforcer la démocratie

La promotion de la démocratie, la protection des droits de la personne et le respect de la primauté du droit ont été au cœur même du processus du sommet et des efforts entrepris, depuis le premier Sommet des Amériques tenu à Miami en 1994, en vue de procéder à l'intégration de l'hémisphère sur une base durable. Des initiatives ont témoigné de la volonté commune de renforcer la gouvernance démocratique et de rendre les institutions plus transparentes aux yeux des citoyens. Au nombre de ces démarches, on compte la participation à des consultations entre les gouvernements et les citoyens, qui favorisent les discussions éclairées et une meilleure compréhension chez les populations vivant dans des régimes démocratiques.

Une coopération accrue en matière de droits de la personne solidifie la démocratie. Des institutions et des cadres efficaces en faveur des droits de la personne peuvent renforcer les droits et en assurer le respect. On s'attardera sur d'autres initiatives pratiques favorisant la réalisation des engagements en matière d'égalité hommes—femmes et de reconnaissance des droits des enfants. La coopération visant à mieux promouvoir les droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux des peuples autochtones fait partie des priorités de l'hémisphère.

L'accessibilité universelle à des systèmes juridiques indépendants et impartiaux est primordiale pour établir la confiance des citoyens envers les institutions ayant la responsabilité de maintenir la primauté du droit dans leur pays et dans l'hémisphère. Les préoccupations croissantes face à la criminalité et la volonté de vivre dans un environnement plus sécuritaire doivent être étudiées dans le contexte d'un engagement collectif ferme à promouvoir et à respecter les droits de la personne et la primauté du droit. La coopération à l'échelle de l'hémisphère dans la lutte contre les activités criminelles internationales, notamment le trafic des stupéfiants, s'est accrue. Une plus grande collaboration entre les autorités judiciaires et les forces policières sera encouragée.

Accroître la prospérité

Lors du deuxième Sommet des Amériques en 1998, à Santiago, les dirigeants ont officiellement amorcé les négociations sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), démontrant ainsi de façon concrète leur confiance dans le dynamisme, le talent et l'énergie créatrice des populations de l'hémisphère.

Les dirigeants étaient motivés par un désir commun de jeter des bases solides permettant le développement durable et la création de nouvelles possibilités pour tous les citoyens des Amériques.

La ZLEA demeure l'élément clé de l'effort collectif visant à promouvoir la croissance économique et le développement de la prospérité dans les Amériques. Le Canada voit les négociations de la ZLEA comme un élément d'un tout dont le but est de promouvoir une plus grande intégration économique et sociale. La prospérité économique et les progrès sociaux constituent des buts communs partout dans l'hémisphère. L'intégration économique est essentielle à l'atteinte des grands objectifs du sommet, à savoir le renforcement de la démocratie, la protection des droits de la personne et la sécurité des personnes, la poursuite du développement durable et la réalisation du potentiel humain.

Par conséquent, le défi du sommet ne consiste pas seulement à donner un élan au processus menant à une entente commerciale valable, mais aussi à élaborer un plan précis qui fera avancer les choses en matière de qualité de vie pour les populations de la région. Le fait de créer de plus grandes possibilités contribuera à améliorer le niveau de vie de tous les citoyens des Amériques.

Réaliser le potentiel humain

L'engagement à accroître la prospérité et à renforcer la démocratie doit se faire en complément des démarches entreprises pour protéger les droits de la personne et encourager la participation accrue de tous les citoyens à la vie politique, économique, sociale et culturelle de leur société et de la région. Il faut mettre sur pied des initiatives pour appuyer l'acquisition des compétences nécessaires et l'accroissement des possibilités, promouvoir l'amélioration de la santé, mieux répartir les avantages et permettre à tous de contribuer davantage à la société. Ces initiatives doivent promouvoir le respect des diversités culturelles et reconnaître la valeur unique des composantes ethniques, raciales, linguistiques et religieuses de la communauté de l'hémisphère.

Le but commun est de permettre à des groupes de jeunes, de femmes, d'Autochtones, de défavorisés et de personnes handicapées de devenir autonomes. Ces groupes ont trop souvent été tenus à l'écart. C'est pourquoi il faut offrir à chaque citoyen des Amériques la possibilité pleine et entière de vivre dans la dignité, de réaliser son plein potentiel et de contribuer au développement de la société dans laquelle il vit et travaille.

Créer de nouvelles possibilités plus importantes pour les gens signifie leur donner les outils qui leur permettront de se développer et d'être concurrentiels. Les chefs d'État ont reconnu ce fait au Sommet de Santiago en 1998 lorsqu'ils ont parlé de l'éducation comme étant la « clé du progrès ». Le Sommet de Québec s'efforcera de trouver des façons d'élargir les possibilités de participer à l'économie mondiale fondée sur le savoir et d'en tirer parti. Il encouragera les membres à collaborer afin d'améliorer l'accès à l'éducation et au développement des compétences, et à promouvoir l'éducation permanente. Ces initiatives, et toutes celles qui sont entreprises à ce chapitre, sont d'une importance spéciale pour les enfants et la jeunesse des Amériques, qui sont l'avenir de l'hémisphère.

La connectivité dans les Amériques

Les technologies de l'information et des communications transforment rapidement et radicalement l'hémisphère occidental et le monde entier. Le fait qu'elles s'étendent aux quatre coins du monde a d'importantes conséquences sur nos vies. Les gouvernements ne tiennent qu'un petit rôle dans cette transformation, mais ils jouent un grand rôle dans l'évolution de ces nouvelles technologies révolutionnaires et dans la manière dont elles contribueront à répondre aux besoins et aux aspirations des personnes.

Le Canada croit que les gouvernements des Amériques, de concert avec le secteur privé, les citoyens, les banques de développement multilatérales et d'autres organisations régionales et internationales, doivent œuvrer ensemble plus avant pour en arriver au partage équitable du potentiel et des avantages des technologies de l'information et des communications. Ces technologies ont la capacité de réduire les distances, de rendre le savoir accessible et d'augmenter la productivité économique.

La connectivité est un outil et non une fin en soi. La promotion de la connectivité ne doit pas modifier l'importance à accorder aux besoins fondamentaux que sont la santé, l'alimentation, l'habillement et des emplois décents pour tous les citoyens des Amériques. Pour le troisième Sommet des Amériques à Québec en avril 2001, le Canada propose que les dirigeants examinent comment élargir l'accès aux technologies de l'information et des communications pour en faire profiter toute la communauté des Amériques, et non pas uniquement ceux qui y ont déjà accès ou qui sont les mieux placés pour tirer parti des possibilités commerciales.

Le but ultime du Canada est de créer les conditions qui favoriseront un accès équitable aux nouvelles technologies et l'utilisation à bon escient de leur potentiel. Ainsi, la communauté des Amériques sera renforcée grâce à l'élimination des barrières et à l'édification de liens qui offriront de meilleures possibilités à un plus grand nombre de gens.

Le Canada et les Amériques

Au cours des dix dernières années, la consolidation de la démocratie et la croissance des marchés libres ont transformé l'hémisphère occidental. En même temps, de nouvelles relations fort intéressantes s'établissaient entre le Canada et les autres pays des Amériques.

Le Canada a joué un rôle déterminant dans l'avènement des changements positifs qu'a connus l'hémisphère. Il a diversifié et consolidé ses relations avec ses voisins, ce qui par le fait même a amené sa propre mutation. Le Canada s'est fait de nouveaux alliés, a formé de nouveaux partenariats et pris de nouveaux engagements. Somme toute, il s'est forgé une nouvelle réalité pour lui-même et ses partenaires de l'hémisphère.

L'histoire a inévitablement amené le Canada à prendre nombre d'engagements avec l'Europe, ce qui a contribué à définir sa politique étrangère et sa perspective nationale dans les années 1970. En tant que pays du littoral du Pacifique, le Canada s'est tourné, dans les années 1980, vers les débouchés engendrés par l'émergence de nouvelles économies et de sociétés dynamiques, tout en poursuivant avec les États-Unis les relations bilatérales les plus importantes et les plus complexes du monde. Cependant, le sentiment d'isolement, celui d'être « dans » les Amériques mais non « des » Amériques, a été remplacé à la fin des années 1980 par un nouveau désir d'engagement.

Les relations économiques du Canada avec les pays des Amériques ont connu ces dix dernières années une croissance plus rapide qu'avec toute autre région du globe. Ainsi, les activités commerciales du Canada dans l'hémisphère ont augmenté de plus de 170 p. 100 durant cette période, comparativement à 60 p. 100 avec l'Europe et 66 p. 100, avec l'Asie.

En 2000, le Canada a célébré son 10^e anniversaire à titre de membre à part entière de l'Organisation des États américains (OEA) en étant l'hôte de l'assemblée générale annuelle de l'Organisation à Windsor (Ontario). De concert avec l'OEA, le Canada a pris les devants dans le cadre d'une mission de haut niveau pour aider le Pérou à renforcer sa démocratie. Ce processus a mené directement à la première ronde des élections présidentielles, le 8 avril 2000, et fut la preuve de la solidarité qui règne dans l'hémisphère et du leadership du Canada en matière de défense des institutions et des valeurs démocratiques.

L'engagement du Canada envers les autres pays de l'hémisphère a ajouté une nouvelle dimension et une nouvelle envergure fort significatives à sa politique étrangère, à savoir la réalisation que tous les partenaires doivent s'interroger sur la manière de bâtir la région dans laquelle ils désirent vivre et sur l'héritage qu'ils veulent léguer aux générations futures.

Ensemble, les partenaires se sont engagés à créer une communauté des Amériques qui partage les mêmes motifs, est animée par les mêmes valeurs et poursuit les mêmes objectifs, à savoir renforcer la démocratie, protéger les droits de la personne et accroître la sécurité des personnes, créer la prospérité et offrir à tous les citoyens l'occasion de réaliser leur plein potentiel.

Tous les partenaires reconnaissent que les Amériques ne sont pas liées que par la géographie. Les préparatifs en vue du troisième Sommet des Amériques à Québec, en avril 2001, témoignent des liens étroits de coopération qui unissent désormais les pays de l'hémisphère. Cet engagement collectif à l'égard de la communauté des Amériques sera, de toute évidence, au cœur du programme du Sommet de Québec.

Le Canada travaille également en collaboration avec d'autres gouvernements sur un éventail d'intérêts sectoriels qui semblaient inimaginables il y a vingt ans. Les ministres responsables du commerce, des transports, de l'énergie, de l'égalité entre les sexes, de l'éducation, du travail, de la justice, des finances, de l'environnement, du développement durable, de la santé, du développement et de l'agriculture se rencontrent maintenant de façon régulière. En vue du Sommet de Québec, le Canada a accueilli deux réunions ministérielles, l'une portant sur les finances et l'autre, sur l'environnement. Par ailleurs, le Canada sera l'hôte en octobre d'une réunion des ministres du travail.

L'appui qu'offre le Canada aux Amériques, particulièrement aux Antilles, à l'Amérique centrale et à l'Amérique du Sud, inclut l'aide et la coopération en matière de développement. L'Agence canadienne de développement international offre un soutien constant en vue de réduire la pauvreté, d'appuyer l'éducation et la santé et de promouvoir l'économie durable.

Les Forces canadiennes et, dans certains cas, la Gendarmerie royale du Canada, ont participé à divers efforts visant à instaurer la paix et la stabilité dans l'hémisphère. Du maintien de la paix en Haïti à l'aide humanitaire au Honduras après l'ouragan Mitch, le Canada a aidé les Amériques à se relever de diverses catastrophes naturelles et à éliminer les menaces à la paix et la sécurité.

Le Canada et le processus du Sommet des Amériques : Miami – Santiago – Québec

En décembre 1994, et pour la première fois dans l'histoire des Amériques, les 34 chefs d'État et de gouvernement des pays démocratiques de l'hémisphère se sont rencontrés à l'occasion du premier Sommet des Amériques, à Miami. Face aux défis communs devant eux, ils ont discuté en vue de trouver des solutions profitables à tous. Ce Sommet de Miami a déclenché un processus dynamique de collaboration qui a engendré une plus grande stabilité politique, économique et sociale pour les populations des Amériques.

Le processus du Sommet des Amériques a contribué de façon significative à revitaliser le multilatéralisme dans la région. Un nouveau programme de travail a été établi et les leaders des démocraties des Amériques ont accepté de se rencontrer régulièrement dans le but d'améliorer et d'élargir leur coopération pour mieux réaliser leurs principaux objectifs. À mesure que le processus avance, les dirigeants partagent de nombreuses expériences, forment une perception commune et atteignent des consensus quant aux mesures collectives à prendre.

Durant les sept ans qui ont suivi le Sommet de Miami, les participants se sont engagés plus fermement à l'égard des principes communs et ont commencé à développer des éléments institutionnels de façon graduelle. Les principes auxquels ils adhèrent établissent que les participants au sommet doivent inclure les nations dont les gouvernements sont élus de façon démocratique et qui ont une économie de marché. Les éléments institutionnels sont les mécanismes qui mènent à la préparation, à la mise en application et au suivi, principalement le Groupe de suivi du sommet (GSS).

Un des objectifs fondamentaux du premier Sommet des Amériques était de réorganiser les relations interaméricaines à la lumière des conditions politiques, économiques et sociales nouvelles transformant l'hémisphère, ce qui fut réalisé grâce à un esprit de coopération sans précédent. Les dirigeants croyaient que des partenariats forts au sein de l'hémisphère mèneraient à la promotion d'intérêts mutuels, dont la démocratie, l'intégration économique et la justice sociale. Leur intention était de canaliser l'impulsion créée par la convergence des valeurs politiques et économiques dans la région.

Les dirigeants ont endossé une déclaration de principes, qui met l'accent sur quatre thèmes d'importance : maintenir et renforcer la communauté des démocraties des Amériques; promouvoir la prospérité au moyen de l'intégration économique et du libre-échange; éliminer la pauvreté et la discrimination dans l'hémisphère; et assurer un développement durable et protéger l'environnement naturel pour les générations futures. Les dirigeants ont également endossé un plan d'action comprenant un programme de vingt-trois initiatives rangées sous ces quatre thèmes.

Après le premier sommet, le GSS fut créé dans le but de contrôler et de gérer le suivi, et de mettre en application les décisions du sommet. La mise en application des vingt-trois initiatives inscrites dans le plan d'action a été coordonnée soit par un pays en particulier, soit par un organisme régional ou une banque multilatérale de développement. Le GSS, co-présidé à l'époque par les États-Unis et le Chili, s'est occupé des principaux préparatifs pour le second Sommet des Amériques, tenu à Santiago (Chili) en 1998.

L'ordre du jour du Sommet de Santiago fut d'abord pris en considération par les ministres des affaires étrangères lors de l'assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA) tenue à Lima (Pérou) en 1997. Les thèmes suivants y figuraient : l'éducation, la clé du progrès; le maintien et le renforcement de la démocratie; la justice et les droits de la personne; l'intégration économique et le libre-échange; et l'élimination de la pauvreté et de la discrimination. Le développement durable, un point à l'ordre du jour du Sommet de Miami, fut abordé au Sommet sur le développement durable tenu à Santa Cruz (Bolivie) en 1996.

En vue du Sommet de Santiago, le Canada a établi un certain nombre de priorités puis a judicieusement pris en considération les opinions exprimées par les Canadiens lors de consultations tenues dans six villes canadiennes en 1997. Le thème des droits de la personne et de la démocratie a toujours été une priorité pour le Canada. Lors des préparatifs qui ont mené au sommet, le Canada a présenté des propositions spécifiques visant à améliorer l'administration de la justice dans les Amériques. Le Canada a également inclus à l'ordre du jour du sommet des points séparés pour aborder les questions relatives aux Autochtones. En outre, il a mis l'accent sur l'importance de veiller à ce que les questions d'égalité des sexes, des droits des femmes et des personnes handicapées soient étudiées attentivement.

En avril 1998, les dirigeants des 34 pays qui avaient participé au Sommet de Miami se sont rencontrés à Santiago (Chili) dans le but de renforcer la coopération et de poursuivre le dialogue entrepris en 1994. Le Canada fut alors choisi comme l'hôte du troisième Sommet des Amériques, qui aura lieu à Québec du 20 au 22 avril 2001; ceci témoigne de l'importance grandissante de son rôle comme chef de file dans l'hémisphère.

Le Canada a participé activement à toutes les facettes des discussions lors du Sommet des Amériques de 1998, à Santiago. Parmi les sujets abordés, on s'est penché sur la lutte contre le trafic illicite des stupéfiants. Les dirigeants ont donné leur appui à la création du mécanisme multilatéral d'évaluation (MME), qui a été élaboré par un groupe de travail intergouvernemental présidé par le Canada. Ce mécanisme permet aux pays de vérifier leurs progrès dans la lutte contre le trafic des stupéfiants. À l'initiative du MME, les rapports des pays membres de l'OEA seront présentés au Sommet des Amériques à Québec.

Au Sommet de Santiago, le rôle du Canada comme chef de file dans la libéralisation du commerce a été reconnu lorsqu'on a annoncé qu'il présiderait pendant les dix-huit premiers mois les négociations menant à la création de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Le Canada croit que la création de la ZLEA est importante tant pour la prospérité économique de l'hémisphère que pour le renforcement de la démocratie dans la région.

Dans sa préparation menant au Sommet de Québec, le Canada a établi un ordre du jour équilibré couvrant trois thèmes principaux : renforcer la démocratie, accroître la prospérité et réaliser le potentiel humain. En outre, le Canada a mis l'accent sur les possibilités engendrées par les technologies de l'information et la connectivité.

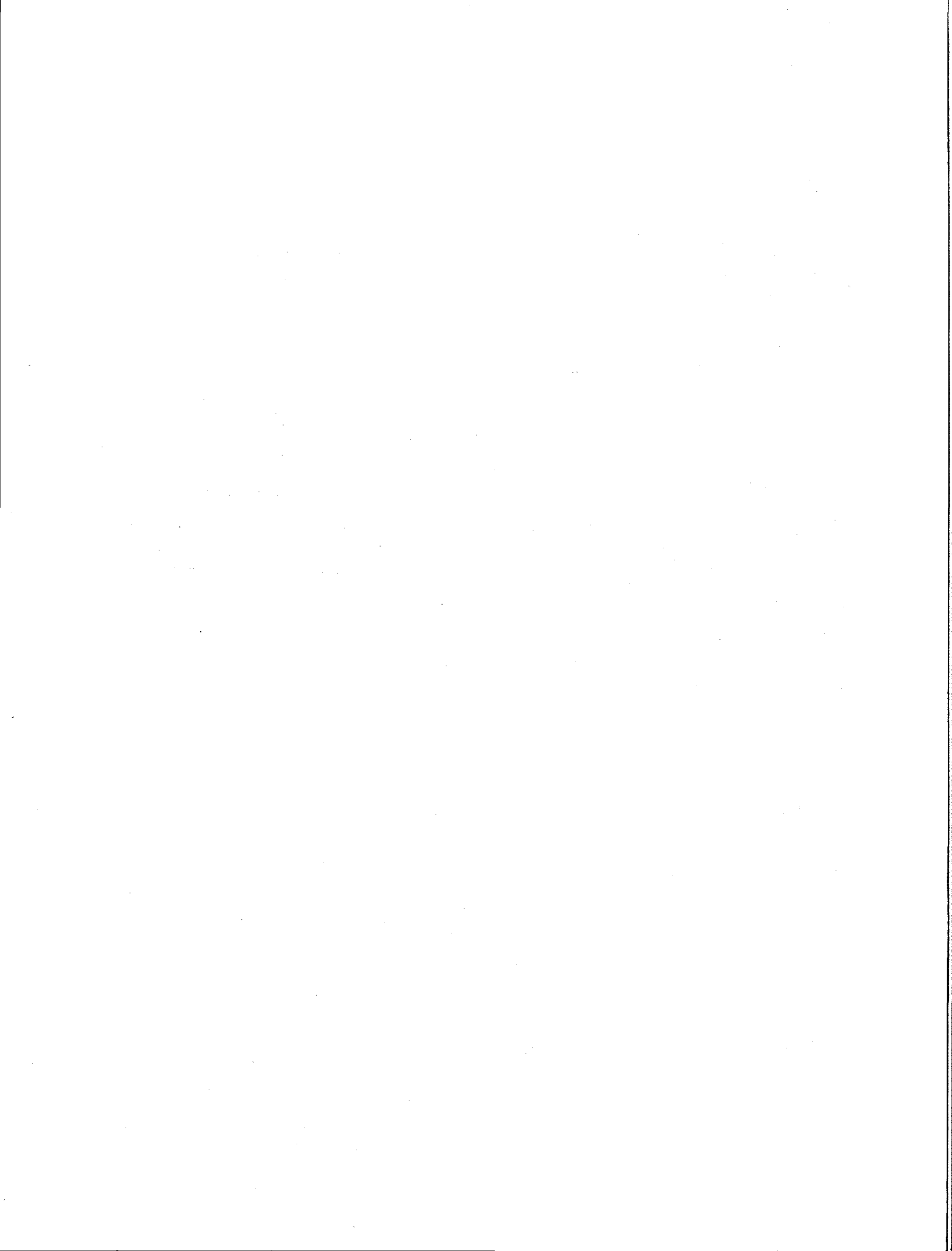
Le processus menant au Sommet des Amériques doit continuer à être perçu comme étant approprié et répondant aux aspirations des populations de la région. À cette fin, le Sommet de Québec est clairement centré sur l'élément humain et les façons d'offrir aux citoyens davantage d'occasions de s'intégrer aux principaux courants politiques, économiques, sociaux et culturels de leurs sociétés et de la région.

Au cours des préparatifs en vue du sommet, le Canada s'est assuré d'avoir la participation des organisations de la société civile tant du Canada que du reste de l'hémisphère. Jusqu'ici, des réunions ont eu lieu avec des représentants de plus de 1 000 groupes et réseaux de la société civile tels qu'organisations non gouvernementales, gens d'affaires, syndicats et milieux universitaires. Des organismes comme le Forum de la jeunesse et le Sommet des peuples ont reçu un appui financier.

Depuis 1994, le Canada a mis en œuvre les propositions des sommets, d'abord au pays puis dans l'hémisphère. Grâce au GSS, il a surveillé la mise en application des mandats du sommet. Ces actions sont essentielles pour que les sommets fassent progresser les questions et les plans d'action endossés par les dirigeants. En tant que président du GSS et hôte du Sommet de 2001, le Canada travaille de concert avec ses partenaires des Amériques à préparer une déclaration et un plan d'action de façon à poser les jalons des progrès démocratiques, économiques et sociaux dans les Amériques à l'aube du XXI^e siècle.

La déclaration et le plan d'action de 2001 établiront les priorités dans le cadre d'un programme politique, économique et social cohérent. Celles-ci ont été conçues pour se compléter les unes les autres; la déclaration et le plan projeteront une vision et établiront des mandats relatifs à des initiatives pratiques qui appuieront les pays et l'hémisphère dans la poursuite de démarches collectives fondées sur des valeurs communes. Enfin, la déclaration et le plan d'action mettront en valeur l'engagement fondamental à créer les conditions permettant de soutenir la démocratie, de stimuler la prospérité, de promouvoir l'égalité des chances et d'améliorer l'équité sociale, au profit de tous les citoyens.

Fiches techniques



ANTIGUA-ET-BARBUDA

Capitale : St. John's

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
440 km²

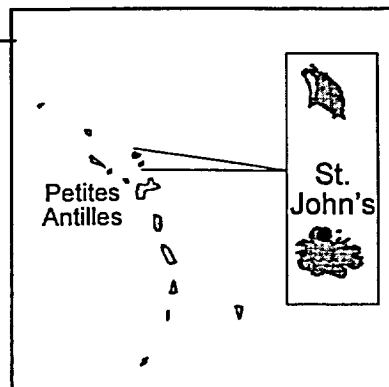
Population
74 000 habitants (est. 1999)

Principale langue
Anglais (officielle)

Taux de croissance de la population
0,73 % (est. 2000)

Principaux groupes religieux
Anglicans, autres protestants, catholiques

Pays environnants
Guadeloupe (France), Montserrat (Royaume-Uni), Saint-Kitts-et-Nevis



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Ministre des Affaires étrangères
M. Lester Bryant Bird

Autorité législative
Chambre haute : Sénat
Chambre basse : Chambre des représentants; multipartite

Ministre du Commerce et de l'Industrie
M. Hilroy Humphreys

Dirigeants
Le gouverneur général James Beethoven Carlisle
Le premier ministre Lester Bryant Bird

Indice du développement humain de l'ONU (2000)
Antigua-et-Barbuda se classe 37^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement
470 000 \$ (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel
692,5 millions de dollars américains (est. 2000)

Taux d'inflation
2,5 % (est. 2000)

Taux de croissance du PIB
2,5 % (est. 2000)

Taux de chômage
7 % (est. 1999)

PIB par habitant
7 020 \$US (1998)

Principales exportations
Produits pétroliers, literie, artisanat, composants électroniques, machines et matériel de transport, aliments, animaux vivants

Principales importations
Aliments, animaux vivants, machines et matériel de transport, produits manufacturés, produits chimiques, pétrole

Principales exportations vers le Canada
200 000 \$ (2000), en minerais, scories et cendres, machines, cuirs et peaux, fruits et noix, résidus d'aliments et aliments pour animaux, aliments en conserve, machines électriques, meubles et articles de literie, papier et carton

Principales importations en provenance du Canada
10,7 millions de dollars (2000), en machines, machines électriques, bateaux et navires, produits laitiers, œufs, miel, poissons et fruits de mer, bois, aliments en conserve, préparations alimentaires diverses, boissons

Représentant du Canada

M^{me} Sandelle Scrimshaw, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada à Antigua-et-Barbuda
a/s du Haut-Commissariat du Canada à la Barbade, Bishop's Court Hill, St. Michael (C.P. 404, Bridgetown) Barbade
Téléphone : (246) 429-3550, Télécopieur : (246) 429-3780, Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown/

ARGENTINE

Capitale : Buenos Aires

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

2 766 880 km²

Principale langue

Espagnol (officielle)

Principaux groupes religieux

Catholiques, protestants, juifs

Pays environnants

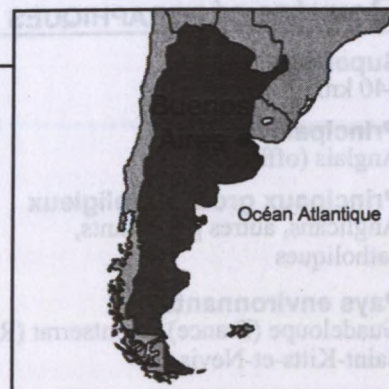
Bolivie, Brésil, Chili, Paraguay, Uruguay

Population

37 millions d'habitants (est. 2000)

Taux de croissance de la population

1,2 % (1990-1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des députés; multipartite

Dirigeant

Le président Fernando de la Rúa

Ministre des Affaires étrangères

M. Aldalberto Rodríguez Giavarini

Ministre de l'Économie

M. Ricardo López Murphy

Indice du développement humain de l'ONU (2000)

L'Argentine se classe 35^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement

3,71 millions de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel

285 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux d'inflation

-0,9 % (est. 2000)

Taux de croissance du PIB

0,8 % (est. 2000)

Taux de chômage

14,3 % (est. 2000)

PIB par habitant

6 391 \$US (1999)

Principales exportations

Huiles comestibles, combustibles et énergie, céréales, aliments pour animaux, véhicules motorisés

Principales importations

Machines et équipement, véhicules motorisés, produits chimiques, produits en métal, matières plastiques

Principales exportations vers le Canada

357,0 millions de dollars (2000), en viande, produits en fer et en acier, minerais, scories et cendres, fruits et noix, peaux et cuirs, cacao, grains, semences et fruits, fer et acier, poissons et fruits de mer

Principales importations en provenance du Canada

239,2 millions de dollars (2000), en machines électriques, aéronefs et astronefs, machines, matières plastiques, papier et carton, produits chimiques, instruments optiques et médicaux, véhicules, fils et tissus synthétiques

Représentant du Canada

M. Jean-Paul Hubert, Ambassadeur, Ambassade du Canada, 2828 Tagle, 1425 (Casilla de Correo 3898, 1000) Buenos Aires, Argentine

Téléphone : (011-54-11) 4805-3032, Télécopieur : (011-54-11) 4806-1209

Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/bairs/

BAHAMAS

Capitale : Nassau

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
13 939 km²

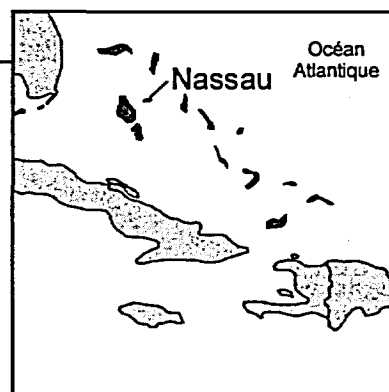
Principale langue
Anglais (officielle)

Principaux groupes religieux
Baptistes (32 %), anglicans (20 %),
catholiques (19 %)

Pays environnants
Cuba, États-Unis, Haïti

Population
300 000 habitants
(est. 1999)

Taux de croissance de la population
1,7 % (est. 1990-1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Autorité législative
Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre d'assemblée; multipartite

Dirigeants

Le gouverneur général Sir Orville Turnquest

Le premier ministre Hubert A. Ingraham

Ministre des Affaires étrangères
M^{me} Janet Bostwick

Indice du développement humain de l'ONU (2000)
Les Bahamas se classent 33^{es} sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel
4,8 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB
4,5 % (est. 2000)

PIB par habitant
11 790 \$US (1999)

Principales exportations

Écrevisses, autres produits de la pêche, sel, rhum, agrumes, aragonite, produits pharmaceutiques, produits pétroliers raffinés, ciment

Principales importations

Machines et matériel de transport, aliments, boissons, tabac, produits manufacturés, pétrole brut, véhicules, produits électroniques

Principales exportations vers le Canada

14,0 millions de dollars (2000), en poissons et fruits de mer, produits chimiques organiques, pierres précieuses et métaux, boissons, sel, soufre, terre et pierre, métaux communs, produits d'origine animale, fruits et noix, aéronefs et pièces

Principales importations en provenance du Canada

25,9 millions de dollars (2000), en machines électriques, meubles et articles de literie, produits laitiers, œufs, miel, mouture, malt et amidon, sel, soufre, terre et pierre, machines, aliments en conserve, produits en acier et en fer, tabac

Représentant du Canada

M. John Robinson, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada aux Bahamas
a/s du Haut-Commissariat du Canada en Jamaïque, 3, West Kings House Road, Kingston 10, Jamaïque

Téléphone : (876) 926-1500, Télécopieur : (876) 511-3495

Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/latinamerica/bahamas-f.asp

BARBADE

Capitale : Bridgetown

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

431 km²

Principale langue

Anglais (officielle)

Principaux groupes religieux

Anglicans (40 %),
autres protestants (27 %),
catholiques (4 %)

Pays environnants

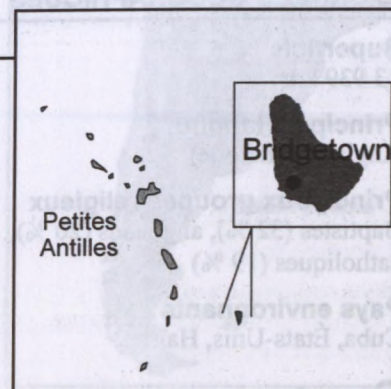
Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines

Population

280 000 habitants
(est. 1999)

Taux de croissance de la population

0,5 % (1990-1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Chambre haute : Sénat
Chambre basse : Chambre d'assemblée; multipartite

Dirigeants

Le gouverneur général Clifford Husbands
Le premier ministre Owen Seymour Arthur

Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

M^{me} Billie Miller

Indice du développement humain de l'ONU (2000)

La Barbade se classe 30^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement

510 000 \$ (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel

2,45 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB

2,8 % (est. 2000)

PIB par habitant

7 343 \$US (1999)

Taux d'inflation

2 % (est. 2000)

Taux de chômage

9,3 % (est. 2000)

Principales exportations

Sucre et mélasse, rhum, autres aliments et boissons, produits chimiques, composantes électriques, vêtements

Principales importations

Biens de consommation, machines, produits alimentaires, matériaux de construction, produits chimiques, combustibles, composantes électriques

Principales exportations vers le Canada

7,4 millions de dollars (2000), en boissons (rhum et alcools), machines électriques, outils et coutellerie, matières plastiques, aliments, machines, pierres précieuses et métaux; vêtements tissés, produits de pâtisserie

Principales importations en provenance du Canada

33,7 millions de dollars (2000), en viande de porc, légumes, machines électriques, papier journal, meubles, bois

Représentant du Canada

M^{me} Sandelle Scrimshaw, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada
Bishop's Court Hill, St. Michael (C.P. 404, Bridgetown) Barbade
Téléphone : (246) 429-3550, Télécopieur : (246) 429-3780, (246) 437-8474 (bureau commercial)
Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown/

BELIZE

Capitale : Belmopan

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
22 963 km²

Principale langue
Anglais (officielle)

Principaux groupes religieux
Catholiques (62 %), protestants (30 %)

Pays environnants
Guatemala, Honduras, Mexique

Population
249 183 habitants
(est. juillet 2000)

Taux de croissance de la population
2,3 % (1990-1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Autorité législative
Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des représentants;
multipartite

Dirigeants

Le gouverneur général Colville Norbert Young
Le premier ministre Said Musa

Ministre des Affaires étrangères
M. Said Musa

Ministre du Développement, de l'Investissement et du Commerce
M. Ralph Fonseca

Indice du développement humain de l'ONU (2000)
Le Belize se classe 58^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement
1,6 million de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel
745,5 millions de dollars américains (est. 2000)

Taux d'inflation
2 % (est. 2000)

Taux de croissance du PIB
4 % (est. 2000)

Taux de chômage
14,4 % (1998)

PIB par habitant
2 412 \$US (1999)

Principales exportations

Sucre et mélasse, bananes, agrumes, vêtements, produits du poisson, bois

Principales importations

Machines et matériel de transport, biens manufacturés, aliments, combustibles, produits chimiques, produits pharmaceutiques

Principales exportations vers le Canada

9,9 millions de dollars (2000), en sucre, aliments en conserve, fruits et noix, parfums et préparations cosmétiques, vêtements tissés, équipement photographique et cinématographique, poissons et fruits de mer, machines électriques, bois

Principales importations en provenance du Canada

2,6 millions de dollars (2000), en produits laitiers, œufs, miel, machines électriques, produits pharmaceutiques, machines, produits en acier et en fer, produits en métaux communs, papier et carton, instruments d'optique

Représentant du Canada

M. John Robinson, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada au Belize
a/s du Haut-Commissariat du Canada en Jamaïque, 3 West Kings House Road, Kingston 10, Jamaïque
Téléphone : (876) 926-1500, Télécopieur : (876) 511-3495, Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/latinamerica/belize-f.asp

BOLIVIE

Capitale : La Paz

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
1 098 580 km²

Principales langues
Espagnol, quechua, aymará
(officielles)

Principal groupe religieux
Catholiques

Pays environnants
Argentine, Brésil, Chili, Paraguay, Pérou

Population
8,3 millions d'habitants
(est. 2000)

Taux de croissance de la population
2,2 % (1990-1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Chambre haute : Sénat
Chambre basse : Chambre des députés; multipartite

Dirigeant
Le président Hugo Banzer Suárez

Ministre des Affaires étrangères et du Culte
M. Javier Murillo de la Rocha

Ministre du Développement économique
M. Carlos Saavedra Bruno

Ministre du Commerce extérieur et de l'Investissement
M. Claudio Mansilla Peña

Indice du développement humain de l'ONU (2000)
La Bolivie se classe 114^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement
24,7 millions de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel
8,4 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB
2,5 % (est. 2000)

PIB par habitant
954 \$US (1999)

Principales exportations
Soya, gaz naturel, zinc, or, bois

Principales importations
Biens d'équipement, matières premières et produits semi-finis, produits chimiques, pétrole, aliments

Principales exportations vers le Canada

16,4 millions de dollars (2000), en minerais, scories et cendres, aéronefs, bois, fruits et noix, étain et articles en étain, bonneterie, produits chimiques inorganiques, métaux rares, machines électriques, épices, café et thé, céréales

Principales importations en provenance du Canada

16,4 millions de dollars (2000), en céréales, machines, véhicules, instruments optiques et médicaux, meubles et articles de literie, machines électriques, aliments en conserve, matières plastiques, graisses et huiles animales et végétales, produits laitiers, œufs, miel

Représentant du Canada

M. Graeme C. Clark, Ambassadeur, Ambassade du Canada en Bolivie
a/s Ambassade du Canada au Pérou, Libertad 130, Miraflores (Casilla 18-1126 Correo Miraflores, Lima 18) Lima, Pérou
Téléphone : (011-51-14) 44 40 15, Télécopieur : (011-51-14) 44 43 47, Site Web : www.infoexport.gc.ca/pe/

BRÉSIL

Capitale : Brasilia

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

8 512 000 km²

Principale langue

Portugais (officielle)

Principal groupe religieux

Catholiques

Pays environnants

Argentine, Bolivie, Colombie, Guyana, Guyane (France), Paraguay, Pérou, Suriname, Uruguay, Venezuela

Population

170 millions d'habitants
(2000)

Taux de croissance de la population

1,3 % (moyenne, 1990-1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des députés; multipartite

Dirigeant

Le président Fernando Henrique Cardoso

Ministre des Relations étrangères

M. Celso Lafer

Ministre du Développement, de l'Industrie et du Commerce

M. Alcides Lopes Tápias

Indice du développement humain de l'ONU (2000)

Le Brésil se classe 74^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement

26,5 millions de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel

651 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB

4 % (est. 2000))

PIB par habitant

3 193 \$US (1999)

Taux d'inflation

4,9 % (1999)

Taux de chômage

7,6 % (1999)

Principales exportations

Produits manufacturés, minerai de fer, soya, chaussures, café

Principales importations

Machines et équipement, produits chimiques, pétrole, électricité

Principales exportations vers le Canada

1,5 milliard de dollars (2000), en acier et en fer, véhicules, machines électriques, aliments en conserve, machines, épices, café et thé, sucre, chaussures, pâte de bois, bois

Principales importations en provenance du Canada

1,1 milliard de dollars (2000), en papier et carton, engrais, véhicules (sauf pour chemins de fer), machines électriques, combustibles minéraux, pétrole, machines, sel, soufre, terre et pierre, aéronefs et astronefs, céréales, mouture, malt et amidon

Représentant du Canada

M. Jean-Pierre Juneau, Ambassadeur, Ambassade du Canada

SES-Av. Des Nações, Lote 16 (Caixa Postal 00961, Brasilia DF 70359-970) Brasilia, DF 70410, Brésil

Téléphone : (011-55-61) 321-2171, Télécopieur : (011-55-61) 321-4529, Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/latinamerica/brazil-f.asp

CANADA

Capitale : Ottawa

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

9 970 610 km²

Principales langues

Anglais et français (officielles)

Principaux groupes religieux

Catholiques (45 %),
Église unie (12 %), anglicans (8 %)

Pays environnants

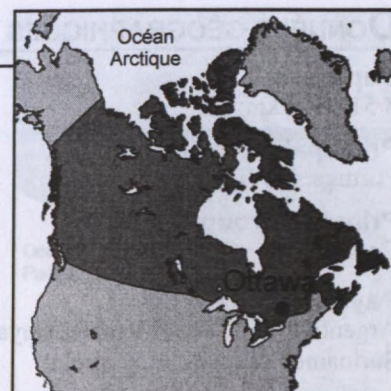
États-Unis, Grönland (Danemark)

Population

30,8 millions d'habitants (2000)

Taux de croissance de la population

0,7 % (2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des communes;
multipartite

Dirigeants

La gouverneure générale Adrienne Clarkson

Le premier ministre Jean Chrétien

Ministre des Affaires étrangères

M. John Manley

Ministre du Commerce international

M. Pierre Pettigrew

Ministre des Finances

M. Paul Martin

Indice du développement humain de l'ONU (2000)

Le Canada se classe 1^{er} sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB nominal

699,9 milliards de dollars américains (2000)

Taux d'inflation

2,9 % (2000)

Taux de croissance du PIB réel

4,7 % (2000)

Taux de chômage

6,9 % (février 2001)

PIB par habitant

22 708 \$US (2000)

Principales exportations

417,7 milliards de dollars (balance des paiements, 2000), en matériel de transport, biens d'équipement, pâtes et papiers, combustibles, bois, minéraux, aluminium

Principales importations

363,2 milliards de dollars (balance des paiements, 2000), en matériel de transport, biens d'équipement, matériel électronique, résines plastiques, matières plastiques, produits manufacturés en plastique

CHILI

Capitale : Santiago

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
756 626 km²

Principale langue
Espagnol (officielle)

Principaux groupes religieux
Catholiques (89 %), protestants (11 %)

Pays environnants
Argentine, Bolivie, Pérou

Population
15,2 millions d'habitants
(est. 2000)

Taux de croissance de la population
1,4 % (moyenne, 1990-1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Chambre haute : Sénat
Chambre basse : Chambre des députés; multipartite

Dirigeant
Le président Ricardo Lagos Escobar

Ministre des Affaires étrangères et du Commerce international
M^{me} María Soledad Alvear Valenzuela

Ministre de l'Économie
M. José de Gregorio Rebeco

Indice du développement humain de l'ONU (2000)
Le Chili se classe 38^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement
1,94 million de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel
69 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB
5,5 % (est. 2000)

PIB par habitant
4 424 \$US (1999)

Principales exportations

Cuivre, produits du bois, poisson et farine de poisson, fruits et noix, matières premières, textiles, produits industriels

Principales importations

Biens d'équipement, pièces de rechange, matières premières, pétrole, denrées alimentaires

Principales exportations vers le Canada

555,4 millions de dollars (2000), en minerais, scories et cendres, fruits et noix, boissons, bois, poissons et fruits de mer, produits chimiques inorganiques, métaux rares, résidus alimentaires et aliments pour animaux, aliments en conserve, cuivre et ouvrages en cuivre, céréales

Principales importations en provenance du Canada

445,6 millions de dollars (2000), en machines électriques et autres machines, céréales, papier et carton, combustibles minéraux et pétrole, matières plastiques, véhicules, engrais, légumes, produits en fer et en acier

Représentant du Canada

M. Paul Durand, Ambassadeur, Ambassade du Canada

Nueva Tajamar 481, Torre Norte, Piso 12 (Casilla 139, Correo 10) Santiago, Chili

Téléphone : (011-56-2) 362-9660, Télécopieur : (011-56-2) 362-9664, Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/santiago/

COLOMBIE

Capitale : Bogotá

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

1 141 568 km²

Principale langue

Espagnol (officielle)

Principal groupe religieux

Catholiques

Pays environnants

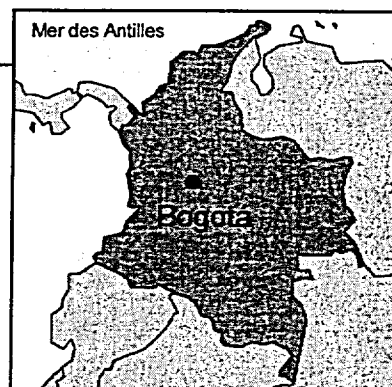
Brésil, Équateur, Panama, Venezuela

Population

42,3 millions d'habitants
(est. 2000)

Taux de croissance de la population

1,7 % (moyenne, 1990-1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des représentants;
multipartite

Dirigeant

Le président Andrés Pastrana Arango

Ministre des Affaires étrangères

M. Guillermo Fernández de Soto

Ministre du Commerce international

M^{me} Martha Lucía Ramírez

Indice du développement humain de l'ONU (2000)

La Colombie se classe 68^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement

10,3 millions de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel

81,3 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB

3 % (est. 2000)

PIB par habitant

1 534 \$US (1999)

Principales exportations

Pétrole, café, charbon, bananes, fleurs coupées

Principales importations

Équipement industriel, matériel de transport, biens de consommation, produits chimiques, produits en papier

Principales exportations vers le Canada

332,1 millions de dollars (2000), en épices, café et thé, fruits et noix, combustibles minéraux, pétrole, arbres et plantes vivants, sucre, produits chimiques, ouate, feutre, ficelle et corde, bonneterie, produits en fer et en acier, vêtements tissés

Principales importations en provenance du Canada

304,8 millions de dollars (2000), en céréales, papier et carton, légumes, engrais, véhicules, machines, matières plastiques, cuivre et ouvrages en cuivre, machines électriques, sel, soufre, terre et pierre

Représentant du Canada

M. Guillermo Rishchynski, Ambassadeur, Ambassade du Canada

Cra 7, N° 115-33, A.A. 53531, Santafé de Bogotá, Colombie

Téléphone : (011-57-1) 657-9800, Télécopieur : (011-57-1) 657-9912, Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/bogota/

COSTA RICA

Capitale : San José

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

51 100 km²

Principale langue

Espagnol (officielle)

Principal groupe religieux

Catholiques (85 %)

Pays environnants

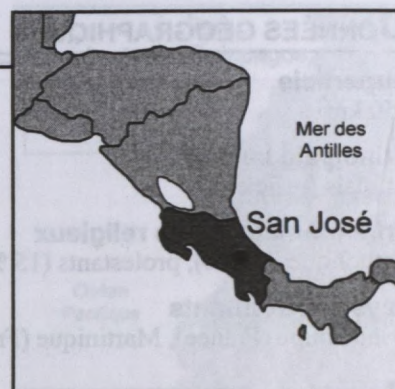
Nicaragua, Panama

Population

4 millions d'habitants
(est. 2000)

Taux de croissance de la population

2,6 % (est. 1990-1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Assemblée législative; multipartite

Dirigeant

Le président Miguel Ángel Rodríguez Echeverría

Ministre des Relations étrangères

M. Roberto Rojas López

Ministre du Commerce extérieur et de l'Industrie

M. Tomás Dueñas

Indice du développement humain de l'ONU (2000)

Le Costa Rica se classe 48^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement

7,7 millions de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel

15,9 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux d'inflation

11 % (est. 2000)

Taux de croissance du PIB

3 % (est. 2000)

Taux de chômage

5,2 % (est. 2000)

PIB par habitant

2 172 \$US (1999)

Principales exportations

Café, bananes, sucre, textiles, composantes électroniques

Principales importations

Matériaux bruts industriels, produits de consommation, biens d'équipement, pétrole

Principales exportations vers le Canada

182,9 millions de dollars (2000), en fruits et noix, machines électriques, épices, café et thé, machines, vêtements tissés, sucre, aliments en conserve, bonneterie, caoutchouc et produits en caoutchouc, arbres et plantes vivants

Principales importations en provenance du Canada

86,0 millions de dollars (2000), en papier et carton, céréales, engrais, machines, machines électriques, matières plastiques, mouture, malt et amidon, meubles et articles de literie, produits chimiques, jouets, articles de sport

Représentant du Canada

M. Denis Thibault, Ambassadeur, Ambassade du Canada

Oficentro Ejecutivo la Sabana, Edificio #5, Piso 3, Detrás de la Contraloría General de la República

(C.P. 351-1007, Centro Colón) San José, Costa Rica

Téléphone : (011-506) 296-4149, Télécopieur : (011-506) 296-4280, Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/sanjose/

DOMINIQUE

Capitale : Roseau

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

750 km²

Principale langue

Anglais (officielle)

Principaux groupes religieux

Catholiques (77 %), protestants (15 %)

Pays environnants

Guadeloupe (France), Martinique (France)

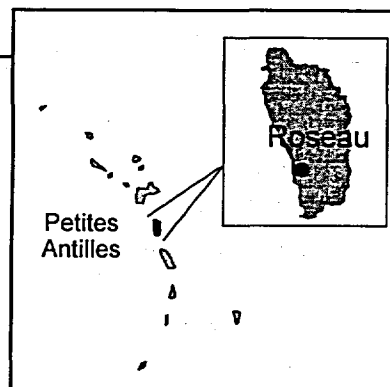
Population

77 600 habitants

(est. 2000)

Taux de croissance de la population

1,14 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Chambre d'assemblée; multipartite

Dirigeants

Le président Vernon Shaw

Le premier ministre Pierre Charles

Ministre des Affaires étrangères, des Affaires juridiques et de la Sécurité nationale

M. Pierre Charles

Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Marketing

M. Osborne Riviere

Indice du développement humain de l'ONU (2000)

La Dominique se classe 51^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement

3 millions de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel

268,2 millions de dollars américains (est. 2000)

Taux d'inflation

2,5 % (est. 2000)

Taux de croissance du PIB

0,5 % (est. 2000)

Taux de chômage

20 % (est. 1999)

PIB par habitant

3 214 \$US (1998)

Principales exportations

Bananes, savon, huiles essentielles, légumes, agrumes, produits manufacturés

Principales importations

Machines, produits manufacturés de base, produits alimentaires, produits chimiques

Principales exportations vers le Canada

1,7 million de dollars (2000), en machines, instruments optiques et médicaux, papier et carton, parfum et cosmétiques, savons, cires et préparations dentaires, sucre, machines électriques, fruits et noix, véhicules (sauf pour chemins de fer), chaussures

Principales importations en provenance du Canada

4,4 millions de dollars (2000), en machines, machines électriques, produits laitiers, œufs, miel, papier et carton, meubles et articles de literie, bois, poissons et fruits de mer, légumes

Représentant du Canada

M^{me} Sandelle Scrimshaw, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada à la Dominique
a/s du Haut-Commissariat du Canada à la Barbade, Bishop's Court Hill, St. Michael (C.P. 404, Bridgetown) Barbade
Téléphone : (246) 429-3550, Télécopieur : (246) 429-3780, Site Web : www.dfait-macci.gc.ca/bridgetown/

ÉQUATEUR

Capitale : Quito

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
256 370 km²

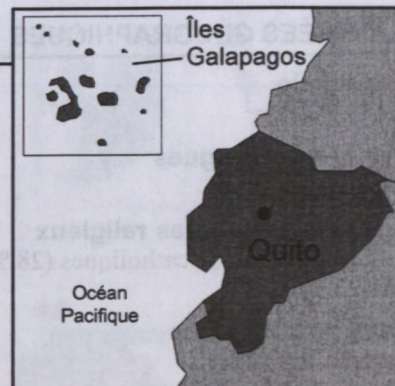
Principale langue
Espagnol (officielle)

Principal groupe religieux
Catholiques (95 %)

Pays environnants
Colombie, Pérou

Population
12,7 millions d'habitants
(est. 2000)

Taux de croissance de la population
1,9 % (moyenne, 1990-1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Assemblée législative; multipartite

Dirigeants
Le président Gustavo Noboa Bejarano

Ministre des Affaires étrangères
M. Heinz Moeller

Ministre du Commerce extérieur, de l'Industrie et de la Pêche
M. Roberto Peña Durini

Indice du développement humain de l'ONU (2000)
L'Équateur se classe 91^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement
9,45 millions de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel
14 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB
2,5 % (est. 2000)

PIB par habitant
1 101 \$US (1999)

Principales exportations
Pétrole, bananes, crevettes, café, cacao, fleurs coupées, poisson

Principales importations
Machines et équipement, matières premières, combustibles, biens de consommation

Principales exportations vers le Canada
121,7 millions de dollars (2000), en bananes, fleurs coupées, poissons et fruits de mer, cacao, pierres et métaux précieux, épices, café et thé, aliments en conserve, préparations de viande, poissons et crustacés, machines, bois

Principales importations en provenance du Canada
99,9 millions de dollars (2000), en blé, machines, légumes, papier et carton, véhicules, machines électriques, sel, soufre, terre et pierre, matières plastiques, engrais, outils et coutellerie

Représentant du Canada

M. John Kneale, Ambassadeur, Ambassade du Canada

Avenida 6 de Diciembre, 2816 y Paul Rivet, Edificio Josueth Gonzalez, 4^e étage (C.P. 17-11-8512) Quito, Équateur
Téléphone : (011-593-2) 564-795, Télécopieur : (011-593-2) 503-108, Site Web : www.infoexport.gc.ca/ec/

ÉTATS-UNIS

Capitale : Washington

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
9 629 091 km²

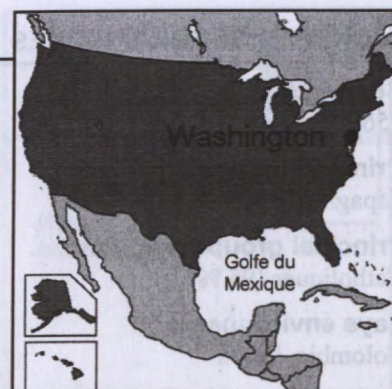
Principales langues
Anglais, espagnol

Principaux groupes religieux
Protestants (56 %), catholiques (28 %),
juifs (2 %)

Pays environnants
Canada, Mexique

Population
283,8 millions d'habitants
(est. mars 2001)

Taux de croissance de la population
0,9 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Chambre haute : Sénat
Chambre basse : Chambre des représentants;
multipartite

Dirigeant
Le président George W. Bush

Secrétaire d'État
M. Colin L. Powell

Secrétaire du Trésor
M. Paul H. O'Neill

Indice du développement humain de l'ONU (2000)
Les États-Unis se classent 3^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel
9,32 billions de dollars américains (1999)

Taux de croissance du PIB réel
5,0 % (2000)

PIB par habitant
34 000 \$US (2000)

Principales exportations

Machines et équipement, véhicules motorisés, aéronefs, blé, produits chimiques, résines plastiques, matières plastiques, produits manufacturés en plastique, produits agricoles, ravitaillement militaire

Principales importations

Pétrole et produits du pétrole, métaux communs non ferreux, engrais, produits agricoles, machines et équipement, véhicules motorisés, matières premières

Principales exportations vers le Canada

Biens : 180 milliards de dollars (2000), en véhicules motorisés et pièces, ordinateurs, matériel de télécommunications, résines plastiques, matières plastiques, produits manufacturés en plastique
Services : 27 milliards de dollars (2000)

Principales importations en provenance du Canada

Biens : 242 milliards de dollars (2000), en véhicules motorisés et pièces, bois d'œuvre, pétrole brut, gaz naturel, papier journal
Services : 22 milliards de dollars (2000)

Représentant du Canada

M. Michael Kergin, Ambassadeur, Ambassade du Canada, 501 Pennsylvania Avenue, N.W., Washington (D.C.) 20001, États-Unis
Téléphone : (202) 682-1740, Télécopieur : (202) 682-7726, Site Web : www.canadianembassy.org

GRENADE

Capitale : St. George's

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

340 km²

Principale langue

Anglais (officielle)

Principaux groupes religieux

Catholiques (53 %), protestants (47 %)

Pays environnants

Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Trinité-et-Tobago, Venezuela

Population

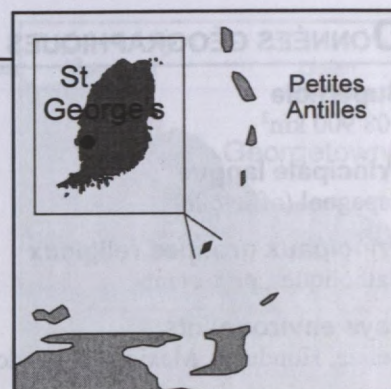
107 200 habitants

(est. 2000)

Taux de croissance de la

population

0,36 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des représentants;
multipartite

Dirigeants

Le gouverneur général Daniel Williams

Le premier ministre Keith Mitchell

Ministre des Affaires étrangères

M. Elvin Nimrod

Ministre des Finances et du Commerce

M. Anthony Boatman

Indice du développement humain de l'ONU (2000)

La Grenade se classe 54^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement

1,73 million de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel

385,6 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB

7 % (est. 2000)

PIB par habitant

3 073 \$US (1998)

Taux d'inflation

2,5 % (est. 2000)

Taux de chômage

15 % (1997)

Principales exportations

Muscade, fèves de cacao, bananes, macis, textiles, composantes d'ordinateur

Principales importations

Machines, aliments, biens manufacturés, produits chimiques, combustibles

Principales exportations vers le Canada

1,5 million de dollars (2000), en épices, café et thé, cacao, légumes, aéronefs et pièces, machines, fruits et noix, machines électriques, aliments en conserve, livres, journaux et manuscrits, jouets, articles de sport

Principales importations en provenance du Canada

4,0 millions de dollars (2000), en machines électriques, bois, produits laitiers, œufs, miel, viandes, caoutchouc, meubles et articles de literie, machines, livres, journaux et manuscrits, poissons et fruits de mer

Représentant du Canada

M^{me} Sandelle Scrimshaw, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada à la Grenade
a/s du Haut-Commissariat du Canada à la Barbade, Bishop's Court Hill, St. Michael (C.P. 404, Bridgetown) Barbade
Téléphone : (246) 429-3550, Télécopieur : (246) 429-3780, Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown/

GUATEMALA

Capitale : Guatemala

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
108 900 km²

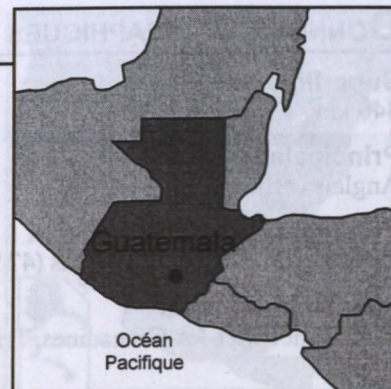
Principale langue
Espagnol (officielle)

Principaux groupes religieux
Catholiques, protestants

Pays environnants
Belize, Honduras, Mexique, Salvador

Population
11,4 millions d'habitants
(est. 2000)

Taux de croissance de la population
2,5 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Assemblée législative; multipartite

Dirigeant
Le président Alfonso Portillo

Ministre des Relations étrangères
M. Gabriel Orellana Rojas

Ministre de l'Économie
M. Frederico Pola de la Peña

Indice du développement humain de l'ONU (2000)
Le Guatemala se classe 120^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement
8,3 millions de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel
18,6 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB
3 % (est. 2000)

PIB par habitant
1 024 \$US (1999)

Principales exportations
Café, sucre, bananes, fruits et légumes, viande, vêtements, pétrole

Principales importations
Combustibles, machines, matériel de transport, matériaux de construction, grains, engrais

Principales exportations vers le Canada
167,2 millions de dollars (2000), en sucre, épices, café et thé, fruits et noix, légumes, bonneterie, vêtements tissés, grains, savons, cires et préparations dentaires, arbres et plantes vivants, jouets, articles de sport

Principales importations en provenance du Canada
122,4 millions de dollars (2000), en céréales, machines électriques, papier et carton, engrais, machines, mouture, malt et amidon, matières plastiques, meubles et articles de literie, aliments en conserve, huiles et graisses

Représentant du Canada

M. Alan Culham, Ambassadeur, Ambassade du Canada
13 Calle 8-44, Zona 10 Edyma Plaza, 8 Nivel (C.P. 400) Ciudad de Guatemala, Guatemala
Téléphone : (011-502-3) 33 61 02, Télécopieur : (011-502-3) 33 61 48, (011-502-3) 33 61 89 (commercial)
Site Web : www.infoexport.gc.ca/gt/

GUYANA

Capitale : Georgetown

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
214 970 km²

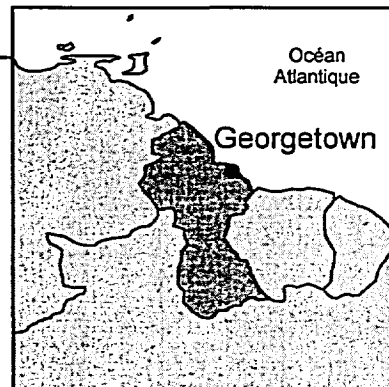
Langue officielle
Anglais

Principaux groupes religieux
Chrétiens (50 %), hindous (33 %),
musulmans (9 %)

Pays environnants
Brésil, Suriname, Venezuela

Population
790 000 habitants
(est. 2000)

Taux de croissance de la population
-0,7 % (moyenne, 1990-1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Assemblée nationale; multipartite

Dirigeants
Le président Bharrat Jagdeo
Le premier ministre Samuel Hinds

Ministre des Affaires étrangères
M. Clement Rohee

**Ministre du Commerce, de l'Industrie
et du Tourisme**
M. Geoffrey da Silva

Indice du développement humain de l'ONU (2000)
Le Guyana se classe 96^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement
9 millions de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel
715 millions de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB
3,5 % (est. 2000)

PIB par habitant
742 \$US (1999)

Principales exportations
Sucre et mélasse, or, bauxite et alumine, riz, crevettes, rhum, bois d'œuvre

Principales importations
Produits manufacturés, machines, pétrole, aliments

Principales exportations vers le Canada
197,8 millions de dollars (2000), en or, minerais d'aluminium, boissons, poissons et fruits de mer, vêtements tissés, préparations de viande et de poissons, légumes, animaux vivants, bois, parfums et produits cosmétiques

Principales importations en provenance du Canada
8,1 millions de dollars (2000), en machines, papier et carton, légumes, machines électriques, articles textiles, produits pharmaceutiques, aliments en conserve, fils et tissus synthétiques

Représentant du Canada

M. Jacques Crête, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada
High and Young Streets (C.P. 10880) Georgetown, Guyana

Téléphone : (011-592-2) 72081-5, Télécopieur : (011-592-2) 58380, Site Web: www.dfait-macci.gc.ca/guyana/

HAÏTI

Capitale : Port-au-Prince

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

27 797 km²

Principales langues

Français et créole (officielles)

Principaux groupes religieux

Catholiques (80 %), protestants (16 %)

Pays environnants

Bahamas, Cuba, Jamaïque, République dominicaine

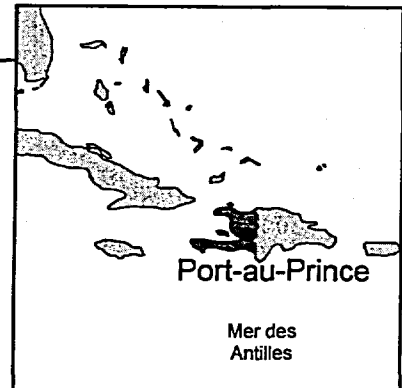
Population

8 millions d'habitants

(est. 2000)

Taux de croissance de la population

1,6 % (moyenne, 1990-1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des députés; multipartite

Dirigeants

Le président Jean-Bertrand Aristide

Le premier ministre Jean Marie Chérestal

Ministre des Affaires étrangères

M. Joseph Philippe Antonio

Ministre des Finances et de l'Économie

M. Faubert Gustave

Indice du développement humain de l'ONU (2000)

Haïti se classe 150^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement

41,2 millions de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel

3,9 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB

1,2 % (est. 2000)

PIB par habitant

209 \$US (1999)

Principales exportations

Vêtements, café, produits végétaux, mangues

Principales importations

Produits alimentaires, machines, matériel de transport, combustibles

Principales exportations vers le Canada

9,5 millions de dollars (2000), en bonneterie, articles textiles, cuivre et ouvrages en cuivre, poissons et fruits de mer, cacao, vêtements tissés, peaux et cuirs, fruits et noix

Principales importations en provenance du Canada

25,0 millions de dollars (2000), en produits laitiers, œufs, miel, viandes, céréales, papier et carton, poissons et fruits de mer, produits en fer et en acier, coton, fils et tissus, machines

Représentant du Canada

M. Gilles Bernier, Ambassadeur, Ambassade du Canada

Édifice Banque Nova Scotia, route de Delmas (C.P. 826) Port-au-Prince, Haïti

Téléphone : (011-509) 298-3050, Télécopieur : (011-509) 298-3001, Site Web : www.infoexport.gc.ca/ht/

HONDURAS

Capitale : Tegucigalpa

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

112 087 km²

Principale langue

Espagnol (officielle)

Principal groupe religieux

Catholiques (97 %)

Pays environnants

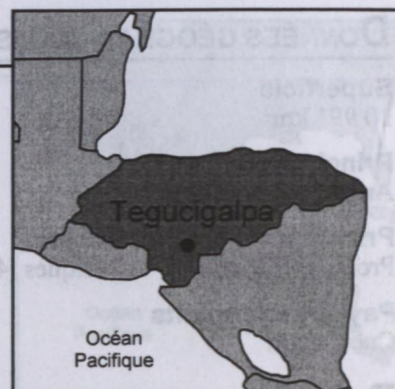
Belize, Guatemala, Nicaragua, Salvador

Population

6,6 millions d'habitants
(est. 2000)

Taux de croissance de la population

2,6 % (moyenne, 1990-1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Congrès national; multipartite

Dirigeant

Le président Carlos Roberto Flores Facussé

Ministre des Affaires étrangères

M. Roberto Flores Bermúdez

Indice du développement humain de l'ONU (2000)

Le Honduras se classe 113^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement

30,4 millions de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel

6 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux d'inflation

11 % (est. 2000)

Taux de croissance du PIB

4,1 % (est. 2000)

Taux de chômage

28 % (est. 2000)

PIB par habitant

640 \$US (1999)

Principales exportations

Café, crevettes, homard, sucre, bananes, or, tabac, coton, bœuf

Principales importations

Machines, produits pétroliers, biens de consommation

Principales exportations vers le Canada

65,3 millions de dollars (2000), en vêtements tissés, fruits et noix, véhicules, minerais, scories et cendres, épices, café et thé, pierres et métaux précieux, machines électriques, jouets, articles de sport, poissons et fruits de mer

Principales importations en provenance du Canada

15,6 millions de dollars (2000), en papier et carton, engrais, viandes, céréales, machines, graisses et huiles, véhicules, machines électriques, matières plastiques, aliments en conserve

Représentant du Canada

M. Denis Thibault, Ambassadeur, Ambassade du Canada au Honduras, a/s de l'Ambassade du Canada au Costa Rica
Oficentro Ejecutivo la Sabana, Edificio #5, Piso 3, Detrás de la Contraloría General de la República
(C.P. 351-1007, Centro Colón) San José, Costa Rica

Téléphone : (011-506) 296-4149, Télécopieur : (011-506) 296-4280, Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/sanjose/

JAMAÏQUE

Capitale : Kingston

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

10 991 km²

Principale langue

Anglais (officielle)

Principaux groupes religieux

Protestants (61,6 %), catholiques (4 %)

Pays environnants

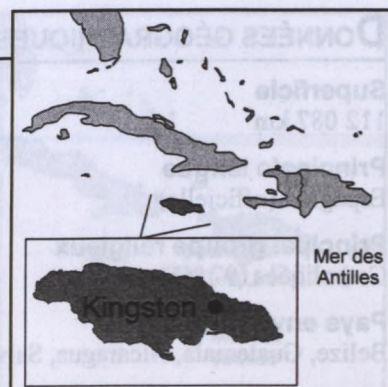
Cuba, Haïti

Population

2,6 millions d'habitants
(est. 2000)

Taux de croissance de la population

0,8 % (moyenne, 1990-1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des représentants;
multipartite

Dirigeants

Le gouverneur général Sir Howard Cooke

Le premier ministre Percival James Patterson

Ministre des Affaires étrangères

M. Paul Robertson

Ministre du Commerce extérieur

M. Anthony Hylton

Indice du développement humain de l'ONU (2000)

La Jamaïque se classe 83^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement

7,6 millions de dollars (1999-2000)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel

6,5 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB

0,4 % (est. 2000)

PIB par habitant

1 657 \$US (1999)

Principales exportations

Alumine et bauxite, sucre, bananes, rhum

Principales importations

Machines et matériel de transport, matériaux de construction, combustibles, aliments, produits chimiques, engrais

Principales exportations vers le Canada

197,7 millions de dollars (2000), en produits chimiques inorganiques, métaux rares, boissons, légumes, aliments en conserve, bonneterie, préparations de base pour cuisson, fruits et noix, aliments, poissons et fruits de mer, épices, café et thé

Principales importations en provenance du Canada

99,8 millions de dollars (2000), en poissons et fruits de mer, machines électriques, papier et carton, machines, aéronefs et pièces, viandes, produits pharmaceutiques, céréales, aliments en conserve

Représentant du Canada

M. John Robinson, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada

3 West Kings House Road, Kingston 10, Jamaïque

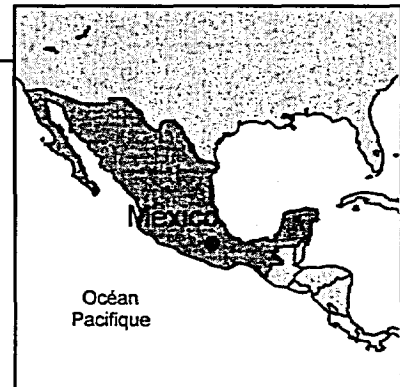
Téléphone : (876) 926-1500, Télécopieur : (876) 511-3495, Site Web: www.infoexport.gc.ca/jm/

MEXIQUE

Capitale : Mexico

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie 1 972 550 km ²	Population 97,4 millions d'habitants (2000)
Principale langue Espagnol (officielle)	Taux de croissance de la population 1,8 % (1999)
Principaux groupes religieux Catholiques (89 %), protestants (6 %)	
Pays environnants Belize, Guatemala, États-Unis	



DONNÉES POLITIQUES

Nature de l'État République	Secrétaire des Relations étrangères M. Jorge G. Castañeda
Autorité législative Chambre haute : Sénat Chambre basse : Chambre des députés	Secrétaire de l'Économie M. Luis Ernesto Derbez
Dirigeant Le président Vicente Fox Quesada	Indice du développement humain de l'ONU (2000) Le Mexique se classe 55 ^e sur 174 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB nominal 578,6 milliards de dollars américains (2000)	Taux d'inflation 8,96 % (est. 2000)
Taux de croissance du PIB réel 7,1 % (2000)	Taux de chômage 2,3% (2000)
PIB par habitant 5 853 \$US (2000)	
Principales exportations Machines électriques et autres machines, véhicules motorisés, pétrole, produits pétroliers	
Principales importations Machines électriques et autres machines, véhicules motorisés, plastiques, produits du fer et de l'acier	
Principales exportations vers le Canada 12,08 milliards de dollars (2000), en machines électriques et autres machines, véhicules, meubles et articles de literie, combustibles minéraux, pétrole, etc., instruments optiques et médicaux, produits en fer et en acier, légumes, vêtements tissés, fruits et noix	
Principales importations en provenance du Canada 2,04 milliards de dollars (2000), en voitures, grains, semences et fruits, céréales, viande, machines électriques et autres machines, aluminium, produits chimiques, papier et carton, pâte de bois	

Représentant du Canada

M. Keith Christie, Ambassadeur, Ambassade du Canada
Calle Schiller n° 529 (Rincón Del Bosque) Colonia Polanco 11560, México, D.F., Mexique
Téléphone : (011-525) 724-7900, Télécopieur : (011-525) 724-7980, Site Web : www.canada.org.mx/

NICARAGUA

Capitale : Managua

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
130 000 km²

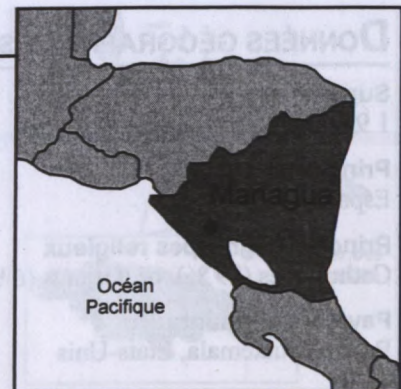
Principale langue
Espagnol (officielle)

Principal groupe religieux
Catholiques (85 %)

Pays environnants
Costa Rica, Honduras

Population
5,1 millions d'habitants
(est. 2000)

Taux de croissance de la population
2,6 % (moyenne, 1990-1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Assemblée nationale; multipartite

Dirigeant
Le président Arnoldo Alemán Lacayo

Ministre des Affaires étrangères
M. Francisco Aguirre

Ministre de la Coopération étrangère
M. Salvador Stadthagen

Indice du développement humain de l'ONU (2000)
Le Nicaragua se classe 116^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement
16,3 millions de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel
2,5 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB
5 % (est. 2000)

PIB par habitant
465 \$US (1999)

Principales exportations
Café, crevettes, homard, sucre, bananes, or, tabac, coton, bœuf

Principales importations
Machines, produits pétroliers, biens de consommation

Principales exportations vers le Canada
58,8 millions de dollars (2000), en pierres et métaux précieux, épices, café et thé, sucre, vêtements tissés, bonneterie, grains, semences et fruits, produits en céramique, poissons et fruits de mer, machines, tabac

Principales importations en provenance du Canada
13,6 millions de dollars (2000), en papier et carton, matières plastiques, machines, huiles et graisses, céréales, machines électriques, combustibles minéraux et huile de pétrole, légumes, véhicules, sel, soufre, terre et pierre

Représentant du Canada

M. Denis Thibault, Ambassadeur, Ambassade du Canada au Nicaragua
a/s de l'Ambassade du Canada au Costa Rica,

Oficentro Ejecutivo la Sabana, Edificio #5, Piso 3, Detrás de la Contraloría General de la República
(C.P. 351-1007, Centro Colón) San José, Costa Rica

Téléphone : (011-506) 296-4149, Télécopieur : (011-506) 296-4280, Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/sanjose/

PANAMA

Capitale : Panama

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

77 082 km²

Principale langue

Espagnol (officielle), anglais

Principaux groupes religieux

Catholiques (85 %), protestants (15 %)

Pays environnants

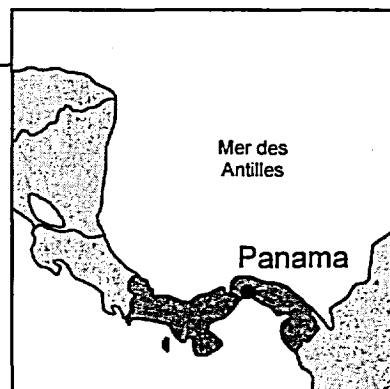
Colombie, Costa Rica

Population

2,9 millions d'habitants
(est. 2000)

Taux de croissance de la population

1,6 % (1990-1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Assemblée législative; multipartite

Dirigeante

La présidente Mireya Elisa Moscoso Rodríguez

Ministre des Relations étrangères

M. José Miguel Alemán

Ministre de l'Économie et des Finances

M. Norberto Delgado

Indice du développement humain de l'ONU (2000)

Le Panama se classe 59^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement

1,27 million de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel

10,2 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB

2,5 % (est. 2000)

PIB par habitant

2 845 \$US (1999)

Principales exportations

Bananes, crevettes, sucre, café

Principales importations

Biens d'équipement et machines, pétrole, produits alimentaires, biens de consommation, produits chimiques

Principales exportations vers le Canada

14,0 millions de dollars (2000), en fruits et noix, aluminium, épices, café et thé, produits pharmaceutiques, grains, semences et fruits, poissons et fruits de mer, produits manufacturés, instruments optiques et médicaux, machines électriques, matières plastiques

Principales importations en provenance du Canada

56,2 millions de dollars (2000), en fer et en acier, viandes, produits pharmaceutiques, véhicules (sauf pour chemins de fer), machines, légumes, outils et coutellerie, sel, soufre, terre et pierre, machines électriques, meubles et articles de literie

Représentant du Canada

M. Daniel K. Daley, Ambassadeur, Ambassade du Canada

World Trade Center, Calle 53E Marbella, Galeria Comercial, Piso 1, Panamá

Téléphone : (507) 264-9731/264-7115, Télécopieur : (507) 263-8083, Site Web : www.infoexport.gc.ca/pa/

PARAGUAY

Capitale : Asunción

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

406 752 km²

Principale langue

Espagnol (officielle)

Principaux groupes religieux

Catholiques, mennonites, autres protestants

Pays environnants

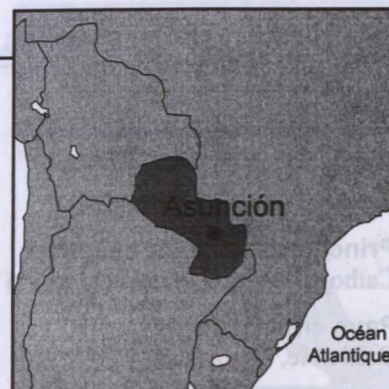
Argentine, Bolivie, Brésil

Population

5,5 millions d'habitants (est. 2000)

Taux de croissance de la population

2,4 % (moyenne, 1990-1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des députés; multipartite

Dirigeant

Le président Luis Ángel González Macchi

Ministre des Affaires étrangères

M. José Antonio Moreno Rufinelli

Ministre de l'Industrie et du Commerce

M. Euclides Acevedo

Indice du développement humain de l'ONU (2000)

Le Paraguay se classe 81^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement

930 000 \$ (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel

7,4 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB

-0,5 % (est. 2000)

PIB par habitant

1 404 \$US (1999)

Taux d'inflation

9 % (est. 2000)

Taux de chômage

14 % (1999)

Principales exportations

Soya, aliments pour animaux, coton, viande, huiles alimentaires

Principales importations

Véhicules routiers, biens de consommation, tabac, produits pétroliers, machines électriques

Principales exportations vers le Canada

1,5 million de dollars (2000), en bois, sucre, outils et coutellerie, machines électriques, épices, café et thé, grains, semences et fruits, produits d'origine animale, parfums et produits cosmétiques, machines, animaux vivants, articles en cuir, de sellerie et de voyage

Principales importations en provenance du Canada

6,5 millions de dollars (2000), en jouets, articles de sport, tabac, machines, machines électriques, fils et tissus synthétiques, meubles et articles de literie, dentelle et tapisserie, étoffes de bonneterie et étoffes crochétées

Représentant du Canada

M. Jean-Paul Hubert, Ambassadeur, Ambassade du Canada au Paraguay

a/s Ambassade du Canada en Argentine, 2828 Tagle, 1425 (Casilla de Correo 3898, 1000) Buenos Aires, Argentine

Téléphone : (011-54-11) 4805-3032, Télécopieur : (011-54-11) 4806-1209, Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/bairs/

PÉROU

Capitale : Lima

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

1 285 215 km²

Principales langues

Espagnol et quechua (officielles),
aymará

Principal groupe religieux

Catholiques

Pays environnants

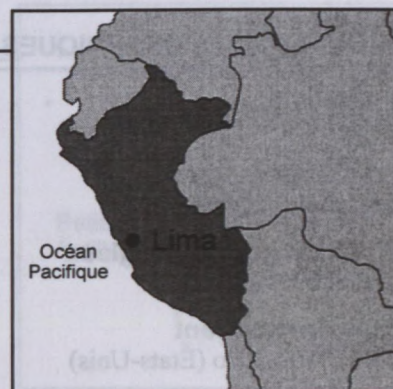
Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur

Population

25,7 millions d'habitants
(est. 2000)

Taux de croissance de la population

1,6 % (est. 1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Congrès constituant démocratique;
multipartite

Dirigeants

Le président par intérim Valentin Paniagua

Le président du Conseil des ministres

Javier Pérez de Cuéllar

Ministre des Affaires étrangères

M. Javier Pérez de Cuéllar

Ministre de l'Économie et des Finances

M. Javier Silva Ruete

Ministre de l'Industrie

M. Emilio Navarro Castañeda

Indice du développement humain de l'ONU (2000)

Le Pérou se classe 80^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement

13,1 millions de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel

54 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux d'inflation

3,8 % (est. 2000)

Taux de croissance du PIB

3,5 % (est. 2000)

Taux de chômage

7,2 % (1999)

PIB par habitant

2 070 \$US (1999 est.)

Principales exportations

Cuivre, zinc, farine de poisson, pétrole brut et produits dérivés, plomb, argent raffiné, café

Principales importations

Machines, matériel de transport, denrées alimentaires, pétrole, fer et acier, produits chimiques

Principales exportations vers le Canada

188,8 millions de dollars (2000), en minerais, plomb et zinc, aliments pour animaux, café, graisses et huiles, légumes, bonneterie, étain et ouvrages en étain, bois, fruits et noix

Principales importations du Canada

208,9 millions de dollars (2000), en blé, machines, légumineuses, produits en fer et en acier, minerai de cuivre, machines électriques, matières plastiques, véhicules, viande

Représentant du Canada

M. Graeme C. Clark, Ambassadeur, Ambassade du Canada

Libertad 130, Miraflores (Casilla 18-1126 Correo Miraflores, Lima 18) Lima, Pérou

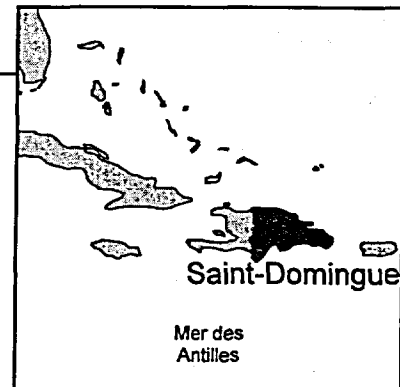
Téléphone : (011-51-14) 44 40 15, Télécopieur : (011-51-14) 44 43 47, Site Web : www.infoexport.gc.ca/pe/

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Capitale : Saint-Domingue

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie 48 734 km ²	Population 8,5 millions d'habitants (est. 2000)
Principale langue Espagnol (officielle)	Taux de croissance de la population 1,64 % (est. 2000)
Principal groupe religieux Catholiques (95 %)	
Pays environnant Haïti, Porto Rico (États-Unis)	



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime République	Ministre de l'Industrie et du Commerce M. Ángel Lockward Mella
Autorité législative Chambre haute : Sénat Chambre basse : Chambre des députés; multipartite	Indice du développement humain de l'ONU (2000) La République dominicaine se classe 87 ^e sur 174 pays.
Dirigeant Le président Hipólito Mejía Domínguez	Aide publique du Canada au développement 3,14 millions de dollars (1998-1999)
Ministre des Relations étrangères M. Hugo Tolentino Dipp	

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel 19,4 milliards de dollars américains (est. 2000)	Taux d'inflation 7,9 % (est. 2000)
Taux de croissance du PIB 8 % (est. 2000)	Taux de chômage 13,8 % (1999)
PIB par habitant 1 196 \$US (1999)	
Principales exportations Ferronickel, sucre, or, argent, café, cacao, tabac, produits à base de viande	
Principales importations Produits alimentaires, pétrole, coton et tissu de coton, produits chimiques, produits pharmaceutiques	
Principales exportations vers le Canada 95,6 millions de dollars (2000), en machines électriques, vêtements tissés, articles textiles divers, vêtements en bonneterie, fruits et noix, articles de coiffure, pierres et métaux précieux, instruments optiques et médicaux, légumes, chaussures	
Principales importations en provenance du Canada 81,6 millions de dollars (2000), en papier et carton, poissons et fruits de mer, céréales, machines électriques et autres machines, légumes, véhicules, engrais, cuivre et ouvrages en cuivre	

Représentant du Canada

M. Bruno Picard, Ambassadeur, Ambassade du Canada

Capitán Eugenio de Marchena #39, La Esperilla (C.P. 2054), Saint-Domingue, République dominicaine

Téléphone : (809) 685-1136, Télécopieur : (809) 682-2691, Site Web : www.infoexport.gc.ca/do/

SAINT-KITTS-ET-NEVIS

Capitale : Basseterre

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

269 km²

Principale langue

Anglais (officielle)

Principaux groupes religieux

Anglicans, autres protestants, catholiques

Pays environnants

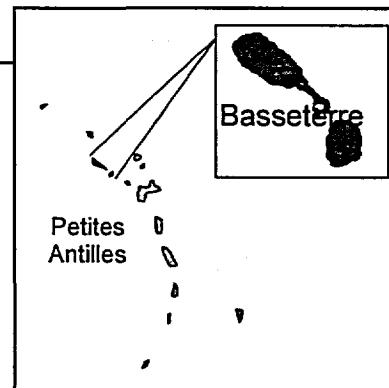
Antigua-et-Barbuda, Montserrat (Royaume-Uni)

Population

45 600 habitants
(est. 2000)

Taux de croissance de la population

-0,22 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Unicamérale : Chambre d'assemblée; multipartite

Dirigeants

Le gouverneur général Cuthbert Sebastian

Le premier ministre Denzil Douglas

Ministre des Affaires étrangères

M. Sam Condor

Indice du développement humain de l'ONU (2000)

Saint-Kitts-et-Nevis se classe 47^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement

1,56 million de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel

349 millions de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB

5 % (est. 2000)

PIB par habitant

6 024 \$US (1998)

Principales exportations

Machines, aliments, matériel électronique, boissons, tabac

Principales importations

Machines, produits manufacturés, aliments, combustibles

Principales exportations vers le Canada

4,4 millions de dollars (2000), en machines électriques, animaux vivants, épices, café et thé, livres, journaux et manuscrits, bonneterie, machines, légumes, vêtements tissés, parfums et produits cosmétiques, produits en fer et en acier

Principales importations en provenance du Canada

9,6 millions de dollars (2000), en matières plastiques, produits en fer et en acier, machines électriques et autres machines, meubles et articles de literie, produits laitiers, œufs, miel, poissons et fruits de mer, bateaux et navires, boissons

Représentant du Canada

M^{me} Sandelle Scrimshaw, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada à Saint-Kitts-et-Nevis
a/s du Haut-Commissariat du Canada à la Barbade, Bishop's Court Hill, St. Michael (C.P. 404, Bridgetown) Barbade
Téléphone : (246) 429-3550, Télécopieur : (246) 429-3780, Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown/

SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES

Capitale : Kingstown

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

340 km²

Principale langue

Anglais (officielle)

Principaux groupes religieux

Anglicans (47%), méthodistes (28%), catholiques (13%)

Pays environnant

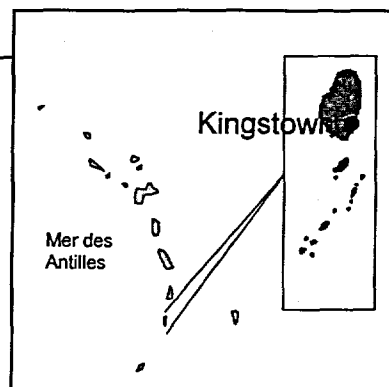
Trinité-et-Tobago

Population

113 000 habitants (est. 2000)

Taux de croissance de la population

0,6 % (est. 1998)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Assemblée; multipartite

Dirigeants

Le gouverneur général Charles Antrobus

Le premier ministre Ralph Gonsalves

Ministre des Affaires étrangères et du Tourisme

M. Allan Cruickshank

Indice du développement humain de l'ONU (2000)

Saint-Vincent-et-les-Grenadines se classe 79^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement

1,7 million de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel

342,4 millions de dollars américains (est. 2000)

Taux d'inflation

2,5 % (est. 2000)

Taux de croissance du PIB

2 % (est. 2000)

Taux de chômage

19 % (est. 1996)

PIB par habitant

2 548 \$US (1997)

Principales exportations

Bananes, taro, amidon d'arrow-root, raquettes de tennis

Principales importations

Denrées alimentaires, machines et équipement, produits chimiques et engrais, minéraux et combustibles

Principales exportations vers le Canada

0,4 million de dollars (2000), en épices, café et thé, machines, légumes, aliments en conserve, fruits et noix, jouets, articles de sport, mouture, malt et amidon, pierres et métaux précieux, sel, soufre, terre et pierre, aliments

Principales importations en provenance du Canada

4,9 millions de dollars (2000), en machines électriques, produits en fer et en acier, produits laitiers, œufs, miel, bois, articles en métaux communs, caoutchouc, viande, véhicules

Représentant du Canada

M^{me} Sandelle Scrimshaw, Haut-commissaire, Haut-commissariat du Canada à Saint-Vincent-et-les-Grenadines
a/s du Haut-commissariat du Canada à la Barbade, Bishop's Court Hill, St. Michael (C.P. 404, Bridgetown) Barbade
Téléphone : (246) 429-3550, Télécopieur : (246) 429-3780, Site Web : www.dfait-macci.gc.ca/bridgetown/

SAINTE-LUCIE

Capitale : Castries

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
616 km²

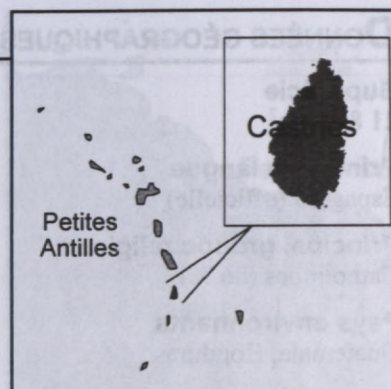
Principale langue
Anglais (officielle)

Principaux groupes religieux
Catholiques (90 %), protestants (7 %),
anglicans (3 %)

Pays environnants
Barbade, Martinique (France), Saint-Vincent-et-les-Grenadines

Population
156 300 habitants
(est. 2000)

Taux de croissance de la population
1,2 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Autorité législative
Chambre haute : Sénat
Chambre basse : Chambre d'assemblée; multipartite

Dirigeants
Le gouverneur général Calliopa Pearlette Louisy
Le premier ministre Kenneth Anthony

Ministre des Affaires étrangères et du Commerce international
M. George Odum

Indice du développement humain de l'ONU (2000)
Sainte-Lucie se classe 88^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement
1,03 million de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel
707 millions de dollars américains (est.2000)

Taux de croissance du PIB
0,5 % (est. 2000)

PIB par habitant
4 302 \$US (1998)

Principales exportations
Bananes, vêtements, cacao, fruits et légumes, huile de coco

Principales importations
Aliments, produits manufacturés, machines et matériel de transport, produits chimiques, combustibles

Principales exportations vers le Canada
1,4 million de dollars (2000), en machines électriques, pierres et métaux précieux, légumes, articles textiles, aliments en conserve, jouets, articles de sport, dentelle et tapisserie, fruits et noix, caoutchouc, machines

Principales importations en provenance du Canada
9,7 millions de dollars (2000), en produits laitiers, œufs, miel, machines, machines électriques, viandes, mouture, malt et amidon, meubles et articles de literie, papier et carton, aliments en conserve

Représentant du Canada

M^{me} Sandelle Scrimshaw, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada à Sainte-Lucie
a/s du Haut-Commissariat du Canada à la Barbade, Bishop's Court Hill, St. Michael (C.P. 404, Bridgetown) Barbade
Téléphone : (246) 429-3550, Télécopieur : (246) 429-3780, Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown/

SALVADOR

Capitale : San Salvador

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

21 893 km²

Principale langue

Espagnol (officielle)

Principal groupe religieux

Catholiques (86 %)

Pays environnants

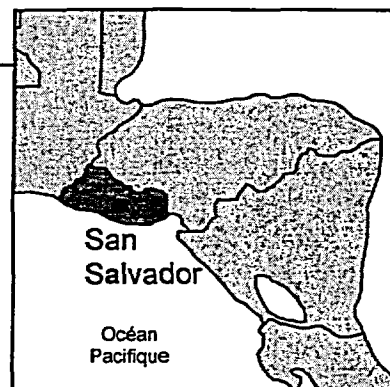
Guatemala, Honduras

Population

6,3 millions d'habitants
(est. 2000)

Taux de croissance de la population

2,2 % (1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Assemblée législative; multipartite

Dirigeant

Le président Francisco Guillermo Flores Pérez

Ministre des Relations étrangères

M^{me} María Eugenia Brizuela de Avila

Ministre de l'Économie

M. Miguel Ernesto Lacayo

Indice du développement humain de l'ONU (2000)

Le Salvador se classe 104^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement

7,3 millions de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel

13,2 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB

2,5 % (est. 2000)

PIB par habitant

2 014 \$US (1999)

Taux d'inflation

2,5 % (est. 2000)

Taux de chômage

10 % (est. 2000)

Principales exportations

Produits assemblés, café, sucre, crevettes, textiles, produits chimiques

Principales importations

Produits de consommation, biens d'équipement, pétrole, produits alimentaires

Principales exportations vers le Canada

152,6 millions de dollars (2000), en aéronefs et pièces, épices, café et thé, bonneterie, machines électriques, vêtements tissés, articles textiles, jouets, articles de sport, légumes, produits d'origine animale, papier et carton

Principales importations en provenance du Canada

22,4 millions de dollars (2000), en papier et carton, engrais, graisses et huiles, mouture, malt et amidon, machines électriques, matières plastiques, sel, soufre, terre et pierre, machines, horlogerie, produits chimiques inorganiques, métaux rares, céréales

Représentant du Canada

M. Allan Culham, Ambassadeur, Ambassade du Canada au Salvador

a/s de l'Ambassade du Canada au Guatemala, 13 Calle 8-44, Zona 10 Edyma Plaza, 8 Nivel (C.P. 400), Ciudad de Guatemala, Guatemala

Téléphone : (011-502-3) 33 61 02, Télécopieur : (011-502-3) 33 61 48

Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/latinamerica/elsalvador-f.asp

SURINAME

Capitale : Paramaribo

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
163 265 km²

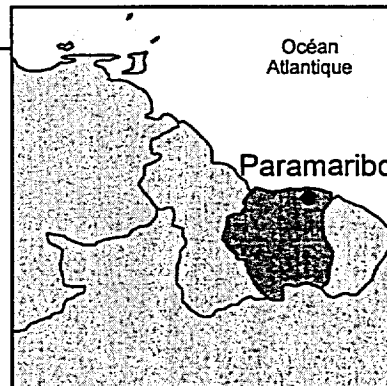
Principale langue
Néerlandais (officielle)

Principaux groupes religieux
Hindous (27,4 %), protestants (25,2 %), catholiques (22,8 %), musulmans (19,6 %)

Pays environnants
Brésil, Guyana, Guyane (France)

Population
431 300 habitants
(est. 1999)

Taux de croissance de la population
0,3 % (moyenne, 1990-1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Assemblée nationale; multipartite

Dirigeant
Le président Runaldo Ronald Venetiaan

Ministre des Affaires étrangères
M^{me} Maria Levens

Ministre du Commerce et de l'Industrie
M. Jacques Tjong Tjin Joe

Indice du développement humain de l'ONU (2000)
Le Suriname se classe 67^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement
240 000 \$ (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel
909,6 millions de dollars américains (est. 1999)

Taux de croissance du PIB
-0,8 % (1999)

PIB par habitant
848 \$US (est. 1999)

Principales exportations
Alumine, aluminium, pétrole brut, bois d'œuvre, crevettes et poisson, riz, bananes

Principales importations
Biens d'équipement, pétrole, denrées alimentaires, coton, biens de consommation

Principales exportations vers le Canada
54,6 millions de dollars (2000), en pierres et métaux précieux, poissons et fruits de mer, machines électriques, fruits et noix, épices, café et thé, animaux vivants, instruments optiques et médicaux, bois, articles en cuir, de sellerie et de voyage, jouets, articles de sport, bonneterie

Principales importations en provenance du Canada
5,8 millions de dollars (2000), machines électriques et autres machines, viandes, légumes, produits laitiers, œufs, miel, livres, journaux et manuscrits, aliments en conserve, bois, poissons et fruits de mer

Représentant du Canada

M. Jacques Crête, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada au Suriname
a/s du Haut-Commissariat du Canada au Guyana, High and Young Streets (C.P. 10880) Georgetown, Guyana
Téléphone : (011-592-2) 72081-5, Télécopieur : (011-592-2) 58380, Site Web: www.dfait-maeci.gc.ca/guyana/

TRINITÉ-ET-TOBAGO

Capitale : Port-of-Spain

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
5 130 km²

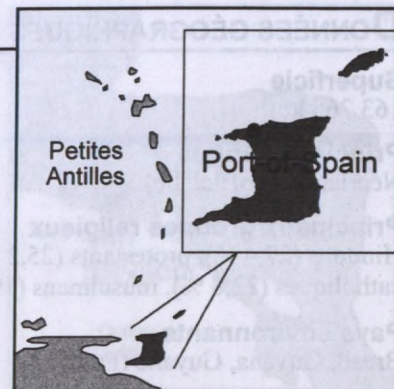
Principale langue
Anglais (officielle)

Principaux groupes religieux
Catholiques (29,4 %), hindous (23,8 %),
anglicans (10,9 %), musulmans (5,8 %),
presbytériens (3,4 %)

Pays environnants
Grenade, Venezuela

Population
1,3 million d'habitants
(est. 2000)

Taux de croissance de la population
0,6% (moyenne, 1990-1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des représentants;
multipartite

Dirigeants

Le président Arthur N. R. Robinson

Le premier ministre Basdeo Panday

**Ministre du Commerce, des Affaires étrangères
et du Tourisme**

M. Mervyn Assam

**Ministre de la Planification intégrée
et du Développement**

M. John Humphrey

Indice du développement humain de l'ONU (2000)

Trinité-et-Tobago se classe 50^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement

740 000 \$ (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel

7,2 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux d'inflation

3,2 % (est. 2000)

Taux de croissance du PIB

4,5 % (est. 2000)

Taux de chômage

12,8 % (2000)

PIB par habitant

4 725 \$US (1998)

Principales exportations

Pétrole et produits pétroliers, produits chimiques, produits en acier, engrais, sucre, cacao, café, agrumes, fleurs

Principales importations

Machines, matériel de transport, biens manufacturés, denrées alimentaires, animaux vivants

Principales exportations vers le Canada

72,3 millions de dollars (2000), en fer et acier, combustibles minéraux et pétrole, poissons et fruits de mer, produits chimiques organiques, boissons, machines électriques et autres machines, matières plastiques, instruments optiques et médicaux, légumes

Principales importations en provenance du Canada

110,4 millions de dollars (2000), en machines, machines électriques, papier et carton, légumes, poissons et fruits de mer, matières plastiques, aliments en conserve, produits laitiers, œufs, miel

Représentant du Canada

M. Simon Wade, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada

Maple House, 3-3A Sweet Briar Road, St. Clair, Port-of-Spain, Trinité-et-Tobago

Téléphone : (868) 622-6232, Télécopieur : (868) 628-1830, Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/trinidadtobago/

URUGUAY

Capitale : Montevideo

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

176 215 km²

Principale langue

Espagnol (officielle)

Principaux groupes religieux

Catholiques (66 %), protestants (2 %),
juifs (2 %)

Pays environnants

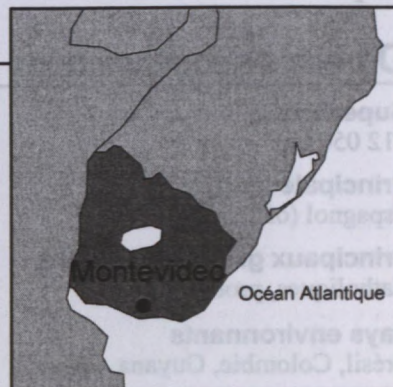
Argentine, Brésil

Population

3,3 millions d'habitants (est. 2000)

Taux de croissance de la population

0,6 % (moyenne, 1990-1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des députés; multipartite

Dirigeant

Le président Jorge Luis Batlle Ibáñez

Ministre des Affaires étrangères

M. Didier Operti Badán

Ministre de l'Économie et des Finances

M. Alberto Bension

Indice du développement humain de l'ONU (2000)

L'Uruguay se classe 39^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement

1,47 million de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel

20,5 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux d'inflation

4,8 % (est. 2000)

Taux de croissance du PIB

-1,5 % (est. 2000)

Taux de chômage

11,4 % (1999)

PIB par habitant

3 819 \$US (1999)

Principales exportations

Viande, riz, produits en cuir, véhicules, produits laitiers, laine, électricité

Principales importations

Véhicules routiers, machines électriques, produits manufacturés en métal, machines lourdes, pétrole brut

Principales exportations vers le Canada

118,1 millions de dollars (2000), en viande, peaux et cuirs, poissons et fruits de mer, poil d'animaux, fils et tissus, pelleteries et fourrures artificielles, fruits et noix, pierre, plâtre et ciment, produits pharmaceutiques, fil de soie et tissus en soie, bois

Principales importations du Canada

27,5 millions de dollars (2000), en machines électriques et autres machines, légumes, matières plastiques, viande, papier et carton, résidus alimentaires et aliments pour animaux, produits pharmaceutiques, produits chimiques organiques, combustibles minéraux et pétrole

Représentant du Canada

M. Brian Northgrave, Ambassadeur, Ambassade du Canada

Edificio Torre Libertad, Plaza Cagancha 1335, Piso 11, 11100 Montevideo, Uruguay

Téléphone : (011-598-2) 902-2030, 901-5755, Télécopieur : (011-598-2) 902-2029, Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/montevideo

VENEZUELA

Capitale : Caracas

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
912 050 km²

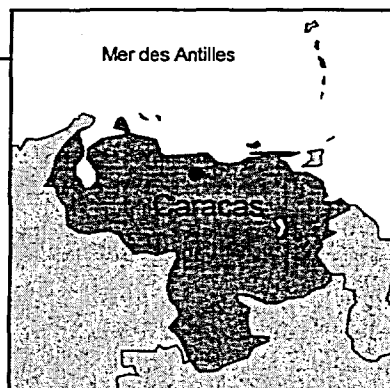
Principale langue
Espagnol (officielle)

Principaux groupes religieux
Catholiques, protestants

Pays environnants
Brésil, Colombie, Guyana

Population
24 millions d'habitants (est. 2000)

Taux de croissance de la population
2 % (moyenne, 1990-1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Assemblée nationale; multipartite

Dirigeant
Le président Hugo Chávez Frías

Ministre des Affaires étrangères
M. Luis Alfonso Dávila

Ministre des Finances
M. José Alejandro Rojas Ramírez

Ministre de la Production et du Commerce
M^{me} Luisa Romero Bermúdez

Indice du développement humain de l'ONU (2000)
Le Venezuela se classe 65^e sur 174 pays.

Aide publique du Canada au développement
1,8 million de dollars (1998-1999)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel
106 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB
3,1 % (est. 2000)

PIB par habitant
3 028 \$US (1999)

Taux d'inflation
16,1 % (est. 2000)

Taux de chômage
14,6 % (est. 2000)

Principales exportations
Pétrole, bauxite et aluminium, acier, produits chimiques, produits agricoles, produits manufacturés de base

Principales importations
Matières premières, machines et équipement, matériel de transport, matériaux de construction

Principales exportations vers le Canada
1,4 milliard de dollars (2000), en combustibles minéraux et pétrole, produits en fer et en acier, produits chimiques inorganiques, métaux rares, minerais, scories et cendres, véhicules, pierres et métaux précieux, machines, produits chimiques organiques

Principales importations du Canada
634,7 millions de dollars (2000), en céréales, véhicules, machines, papier et carton, produits pharmaceutiques, légumes, machines électriques, pâte de bois, meubles et articles de literie, aliments en conserve

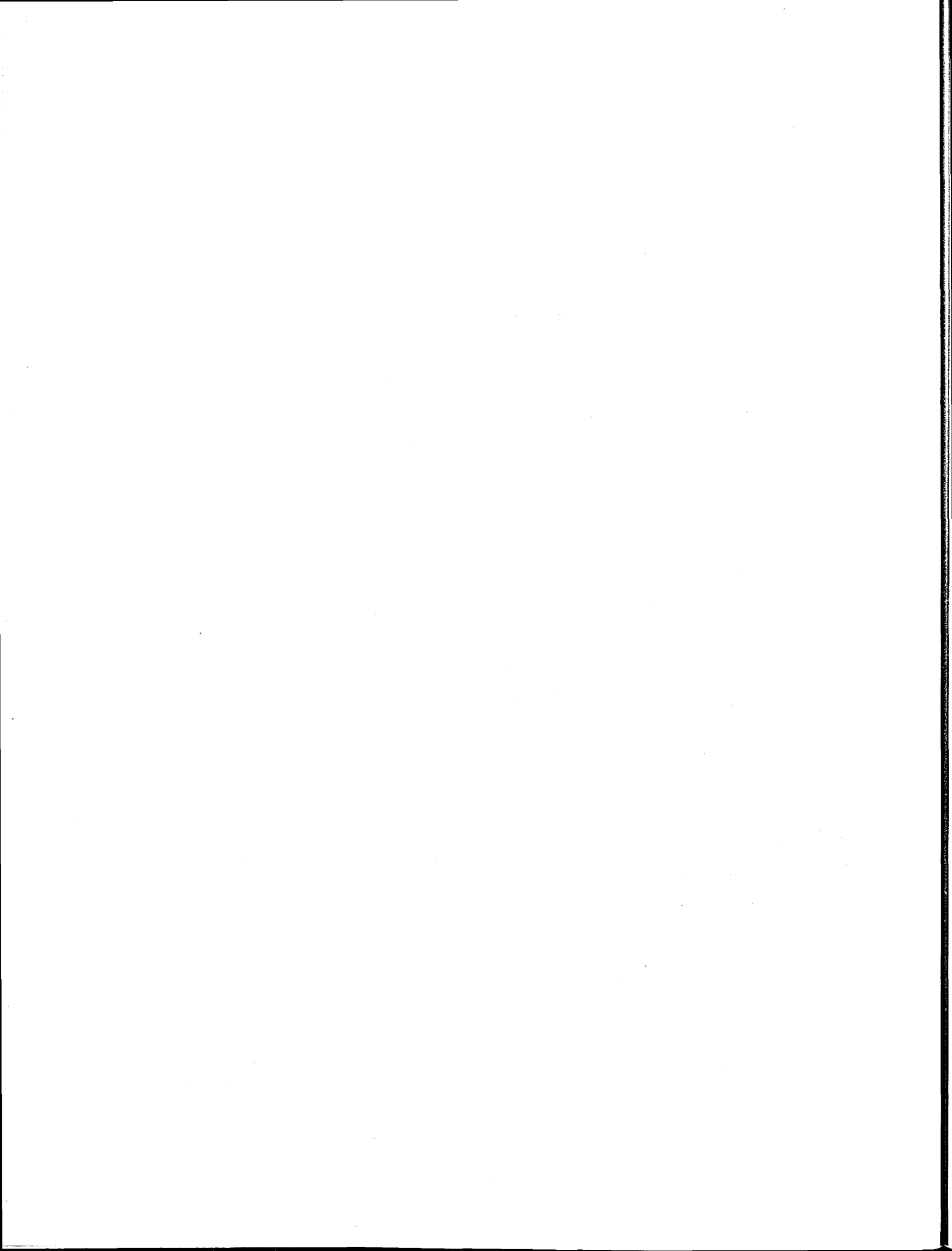
Représentant du Canada

M. Allan Stewart, Ambassadeur, Ambassade du Canada

6ta. Avenida entre 3ra. y 5ta. Transversales, Altamira, Caracas 1062, Venezuela

Téléphone : (011-58-212) 264-0833, Télécopieur : (011-58-212) 261-8741, Site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/caracas/

Notices biographiques



Le premier ministre d'Antigua-et-Barbuda, M. Lester Bryant Bird

M. Lester Bryant Bird est né le 21 février 1938. En 1962, il a terminé ses études en histoire à l'Université du Michigan, où il était un des champions des États-Unis en athlétisme. Il a remporté une médaille de bronze en saut en longueur pour les Antilles aux Jeux panaméricains et a joué au cricket au niveau international.

M. Bird a été élu président du Parti travailliste d'Antigua en 1971 et a occupé ce poste jusqu'en 1993. De 1971 à 1976, il a aussi été sénateur et chef de l'opposition au Sénat. M. Bird a détenu de nombreux portefeuilles ministériels de 1976 à 1994, y compris celui de ministre des Affaires étrangères et de vice-premier ministre. Il a été élu chef du Parti travailliste d'Antigua en 1993. M. Bird a été élu pour la première fois premier ministre d'Antigua-et-Barbuda en 1994. Réélu en mars 1999, il est aussi ministre des Affaires étrangères. Il a cinq enfants.

Le président de l'Argentine, M. Fernando de la Rúa

M. Fernando de la Rúa est né le 15 septembre 1937, dans la province de Córdoba. Il est diplômé en droit de l'Université de Córdoba. Après avoir été conseiller au ministère de l'Intérieur de 1963 à 1966, il a été élu sénateur pour Buenos Aires, fonction qu'il a occupée de 1973 à 1976.

En 1983, M. de la Rúa est devenu sénateur pour la deuxième fois et a été désigné candidat aux élections présidentielles. En 1991, il a été élu député national, représentant la ville de Buenos Aires. Il a été réélu au Sénat en 1992. Le 30 juin 1996, il a été élu chef du gouvernement de la ville de Buenos Aires.

M. de la Rúa a été élu président de l'Argentine le 24 octobre 1999. Il est marié et a trois enfants.

Le premier ministre des Bahamas, M. Hubert A. Ingraham

M. Hubert A. Ingraham est né le 4 août 1947, à Pine Ridge, sur l'île de Grande-Bahama. Avocat, M. Ingraham a été élu pour la première fois à l'Assemblée législative en 1977 en tant que candidat du Parti progressiste libéral. Il a été par ailleurs président d'un comité spécial d'enquête sur le trafic d'influence et les contributions politiques. En 1982, il est devenu ministre du Logement, de l'Assurance nationale et des Services sociaux.

M. Ingraham a été réélu comme indépendant en 1987. En 1990, il est entré au Free National Movement et a été nommé chef de l'opposition. Il est devenu premier ministre des Bahamas en 1992, puis réélu en 1997. M. Ingraham est marié et père de cinq enfants.

Le premier ministre de la Barbade, M. Owen Seymour Arthur

Né à la Barbade le 17 octobre 1949, M. Owen Seymour Arthur détient une maîtrise en économie de l'Université des Antilles.

La carrière politique de M. Arthur a commencé lorsqu'il a été nommé au Sénat en 1983. Il est devenu député en 1984 et chef de l'opposition en 1993.

M. Arthur est devenu premier ministre de la Barbade le 7 septembre 1994, après avoir mené le Parti travailliste à la victoire. Toujours président de son parti, il a été réélu en 1999.

Le premier ministre du Belize, M. Said Musa

M. Said Musa est né à San Ignacio le 19 mars 1944. Il a obtenu un diplôme en droit de l'Université de Manchester en 1966. De retour au Belize, il a été magistrat, puis avocat-conseil de la Couronne avant d'être élu président du syndicat de la fonction publique.

M. Musa a été sénateur de 1974 à 1979. Par la suite, il a été nommé procureur général, ministre de l'Éducation et des Sports et ministre du Développement économique. En 1996, le Parti populaire unifié lui a confié la direction du parti. Il a été assermenté premier ministre du Belize le 28 août 1998. M. Musa est aussi ministre des Affaires étrangères.

Le président de la Bolivie, M. Hugo Banzer Suárez

M. Hugo Banzer Suárez est né en 1926 à Concepción. Il a fait ses études postsecondaires en Bolivie et en Argentine. Outre qu'il a occupé de nombreux postes militaires haut gradés, M. Banzer a été le commandant en chef des forces armées de la Bolivie. Il a été ministre de l'Éducation et de la Culture de 1964 à 1966, puis président de la Bolivie de 1971 à 1978. Il a par la suite été nommé ambassadeur en Argentine.

En 1997, M. Banzer s'est porté candidat à la présidence de Bolivie sous la bannière du Parti de l'action nationaliste démocratique, et il a été élu. Il est marié et père de cinq enfants.

Le président du Brésil, M. Fernando Henrique Cardoso

M. Fernando Henrique Cardoso est né le 18 juin 1931 à Rio de Janeiro. En 1961, il a obtenu un doctorat ès sciences de la Faculté de philosophie, de sciences et de lettres de l'Université de São Paulo, où il a plus tard été directeur. Professeur de sociologie et de sciences politiques pendant de nombreuses années, M. Cardoso a enseigné dans différentes universités au Brésil, en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Il a aussi été coprésident de la Fondation internationale pour un développement alternatif, en Suisse, et président de l'Association internationale de sociologie, à Amsterdam.

Membre fondateur du Parti de la social-démocratie brésilienne, M. Cardoso a été leader du parti au Sénat de 1988 à 1992. Il a également été ministre des Affaires étrangères et ministre des Finances.

M. Cardoso est entré en fonction comme président du Brésil le 1^{er} janvier 1995 et a été réélu en octobre 1998. Il est marié et a trois enfants.

Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien

M. Jean Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1959, il s'est joint à un cabinet d'avocats de Shawinigan.

Candidat du Parti libéral du Canada, M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, avant d'être nommé vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures en 1984. Après les élections de 1984, les libéraux ont formé l'opposition officielle, dont M. Chrétien est devenu porte-parole pour les affaires extérieures. En 1986, il est retourné dans le milieu des affaires où il a été avocat et conseiller principal.

En 1990, M. Chrétien a été élu chef du Parti libéral du Canada. Élu cette année-là à la Chambre des communes à la faveur d'une élection partielle, il a prêté serment à titre de chef de l'opposition. M. Chrétien est devenu premier ministre du Canada le 4 novembre 1993. Aux élections de 1997 et de novembre 2000, il a été réélu comme député de la circonscription de Saint-Maurice, au Québec, menant chaque fois son parti à former des gouvernements majoritaires. M. Chrétien est marié et a trois enfants.

Le président du Chili, M. Ricardo Lagos Escobar

Né le 2 mars 1938, M. Ricardo Lagos Escobar est diplômé en droit et détient un doctorat en sciences économiques de l'Université Duke.

Anciennement membre du Parti radical, M. Lagos a fondé le Parti pour la démocratie. Il a été responsable des portefeuilles de l'éducation et des travaux publics au sein de l'administration publique. M. Lagos a été élu président du Chili en janvier 2000. Il est marié et père de trois enfants.

Le président de la Colombie, M. Andrés Pastrana Arango

M. Andrés Pastrana Arango est né à Bogotá le 17 août 1954. Il a obtenu un doctorat en droit de l'Université d'El Rosario, à Bogotá, et il est boursier du Centre des affaires internationales de l'Université Harvard. Journaliste et directeur d'un journal télévisé pendant dix ans, M. Pastrana a remporté des prix en journalisme international en 1985 et en 1987.

Après deux mandats comme conseiller municipal de Bogotá, M. Pastrana est devenu en 1988 le premier maire élu de la ville. Fils d'un ex-président de la Colombie, M. Pastrana est devenu sénateur en 1991, puis a démissionné en 1993 pour participer, sans succès, à la course à la présidence en tant que chef d'une coalition conservatrice, la Nouvelle force démocratique. M. Pastrana a été élu président de la Colombie le 21 juin 1998. Il est marié et a trois enfants.

Le président du Costa Rica, M. Miguel Ángel Rodríguez Echeverría

M. Miguel Ángel Rodríguez Echeverría est né au Costa Rica le 9 janvier 1940. En 1962, il a obtenu un baccalauréat en économie et en droit de l'Université du Costa Rica et, en 1966, un doctorat en sciences économiques de l'Université de la Californie. Avant de se lancer en politique en 1963, M. Rodríguez a enseigné l'économie à l'Université du Costa Rica. Il a également travaillé dans le secteur des exportations agricoles, principalement dans le domaine de l'élevage.

M. Rodríguez est membre du Parti de l'unité sociale chrétienne. Il a exercé de nombreuses fonctions au gouvernement, y compris celle de ministre de la Planification de 1966 à 1970. Il a été élu député à l'assemblée législative en 1990, fonction qu'il a occupée jusqu'en 1993. Il a été président de cette assemblée en 1991 et 1992. M. Rodríguez a été élu président du Costa Rica en février 1998 et est entré en fonction le 8 mai suivant. Il est marié et père de deux enfants.

Le premier ministre de la Dominique, M. Pierre Charles

Né le 30 juin 1954, M. Pierre Charles est enseignant de formation. Il joue un rôle actif sur la scène politique de la Dominique depuis plus de vingt ans.

Leader adjoint du Parti travailliste pendant longtemps, M. Charles est député au Parlement depuis 1986. Il a été vice-premier ministre et ministre des Communications et des Travaux publics.

M. Charles est devenu premier ministre de la Dominique le 3 octobre 2000. Il est aussi ministre des Affaires étrangères, des Affaires juridiques et de la Sécurité nationale.

M. Charles est marié et a trois enfants.

Le président de l'Équateur, M. Gustavo Noboa Bejarano

M. Gustavo Noboa Bejarano est né le 21 août 1937. Avocat de profession, il s'est d'abord voué au monde de l'éducation et a été recteur des universités catholique et publique de Guayaquil. Au cours de sa carrière politique, M. Noboa a été gouverneur de la province de Guayas, puis est devenu vice-président du pays en 1998, faisant sa marque comme politicien indépendant.

M. Noboa est devenu président de l'Équateur en janvier 2000. Il a six enfants.

Le président des États-Unis, M. George W. Bush

M. George W. Bush est né le 6 juillet 1946 à New Haven, au Connecticut, et a grandi à Midland et à Houston, au Texas. Il a obtenu un baccalauréat en histoire de l'Université Yale en 1968 et une maîtrise en administration des affaires de la Harvard Business School en 1975.

M. Bush a servi comme pilote de F-102 dans la garde nationale aérienne du Texas avant de faire carrière dans le secteur de l'énergie de 1975 à 1986. Après avoir travaillé pour la campagne électorale à la présidence des États-Unis en 1988, M. Bush a réuni un groupe d'associés qui se sont portés acquéreurs de l'équipe de base-ball des Texas Rangers en 1989. Il a été directeur général associé des Texas Rangers jusqu'à son élection au poste de gouverneur du Texas, en 1994. Quatre ans plus tard, il a été élu pour un second mandat.

Candidat républicain aux présidentielles de 2000, M. Bush a été assermenté le 20 janvier 2001 à titre de président des États-Unis. Il est marié et a deux enfants.

Le premier ministre de la Grenade, M. Keith Mitchell

M. Keith Mitchell est né le 12 novembre 1946. Il a étudié à l'Université des Antilles, ainsi qu'à Washington, aux universités Howard et American. Il a obtenu un baccalauréat en chimie, une maîtrise en mathématiques et un doctorat en mathématiques et en statistique. M. Mitchell a fait partie de l'équipe de cricket de la Grenade durant plusieurs années et a été nommé capitaine de l'équipe en 1973.

M. Mitchell a enseigné les mathématiques à l'Université Howard de 1977 à 1983. Il a dirigé sa propre société d'experts-conseils, Systems Technology and Research Inc., de 1979 à 1984. Il a été ministre des Communications, des Travaux et des Services publics de 1984 à 1989. M. Mitchell a été élu premier ministre de la Grenade en 1995 et a été réélu en 1999. Il est marié et père d'un enfant.

Le président du Guatemala, M. Alfonso Portillo

M. Alfonso Portillo est né le 24 septembre 1951. Il a obtenu un baccalauréat en droit et en sciences sociales à l'Université nationale autonome du Mexique, où il a ensuite poursuivi des études supérieures en économie. Après avoir été professeur d'université en économie à Mexico, il est devenu chroniqueur d'un journal de la ville de Guatemala.

De 1991 à 1995, M. Portillo a représenté le Congrès guatémaltèque auprès du Conseil de la politique monétaire du pays. De 1992 à 1994, il a été directeur de l'Institut guatémaltèque en études sociales et politiques, et secrétaire adjoint du Parti chrétien-démocrate du Guatemala. De 1994 à 1996, M. Portillo a été député suppléant au Congrès comme représentant de son parti. Il a ensuite représenté le Front républicain guatémaltèque. M. Portillo a été élu président du Guatemala le 26 décembre 1999. Il est marié et père d'un enfant.

Le président du Guyana, M. Bharrat Jagdeo

M. Bharrat Jagdeo est né le 23 janvier 1964 à Unity Village, sur la côte Est de Demerara, en Guyane. En 1990, il a obtenu une maîtrise en sciences économiques de l'Université de Moscou. Rentré au Guyana, M. Jagdeo a travaillé comme planificateur économique au Secrétariat de la planification nationale avant d'être nommé conseiller spécial auprès du ministre des Finances en 1992. En 1993, il a été nommé ministre des Finances en second, puis ministre des Finances l'année suivante.

M. Jagdeo a occupé le poste de directeur de l'Administration des eaux du Guyana, de la Banque nationale d'industrie et de commerce et de la Banque de développement des Caraïbes. Il a aussi exercé les fonctions de gouverneur du Guyana à la Banque mondiale. Membre du Parti populaire progressiste, il a été nommé premier ministre du Guyana le 9 août 1999. M. Jagdeo est marié.

Le président d'Haïti, M. Jean-Bertrand Aristide

M. Jean-Bertrand Aristide est né à Port-Salut le 15 juillet 1953. Diplômé du Collège Notre-Dame de Cap-Haïtien, il a fait des études supérieures en philosophie et en psychologie. Il a séjourné à Rome puis en Israël où il a étudié la théologie pendant deux ans. Il est retourné en Haïti en 1983 pour être ordonné prêtre catholique.

M. Aristide est devenu en 1991 le premier président d'Haïti élu démocratiquement. Sept mois plus tard, il est délogé lors d'un coup d'État de la junte militaire; il a pu réintégrer ses fonctions en 1994 pour ensuite terminer son mandat en 1996. Par la suite, il a créé la Fondation Aristide pour la Démocratie, qui commandite des forums sur des questions d'intérêt public, appuie des programmes d'alphabétisation et encourage des initiatives économiques locales.

Réélu président en novembre 2000, M. Aristide est entré en fonction le 7 février 2001.

Le président du Honduras, M. Carlos Roberto Flores Facussé

M. Carlos Roberto Flores Facussé est né le 1^{er} mars 1950 à Tegucigalpa. Il a obtenu un baccalauréat en génie industriel à l'Université de l'État de la Louisiane et a poursuivi des études supérieures en finances et en économie internationales. M. Flores a enseigné à l'École supérieure des affaires bancaires d'Amérique centrale et à la Faculté d'administration des affaires de l'Université nationale du Honduras. Il a été l'un des directeurs de la Banque centrale du Honduras, de l'Institut hondurien de la sécurité sociale et de l'Institut national de la formation professionnelle.

M. Flores a exercé de nombreuses fonctions au sein du Parti libéral et a été président du Congrès national. Élu président du Honduras en novembre 1997, M. Flores est entré en fonction le 27 janvier 1998. Il est marié et père de deux enfants.

Le premier ministre de la Jamaïque, M. Percival James Patterson

M. Percival James Patterson est né le 10 août 1935. Il a obtenu un baccalauréat en anglais de l'Université des Antilles, à Mona, en 1958. Il a terminé ses études de droit à la London School of Economics en 1963. M. Patterson a été nommé conseiller de la reine en 1984.

M. Patterson a été élu pour la première fois au Parlement en 1970. Il a occupé de nombreux postes ministériels, y compris ceux de ministre des Affaires étrangères et des Finances. Élu premier ministre pour la première fois en 1992, après son élection à titre de président du Parti national populaire, M. Patterson a été reconduit au pouvoir après les élections nationales de 1993 et de 1997. Actuellement président du G15, M. Patterson est un ancien président de la CARICOM. Il a deux enfants.

Le président du Mexique, M. Vicente Fox Quesada

M. Vicente Fox Quesada est né à Mexico le 2 juillet 1942. Il a fait des études en administration des affaires à l'Université Ibéroaméricaine, et obtenu un diplôme en gestion de la Harvard Business School.

M. Fox a été président de Coca-Cola pour le Mexique et l'Amérique latine, un administrateur de la Mexican-American Chamber of Commerce et directeur d'un groupe d'entreprises œuvrant dans les secteurs de l'agriculture et de la fabrication.

Après avoir joint les rangs du Parti de l'action nationale, M. Fox a été élu au Congrès en 1988. Il est devenu gouverneur de l'État de Guanajuato en 1995. Il a été élu président du Mexique le 2 juillet 2000 et est entré en fonction le 1^{er} décembre suivant. Il est père de quatre enfants.

Le président du Nicaragua, M. Arnoldo Alemán Lacayo

M. Arnoldo Alemán Lacayo est né le 23 janvier 1946 à Managua. En 1967, il a obtenu un doctorat en droit de l'Université autonome du Nicaragua. De 1968 à 1979, M. Alemán s'est spécialisé en droit financier et a travaillé pour plusieurs entreprises. De 1983 à 1984, il a été président de l'Association du café de Managua et de l'Union du café du Nicaragua. Il a été vice-président de l'Union des producteurs agricoles de 1986 à 1990.

M. Alemán a amorcé sa carrière politique en 1990 en tant que conseiller municipal et maire de Managua. Il est président du Parti libéral constitutionnel depuis 1990. M. Alemán a été élu président du Nicaragua le 26 octobre 1996. Il est marié et a quatre enfants.

La présidente du Panama, M^{me} Mireya Elisa Moscoso Rodríguez

M^{me} Mireya Moscoso est née à Panama le 1^{er} juillet 1946. Elle a obtenu un diplôme en design d'intérieur du Dade Community College, à Miami.

M^{me} Moscoso a entrepris sa carrière politique en 1964, année où elle a participé à la campagne électorale présidentielle d'Arnulfo Arias. Lorsque le gouvernement du président Arias a été renversé par un coup d'État militaire en 1968, elle a mené des activités contre le régime et a accompagné M. Arias lors de son exil aux États-Unis. Lorsque M^{me} Moscoso est rentrée au Panama en 1971, elle a été emprisonnée et envoyée en exil pendant 10 ans.

Présidente du Parti Arnulfista depuis 1991, M^{me} Moscoso a été candidate à la présidence en 1994. Elle a été directrice des ventes d'une plantation de café de 1996 à 1998, et elle est à présent propriétaire d'Arkopal, S.A., une plantation de café à Boquete.

M^{me} Moscoso est devenue présidente du Panama le 1^{er} septembre 1999, à la suite d'une victoire électorale. Elle a un enfant.

Le président du Paraguay, M. Luis Ángel González Macchi

Né à Asunción le 13 décembre 1947, M. Luis Ángel González Macchi est diplômé en droit de l'Université nationale d'Asunción. En 1970, il a poursuivi ses études à Madrid.

M. Macchi a présidé plusieurs missions officielles à l'étranger et il est membre de l'Association républicaine nationale.

Ancien président du Congrès national, M. Macchi est devenu président du Paraguay le 28 mars 1999. Il est marié et a deux enfants.

Le président du Conseil des ministres du Pérou, M. Javier Pérez de Cuéllar

M. Javier Pérez de Cuéllar est né le 19 janvier 1920. Diplômé en droit de l'Université catholique du Pérou, il est entré au service diplomatique du Pérou en 1944. Il a occupé plusieurs postes de niveau supérieur aux Nations unies avant d'y être élu secrétaire général, poste qu'il a occupé de 1982 à 1991.

De 1992 à 1996, il a été président de l'UNESCO. Entre 1992 et 2000, il a été président de la Fondation internationale Pro Handicapés de Suisse, de la Fondation l'Arche de la Fraternité de France et président émérite du Dialogue interaméricain.

M. Pérez de Cuéllar a été candidat à la présidence en 1995 et il est devenu président du Conseil des ministres en novembre 2000. Il est aussi ministre des Affaires étrangères du Pérou.

Le président de la République dominicaine, M. Hipólito Mejía Domínguez

M. Hipólito Mejía Domínguez est né à Santiago le 22 février 1941. Il a obtenu un diplôme en agronomie de l'Institut polytechnique à San Cristóbal en 1964. Il a également poursuivi des études en culture du tabac à l'Université de la Caroline du Nord.

Devenu secrétaire à l'Agriculture après les élections de 1978, M. Mejía est retourné au secteur privé en 1982 en tant qu'expert-conseil international, poursuivant également son engagement politique en tant que vice-président national du Parti révolutionnaire dominicain. En 1999, il a été choisi par son parti comme candidat aux élections présidentielles de 2000.

À la suite des élections de mai 2000, M. Mejía est devenu président de la République dominicaine le 16 août 2000. Il est marié et père de quatre enfants.

Le premier ministre de Saint-Kitts-et-Nevis, M. Denzil Douglas

Né le 14 janvier 1953, M. Denzil Douglas a étudié la médecine à l'Université des Antilles et à la Barbade. De retour à Saint-Kitts-et-Nevis en 1986, il a ouvert un cabinet privé en médecine familiale. Il a aussi été président de l'Association médicale de Saint-Kitts-et-Nevis.

M. Douglas est devenu vice-président du Parti travailliste en 1987. Aux élections nationales de 1989, il a été élu au Parlement de l'Assemblée nationale. Plus tard la même année, il est devenu chef de l'opposition et dirigeant national du Parti travailliste de Saint-Kitts-et-Nevis.

M. Douglas a été élu premier ministre de Saint-Kitts-et-Nevis le 3 juillet 1995 et a été réélu en mars 2000.

Le premier ministre de Saint-Vincent- et-les-Grenadines, M. Ralph Everard Gonsalves

Ralph Everard Gonsalves est né à Colonarie le 8 août 1946. Il a fait des études en économie et en affaires gouvernementales à l'Université des Antilles et a reçu un doctorat de l'Université Victoria, à Manchester.

En tant qu'avocat, M. Gonsalves a pratiqué le droit dans plusieurs juridictions des Antilles. Il a aussi été chargé de cours à l'Université des Antilles et chroniqueur hebdomadaire. Il est également auteur.

M. Gonsalves a été élu au Parlement pour la première fois en 1994 et est devenu chef du Unity Labour Party en 1998. Il a été élu premier ministre de Saint-Vincent-et-les-Grenadines en mars 2001.

Le premier ministre de Sainte-Lucie, M. Kenneth Anthony

M. Kenneth Anthony est né le 8 janvier 1951 à Sainte-Lucie. Il a fréquenté le St. Lucia Teachers' College de l'Université des Antilles et a obtenu un doctorat en droit de l'Université de Birmingham. M. Anthony est revenu à Sainte-Lucie pour enseigner et a occupé un poste de directeur d'études à l'Université des Antilles. En 1979, il est devenu conseiller spécial au ministère de l'Éducation et de la Culture de Sainte-Lucie, puis ministre de l'Éducation en 1980.

En 1993, M. Anthony est devenu conseiller juridique au secrétariat de la CARICOM, poste qu'il a occupé jusqu'en 1996. Il a alors démissionné pour briguer avec succès la direction du Parti travailliste de Sainte-Lucie. À la suite des élections générales de mai 1997, M. Anthony est devenu premier ministre de Sainte-Lucie. De juin à novembre 1998, il a assuré la présidence du conseil des ministres de la CARICOM. M. Anthony a trois enfants.

Le président du Salvador, M. Francisco Guillermo Flores Pérez

M. Francisco Guillermo Flores Pérez est né le 17 octobre 1959. Il est titulaire d'un diplôme de premier cycle en sciences politiques du Amherst College au Massachusetts et d'un diplôme d'études supérieures en philosophie de l'Université Harvard.

M. Flores a été professeur d'université au Salvador pendant quatorze ans avant d'entamer sa carrière politique en tant que président de l'Assemblée nationale. Il a été élu président du Salvador en mars 1999 à titre de candidat de l'Alliance nationaliste républicaine. Il est entré en fonction le 1^{er} juin 1999. M. Flores est marié et a deux enfants.

Le président du Suriname, M. Runaldo Ronald Venetiaan

M. Runaldo Ronald Venetiaan est né à Paramaribo le 18 juin 1936. Il a obtenu un diplôme de mathématiques et de physique de l'Université de Leiden, aux Pays-Bas. M. Venetiaan a travaillé trois ans aux Pays-Bas avant de retourner au Suriname, où, de 1964 à 1973, il a enseigné les mathématiques et dirigé un département de mathématiques et trois écoles normales. Il a ensuite occupé plusieurs fonctions, notamment celles de ministre de l'Éducation, de chef du Bureau pour l'Éducation et la recherche scientifique, de conseiller en recherches au Bureau des statistiques générales et de membre exécutif de l'UNESCO.

En 1991, M. Venetiaan est devenu président du Suriname, poste qu'il a occupé jusqu'en 1996. Il a été membre de l'Assemblée nationale pendant les quelques années suivantes, avant de redevenir président au mois d'août 2000. M. Venetiaan est marié et père de quatre enfants.

Le premier ministre de Trinité-et-Tobago, M. Basdeo Panday

Né le 25 mai 1933, M. Basdeo Panday a étudié le droit à Lincoln's Inn, l'économie à l'Université de Londres, et les arts dramatiques à la London School of Dramatic Arts. Il a travaillé comme peseur de canne, enseignant au cycle primaire, fonctionnaire et avocat avant d'entrer en politique en 1966.

M. Panday a été fondateur et chef du Front des travailleurs unis, membre fondateur de l'Alliance nationale pour la reconstruction et fondateur et chef du parti Congrès national uni. M. Panday a prêté serment en tant que premier ministre de Trinité-et-Tobago le 9 novembre 1995. Il est marié et a quatre enfants.

Le président de l'Uruguay, M. Jorge Luis Batlle Ibáñez

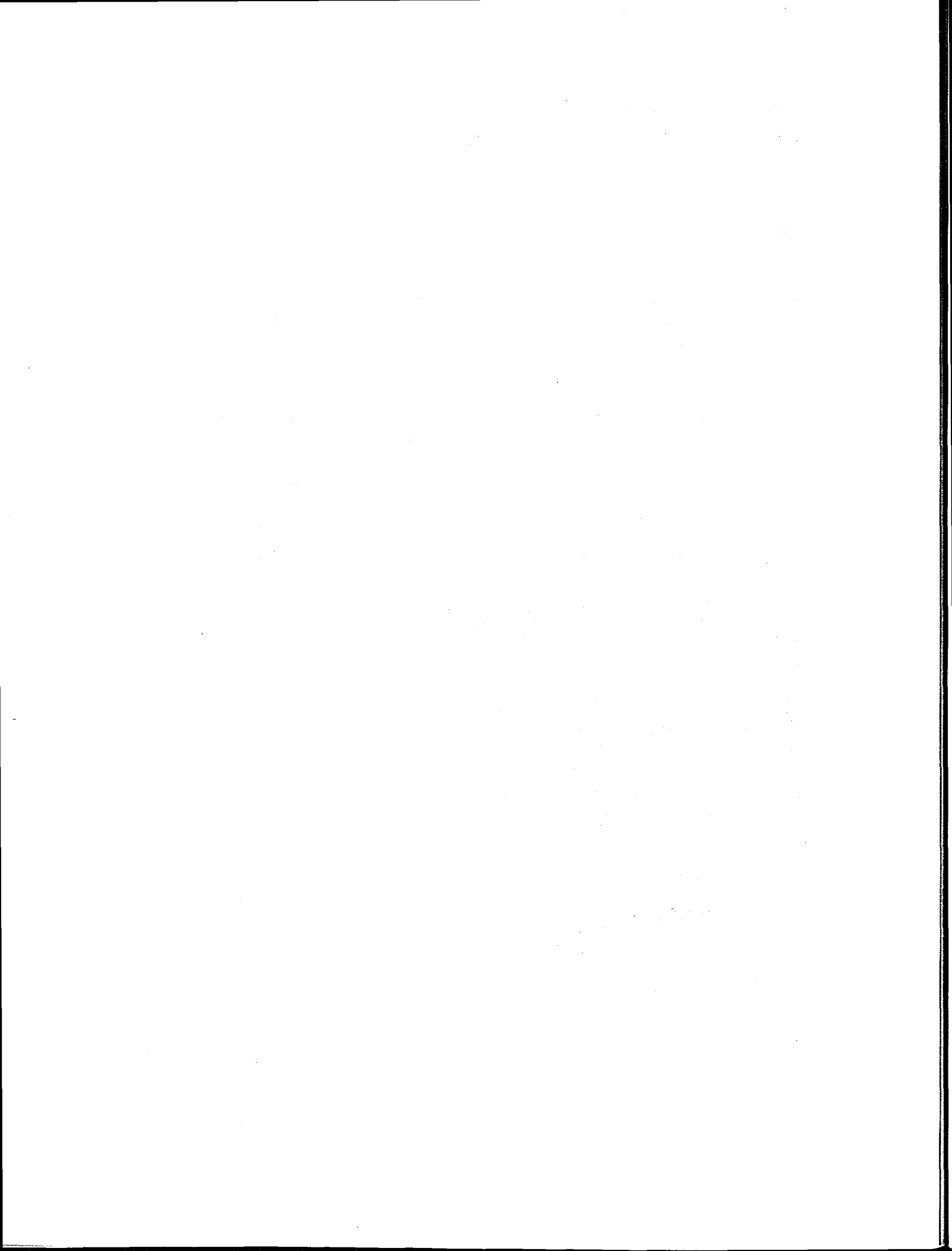
M. Jorge Luis Batlle Ibáñez est né le 25 octobre 1927. Il a obtenu un doctorat de la Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de la République en 1956. De 1943 à 1976, il a œuvré dans les domaines du journalisme et de la politique.

Monsieur Batlle a d'abord été élu au Sénat en 1985 et y est resté jusqu'en 1990. En 1995, il a été réélu au Sénat mais a laissé son siège en 1999 en devenant candidat à la présidence pour le parti Colorado. M. Batlle a été élu président de l'Uruguay en mars 2000. Il est marié et père de deux enfants.

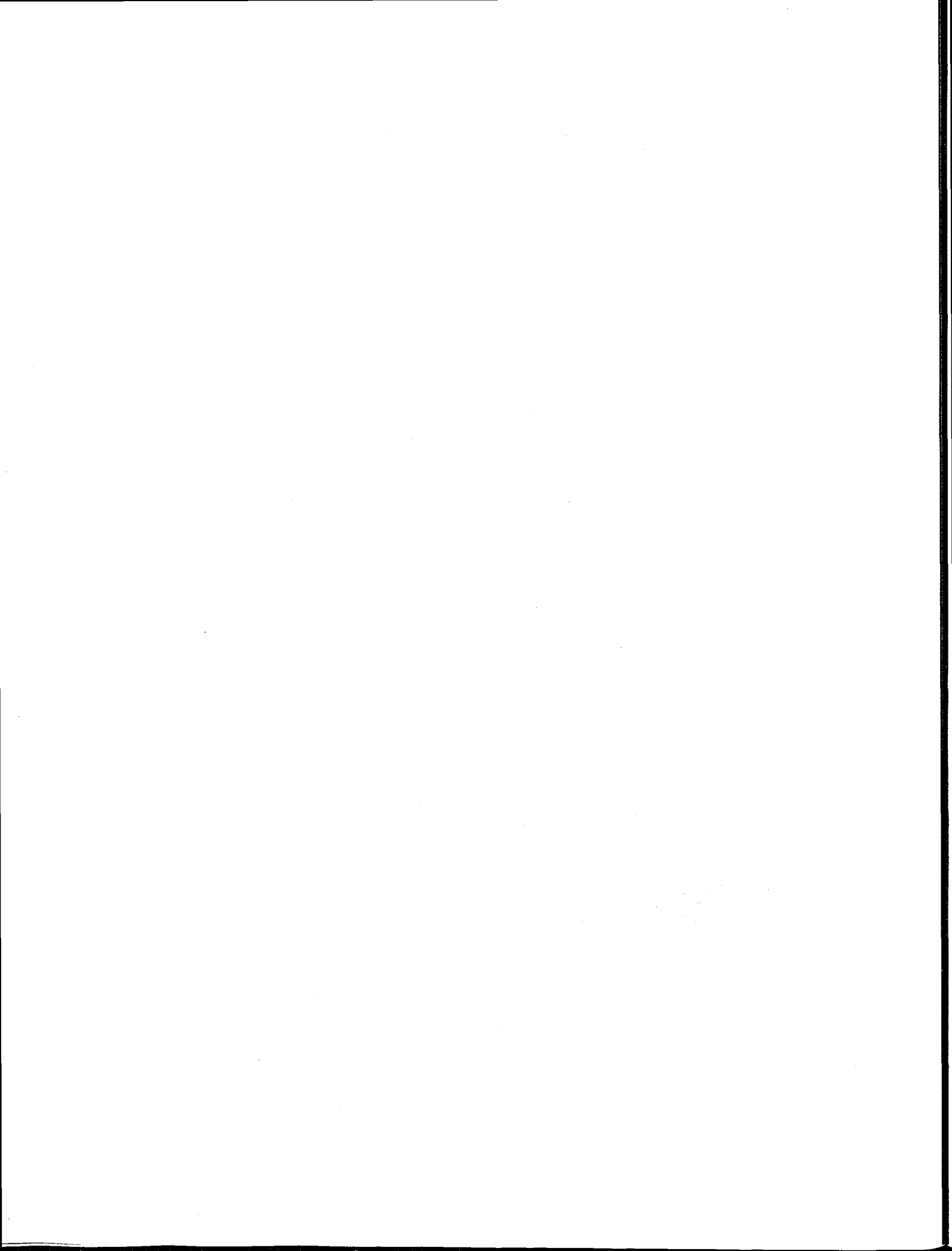
Le président du Venezuela, M. Hugo Chávez Frías

M. Hugo Chávez Frías est né le 28 juillet 1954 à Sabaneta, dans l'État de Barinas. Il a entrepris assez tôt une carrière militaire et complété sa formation par des études en histoire et en sciences sociales.

En décembre 1998, M. Chávez a été élu président du Venezuela. Il est entré en fonction le 3 février 1999.



Annexe



Deuxième Sommet des Amériques Santiago (Chili)

Mai 1998

Nous, chefs d'État et de gouvernement démocratiquement élus des pays des Amériques, sommes réunis à Santiago (Chili) pour continuer le dialogue et intensifier l'effort de coopération amorcés à Miami en décembre 1994. Depuis cette date, des progrès significatifs ont été réalisés pour ce qui est de formuler et d'exécuter des projets et programmes conjoints devant permettre de profiter des grandes possibilités qui s'ouvrent à nous. Nous réaffirmons notre volonté de poursuivre cette entreprise capitale, qui exige des efforts nationaux soutenus et une coopération internationale dynamique.

La consolidation de la démocratie, le dialogue politique, la stabilité économique, le progrès vers la justice sociale, la convergence de nos politiques d'ouverture commerciale et la volonté d'accélérer le processus permanent d'intégration de l'hémisphère ont contribué à la maturation de nos relations. Nous redoublerons nos efforts pour poursuivre les réformes destinées à améliorer les conditions de vie des peuples des Amériques et pour instaurer une communauté solidaire. C'est pourquoi nous avons décidé de faire de l'éducation un sujet particulièrement important de nos discussions. Nous approuvons le Plan d'action annexé et nous nous engageons à le réaliser.

Depuis notre réunion de Miami, nous avons constaté dans les Amériques de réelles retombées économiques, du fait de la libéralisation des échanges commerciaux, d'une plus grande transparence des réglementations économiques, de l'adoption de judicieuses politiques économiques, axées sur l'économie de marché, ainsi que des efforts consentis par le secteur privé afin d'augmenter sa compétitivité. Malgré les difficultés financières et économiques éprouvées par des pays de la région, alors que certains pays d'autres régions subissaient, eux, de graves revers économiques, les tendances générales observées dans les Amériques ont été une croissance économique plus rapide, des taux d'inflation inférieurs, de plus vastes débouchés et un climat de confiance face au marché mondial. Ces acquis sont attribuables en grande partie aux efforts soutenus et concertés accomplis par nos pays afin de promouvoir la prospérité par une plus grande intégration et une plus large ouverture de nos économies. De nouveaux partenariats ont été formés, et les alliances existantes ont été renforcées et élargies. Les accords sous-régionaux et bilatéraux d'intégration et de libre-échange jouent aujourd'hui un rôle positif. Nous sommes persuadés que la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) améliorera le bien-être de nos peuples, y compris les populations économiquement défavorisées, dans nos pays respectifs.

L'intégration de l'hémisphère constitue un complément nécessaire aux politiques nationales visant à éliminer des problèmes persistants et à atteindre un plus haut degré de développement. Un processus d'intégration, au sens le plus large du terme, dans le respect des entités culturelles, nous permettra de définir un ensemble de valeurs et d'intérêts communs qui nous aidera à atteindre ces buts.

La mondialisation offre de grandes possibilités pour le progrès de nos pays et ouvre de nouveaux domaines de coopération pour la communauté de l'hémisphère. Cependant, elle peut également aggraver les différences entre les pays et au sein de nos sociétés. Fermement décidés à profiter de ses avantages et à faire face à ses défis, nous apporterons une attention particulière aux pays et aux groupes sociaux les plus vulnérables de notre hémisphère.

L'éducation constitue le facteur décisif du développement politique, social, culturel et économique de nos peuples. Nous nous engageons à faciliter l'accès de tous les habitants des Amériques à l'école maternelle et à l'éducation primaire, secondaire et supérieure, et nous ferons de l'apprentissage un processus permanent. Nous mettrons la science et la technologie au service de l'éducation afin de repousser les frontières du savoir et d'aider les enseignants à développer au maximum leurs capacités. Le Plan d'action qui accompagne cette Déclaration définit les objectifs et les buts que nous voulons atteindre et les actions par lesquelles nous entendons y arriver. Pour atteindre nos buts dans les délais convenus, nous réaffirmons notre engagement à investir des ressources plus importantes dans ce domaine vital et à encourager la société civile à participer au développement de l'éducation.

Les décisions prises par nos ministres de l'éducation à la Conférence de Mérida, au Mexique, en février dernier, répondent à notre volonté de promouvoir des initiatives conjointes et précises, destinées à améliorer l'accès à une éducation de qualité, de manière équitable, pertinente et efficace. Pour consolider nos résolutions et en assurer la continuité, nous avons appelé à la tenue d'une nouvelle conférence, à Brasilia, au Brésil, en juillet prochain.

Aujourd'hui, nous chargeons nos ministres responsables du commerce d'entamer les négociations sur la ZLEA, conformément à la Déclaration ministérielle de San José de mars 1998. Nous réaffirmons notre volonté de conclure ces négociations au plus tard en 2005, et de faire des progrès concrets avant la fin du siècle. L'accord sur la ZLEA devra être équilibré, intégral et conforme à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et il constituera un engagement unique.

Nous avons considéré avec satisfaction les travaux préparatoires réalisés depuis trois ans par les ministres responsables du commerce, lesquels ont renforcé nos politiques commerciales, favorisé la compréhension de nos objectifs économiques et facilité le dialogue entre les pays participants. Nous apprécions la contribution non négligeable de la Banque interaméricaine de développement (BID), de l'Organisation des États américains (OEA) et de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), dans leur rôle de Comité tripartite.

Le processus de négociation de la ZLEA sera transparent et tiendra compte des différences en ce qui concerne les niveaux de développement et les tailles respectives des économies des Amériques, afin que tous les pays puissent y participer pleinement. Nous encourageons tous les secteurs de la société civile à participer et à contribuer au processus d'une manière constructive, par le biais de nos mécanismes respectifs de dialogue et de consultation, et en se prévalant du mécanisme créé dans le cadre du

processus de négociation de la ZLEA. Nous sommes persuadés que l'intégration économique, l'investissement et le libre-échange sont des facteurs clés pour rehausser le niveau de vie et améliorer les conditions de travail des habitants des Amériques et pour mieux protéger l'environnement. Ces éléments seront pris en compte au fur et à mesure que nous avancerons dans le processus d'intégration économique des Amériques.

La région a réalisé des progrès significatifs, tant dans le domaine monétaire que budgétaire, ainsi que sur le plan de la stabilité des prix et de l'ouverture de nos économies. La volatilité des marchés de capitaux confirme notre décision de resserrer le contrôle des banques dans l'hémisphère ainsi que de réglementer la divulgation et la diffusion d'informations sur l'activité des banques.

La force et le sens de la démocratie représentative résident dans la participation active des citoyens à tous les niveaux de la vie civique. La culture démocratique doit toucher l'ensemble de notre population. Nous approfondirons l'éducation pour la démocratie et ferons la promotion des réformes nécessaires pour que les institutions publiques deviennent des systèmes plus participatifs. Nous nous engageons à consolider, le cas échéant, les capacités des gouvernements régionaux et locaux, et à encourager une participation plus active de la société civile.

La promotion et le respect des droits de la personne et des libertés fondamentales de tous les individus constitue une préoccupation primordiale de nos gouvernements. Alors que nous célébrons le cinquantenaire de la Déclaration américaine des droits et des devoirs de l'homme et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, nous convenons de la nécessité de promouvoir la ratification et la mise en œuvre des accords internationaux destinés à les sauvegarder, et de continuer à renforcer les institutions nationales et internationales pertinentes. Nous convenons du rôle fondamental qu'une presse libre joue en ce sens, et nous réaffirmons l'importance de garantir la liberté d'expression, d'information et d'opinion. Nous nous réjouissons de la nomination récente d'un Rapporteur spécial pour la liberté d'expression dans le cadre de l'OEA.

Convaincus qu'une administration de la justice indépendante, efficace et efficiente joue un rôle essentiel dans le processus de consolidation de la démocratie, qu'elle en raffermisse les institutions, assure l'égalité de tous les citoyens et contribue au développement économique, nous renforcerons nos politiques relatives à la justice et nous encouragerons les réformes nécessaires pour promouvoir la coopération juridique et judiciaire. À ces fins, nous renforcerons les entités nationales vouées à l'étude de l'administration de la justice et nous hâterons la création d'un centre d'études dans ce domaine au niveau de l'hémisphère.

Nous lutterons contre toutes les formes de discrimination dans l'hémisphère. L'égalité des droits et des possibilités entre les hommes et les femmes ainsi que la participation dynamique des femmes dans tous les domaines d'activité de nos pays sont des objectifs prioritaires. Nous continuerons à favoriser la pleine intégration des populations autochtones et des autres groupes vulnérables à la vie politique et économique, dans le respect des caractéristiques et des expressions qui affirment leur identité culturelle. Nous ferons un effort spécial pour garantir le respect des droits humains de tous les migrants, y compris les travailleurs migrants et leurs familles.

L'éradication de la pauvreté demeure le plus grand défi que notre hémisphère doit relever. Nous sommes conscients que la croissance positive observée dans les Amériques au cours des dernières années n'a pas encore donné réponse aux problèmes d'iniquité et d'exclusion sociale. Nous sommes décidés à éliminer les barrières qui empêchent les pauvres d'accéder à une nutrition adéquate, aux services sociaux, à un environnement sain, au crédit, ainsi qu'à la propriété légale de leurs biens. Nous soutiendrons mieux les micro-entreprises et les petites entreprises, ferons la promotion des normes fondamentales du travail reconnues par l'Organisation internationale du travail (OIT) et utiliserons les nouvelles technologies pour améliorer l'état de santé de toutes les familles des Amériques, avec l'aide technique de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), et atteindre des niveaux plus élevés d'équité et de développement durable.

Nous constatons avec une profonde satisfaction que la paix, valeur fondamentale de la coexistence humaine, est une réalité dans notre hémisphère. Nous soulignons que l'Amérique centrale est devenue une zone de paix, de démocratie et de développement, et reconnaissons les efforts pour l'élimination des mines antipersonnel et la réadaptation de leurs victimes. Nous continuerons à favoriser la confiance et la sécurité entre nos États par des mesures comme celles mentionnées dans les déclarations de Santiago et de San Salvador sur les mesures d'encouragement de la confiance et de la sécurité. Nous encourageons le règlement pacifique des différends.

Nous donnerons un nouvel élan à la lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent, le terrorisme, le trafic des armes et des stupéfiants, y compris leur consommation illicite, et nous coopérerons pour faire en sorte que les délinquants ne trouvent asile nulle part dans l'hémisphère. Nous sommes décidés à persévérer dans cette voie.

En formant une alliance contre les drogues et en appliquant la stratégie antidrogue de l'hémisphère, nous ne pouvons que nous réjouir de l'amorce de négociations formelles, à la réunion de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD) qui aura lieu le 4 mai, à Washington, dans le cadre de l'OEA, dans le but d'établir une procédure objective pour faire l'évaluation multilatérale des actions et de la coopération destinées à prévenir et combattre le problème des drogues sous toutes ses formes et les délits connexes, selon les principes de la souveraineté, de l'intégrité territoriale des États et du partage de la responsabilité, et dans une optique générale et équilibrée.

Nous renforcerons les efforts déployés aux niveaux national, hémisphérique et international pour la protection de l'environnement, en tant que base d'un développement durable, garantissant à l'être humain une vie saine et productive, en harmonie avec la nature. Les engagements pris au Sommet de Miami et au Sommet sur le développement durable qui a eu lieu à Santa Cruz de la Sierra, en Bolivie, fournissent une base solide pour l'approfondissement de nos actions. En tant que parties à l'Accord cadre des Nations unies sur le changement climatique, nous soulignons l'importance de collaborer pour mieux appliquer l'accord conclu à la Conférence de Kyoto, au Japon, et pour promouvoir sa ratification par nos pays. De même, nous coopérerons étroitement pour préparer la Conférence des Parties qui aura lieu en novembre de cette année à Buenos Aires, en Argentine.

Nous reconnaissons que le développement de liens énergétiques et l'intensification des échanges dans le secteur de l'énergie, entre nos pays, renforcent et favorisent l'intégration des Amériques. Sur la base d'activités compétitives et transparentes, conformes aux conditions et objectifs nationaux, l'intégration énergétique contribue au développement durable de nos pays et à l'amélioration de la qualité de vie de nos populations, en nuisant le moins possible à l'environnement.

Tout en reconnaissant l'importance des institutions de l'hémisphère ainsi que le rôle positif qu'elles jouent, particulièrement l'OEA, nous chargeons nos ministres d'examiner des moyens de les renforcer de les moderniser.

Nous réaffirmons notre volonté de continuer à approfondir le dialogue et la coopération intrahémisphériques dans l'esprit d'amitié et de solidarité qui anime nos nations.

Fait à Santiago (Chili), ce 19 avril 1998, dans les langues espagnole, française, anglaise et portugaise.

Notes

doc
CA1
EA
2001S71
EXF

.b 3512009 (E)
.b 3512010 (F)



Summit of the Americas

Quebec City

April 20–22, 2001

Background Information

Canada



Summit of the Americas

Quebec City

April 20-22, 2001

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

JUL 10 2001

Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

Background Information

61991471ce) b 3512009
61991488(f) b 3512010

1995

1995

1995

1995

Printed on recycled paper



Imprimé sur du papier recyclé



Department of Foreign Affairs and International Trade

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international



Printed in Canada
Imprimé au Canada

Contents

General Information

- Themes of the Summit of the Americas, 2001 3
- Canada and the Americas 6
- Canada and the Summit of the Americas Process:
Miami — Santiago — Quebec City 8

Fact Sheets

- Antigua and Barbuda 13
- Argentina 14
- Bahamas 15
- Barbados 16
- Belize 17
- Bolivia 18
- Brazil 19
- Canada 20
- Chile 21
- Colombia 22
- Costa Rica 23
- Dominica 24
- Dominican Republic 25
- Ecuador 26
- El Salvador 27
- Grenada 28
- Guatemala 29
- Guyana 30
- Haiti 31
- Honduras 32
- Jamaica 33
- Mexico 34
- Nicaragua 35
- Panama 36
- Paraguay 37
- Peru 38
- St. Kitts–Nevis 39
- St. Lucia 40
- St. Vincent and the Grenadines 41
- Suriname 42
- Trinidad and Tobago 43
- United States 44
- Uruguay 45
- Venezuela 46

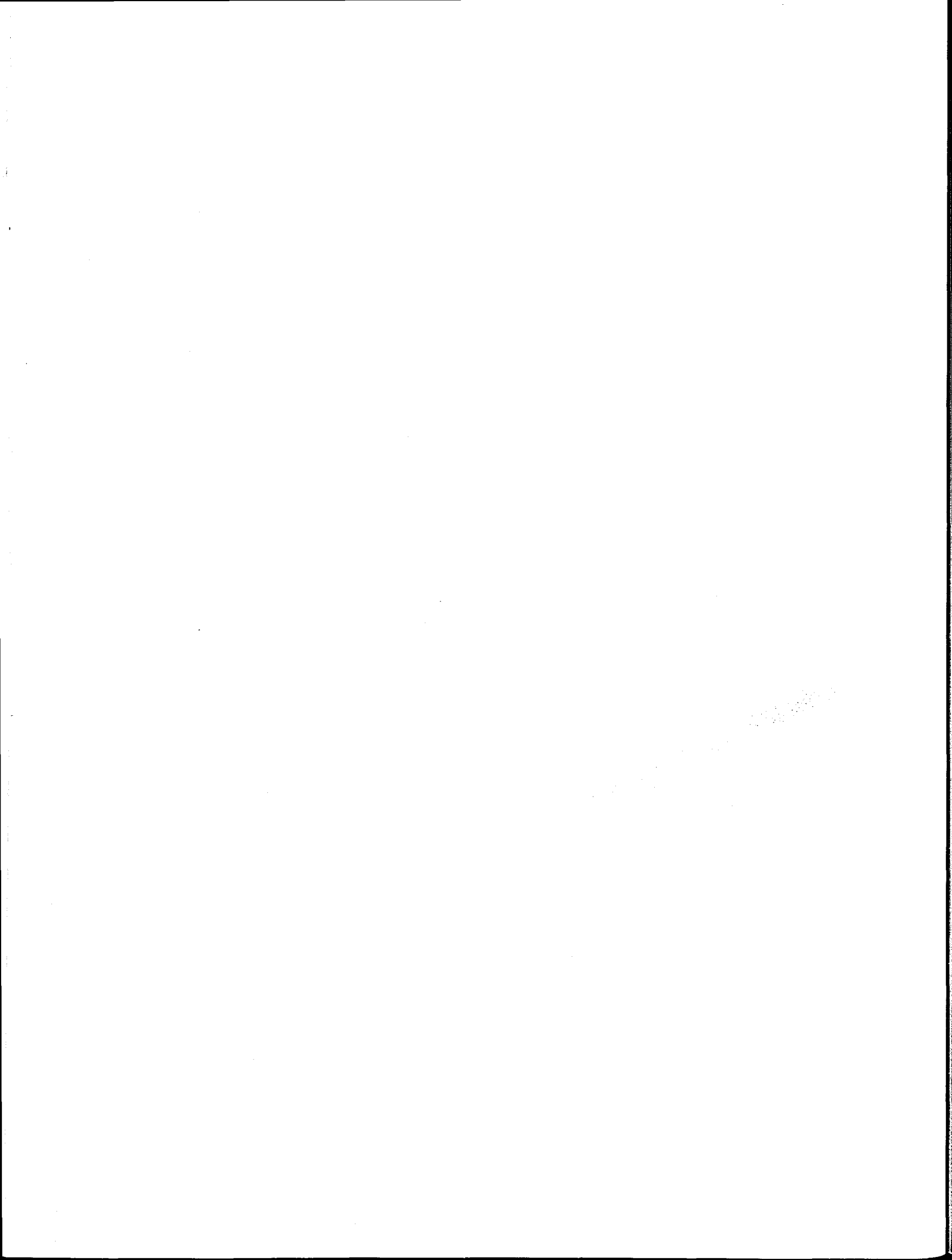
Biographies

- Lester Bryant Bird, Prime Minister of Antigua and Barbuda 49
Fernando de la Rúa, President of Argentina 49
Hubert A. Ingraham, Prime Minister of the Bahamas 50
Owen Seymour Arthur, Prime Minister of Barbados 50
Said Musa, Prime Minister of Belize 51
Hugo Banzer Suárez, President of Bolivia 51
Fernando Henrique Cardoso, President of Brazil 52
Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 52
Ricardo Lagos Escobar, President of Chile 53
Andrés Pastrana Arango, President of Colombia 53
Miguel Ángel Rodríguez Echeverría, President of Costa Rica 54
Pierre Charles, Prime Minister of Dominica 54
Hipólito Mejía Domínguez, President of the Dominican Republic 55
Gustavo Noboa Bejarano, President of Ecuador 55
Francisco Guillermo Flores Pérez, President of El Salvador 56
Keith Mitchell, Prime Minister of Grenada 56
Alfonso Portillo, President of Guatemala 57
Bharrat Jagdeo, President of Guyana 57
Jean-Bertrand Aristide, President of Haiti 58
Carlos Roberto Flores Facussé, President of Honduras 58
Percival James Patterson, Prime Minister of Jamaica 59
Vicente Fox Quesada, President of Mexico 59
Arnoldo Alemán Lacayo, President of Nicaragua 60
Mireya Elisa Moscoso Rodríguez, President of Panama 60
Luis Ángel González Macchi, President of Paraguay 61
Javier Pérez de Cuéllar, President of the Council of the Ministers of Peru 61
Denzil Douglas, Prime Minister of St. Kitts–Nevis 62
Kenneth Anthony, Prime Minister of St. Lucia 62
Ralph Everard Gonsalves, Prime Minister of St. Vincent and the Grenadines 63
Rinaldo Ronald Venetiaan, President of Suriname 63
Basdeo Panday, Prime Minister of Trinidad and Tobago 64
George W. Bush, President of the United States 64
Jorge Luis Batlle Ibañez, President of Uruguay 65
Hugo Chávez Frías, President of Venezuela 65

Appendix

- Santiago Declaration 69

General Information



Themes of the Summit of the Americas, 2001

The strength and unity of the Western Hemisphere is based both on a shared interest in producing greater growth and fostering freer trade and on collective undertakings to consolidate democracy, promote and protect human rights, enhance human security and support social development. Articulating common principles and values and committing to collective action are fundamental to creating more stable and freer societies and a stronger community of nations in the Americas.

Strengthening Democracy

Promoting democracy, protecting human rights and building respect for the rule of law have been the central elements of the summit process and of the efforts to provide a durable foundation for hemispheric integration since the first Summit of the Americas, in Miami in 1994. Initiatives have reflected a common interest in strengthening democratic governance and making institutions more transparent in their dealings with citizens. Part of the process is engagement between governments and citizens to create greater space within democratic systems for informed debate and better understanding.

Increased co-operation on human rights reinforces the foundations of democracy. Effective human rights institutions and frameworks can strengthen and sustain them. Further practical initiatives to implement commitments to equality between men and women and to the rights of children will be considered. Improved co-operation in promoting the civil, cultural, economic, political and social rights of indigenous peoples remains a hemispheric priority.

Universal access to impartial, independent judicial systems is essential to confidence in hemispheric and national institutions charged with upholding the rule of law. Growing concern about criminality and demands for increased security need to be addressed in the context of a strong collective commitment to human rights and the rule of law. Hemispheric co-operation to deal with transnational criminal activity, notably the drug trade, has progressed. Further co-operation between judicial authorities and between police forces will be encouraged.

Creating Prosperity

At the second Summit of the Americas, in Santiago, Chile, in 1998, leaders formally launched negotiations on the Free Trade Area of the Americas (FTAA) to give a concrete expression to their faith in the dynamism, talent and creative energy of the people of the hemisphere.

Leaders were motivated by a shared desire to establish a sound basis for sustainable growth and create new economic opportunities for all citizens of the Americas.

The FTAA remains a key element in the collective effort to promote economic growth and expand prosperity in the Americas. Canada views the FTAA negotiations as part of an overall plan to promote greater economic and social integration. Economic prosperity and social progress are common goals throughout the hemisphere. Economic integration is essential to achieving the Summit's broader objectives of consolidating democracy, protecting human rights and security, pursuing sustainable development and realizing human potential.

The challenge for the Summit is not only to give impetus to negotiations for a good trade deal, but also to produce a blueprint for action that will make a positive difference in the quality of life for the people of the region. Greater economic opportunities will help improve the standard of living for all citizens of the Americas.

Realizing Human Potential

The commitment to increasing prosperity and strengthening democracy must go hand in hand with actions to protect human rights and encourage greater participation by all citizens in the political, economic, social and cultural life of their societies and the region. Initiatives are needed to support the acquisition of needed skills and the expansion of opportunities, promote better health, allow a more equitable sharing of benefits, and expand opportunities to contribute to society. Such initiatives must promote respect for cultural diversity and recognize the unique value of the ethnic, racial, linguistic and religious strands woven into the fabric of the hemispheric community.

The common aim is to empower groups including youth, women, indigenous peoples, the poor and the disabled — who have too often been forced to the margins of the mainstream — and to help every individual obtain a full and equal opportunity to live with dignity, realize their full potential, and contribute to the development of the societies in which they live and work.

Creating new and greater opportunities for people means giving them the tools to develop and compete. Leaders recognized this at the 1998 Summit in Santiago when they called education “the key to progress.” The Summit in Quebec City will look at ways to expand opportunities for participating in and benefiting from the global, knowledge-based economy. It will encourage co-operation among members to increase access to education and skills development and promote life-long learning. These initiatives, and all initiatives under this larger theme, are especially important to children and youth — the living future of the Americas.

Connecting the Americas

Information and communications technologies are rapidly and radically transforming the Western Hemisphere and the world. Their expansion into every corner of the globe is having a profound impact on all lives. Governments are only one of many actors in this transformation, but they have an important role to play in shaping the evolution of these new and revolutionary technologies and the way in which they will serve human needs and aspirations.

Canada believes that the governments of the Americas, in partnership with the private sector, citizens, multilateral development banks and other regional and international organizations, must work together to ensure more equitable sharing of the potential benefits of information and communications technologies. These technologies have the ability to bridge vast distances, expand access to knowledge and increase economic productivity.

Connectivity is a tool, not an end in itself. Promoting connectivity cannot be allowed to displace emphasis on meeting basic needs such as health, food, clothing and dignified employment for all citizens of the Americas. For the third Summit of the Americas, in Quebec City in April 2001, Canada is proposing that leaders consider ways to expand access to information and communications technologies for the benefit of the entire community of the Americas, not just those who are already connected or who are currently best placed to take advantage of commercial opportunities.

Canada's overall goal is to help create conditions to increase equitable access to the new technologies and harness their potential to strengthen the community of the Americas, help break down barriers and build bridges to greater opportunities for greater numbers of people.

Canada and the Americas

The consolidation of democracy and the growth of free markets have transformed the Western Hemisphere during the past decade. At the same time, Canada's relations with the Americas have developed in new and exciting ways.

Canada has played a strong role producing positive change in the hemisphere. It has diversified and deepened relations with its neighbours and has been changed in the process — discovering new friends, forming new partnerships, and making new commitments. Along the way, Canada has forged a new reality for itself and for its partners in the region.

Canada's history inevitably produced a legacy of engagement with Europe that was a defining feature of its foreign policy and national outlook into the 1970s. As a nation of the Pacific Rim, Canada responded in the 1980s to opportunities presented by the emergence of dynamic new economies and societies, while continuing to focus on relations with the United States, which constitute the world's largest and most complex relationship between governments. By the end of the 1980s, the sense of being a nation "in" but not "of" the Americas was replaced with a new engagement.

Canada's economic relations with countries of the hemisphere have grown faster over the past 10 years than with any other region. For example, Canada's trade with the Americas increased by more than 170 per cent during this period, compared with 60 per cent and 66 per cent with Europe and Asia, respectively.

In 2000, Canada celebrated the 10th anniversary of its full membership in the Organization of American States (OAS) by hosting the annual general assembly in Windsor, Ontario. And, together with the OAS, Canada took the lead in a high-level mission to help Peru strengthen its democracy. This process directly led to the first round of presidential elections on April 8, 2000, and demonstrated the hemisphere's solidarity — and Canada's leadership — in the defence of democratic institutions and values.

Canada's engagement with other nations of the Western Hemisphere has brought a significant new dimension and perspective to its foreign policy — a realization that all partners must confront the question of how to construct the region in which they wish to live and the legacy that they wish to leave to future generations.

Together the partners have embraced a commitment to community and to a unity of purpose based on shared values and common goals — to strengthening democracy, to protecting human rights and enhancing human security, to creating prosperity, and to giving all citizens the opportunity to realize their full potential.

All partners recognize that the Americas are connected much more than by geography. Preparations for the third Summit of the Americas, in Quebec City in April 2001, reflect the deeper bonds of co-operation which now link the hemispheric family. This collective commitment to community will, of course, be at the centre of the Summit agenda.

Canada is also working with other governments on a range of sectoral interests that would have seemed unimaginable 20 years ago. Ministers responsible for trade, transport, energy, gender equality, education, labour, justice, finance, environment, sustainable development, health, development and agriculture now meet regularly. In the lead-up to the Summit in Quebec City, Canada hosted two ministerial meetings — finance and environment. And, in October, Canada will host a labour ministerial meeting.

Canadian support to the Americas, specifically the Caribbean and Central and South America, includes development assistance and co-operation. The Canadian International Development Agency provides ongoing support to address poverty, support education and enhance economic sustainability.

The Canadian Forces and, in some cases, the Royal Canadian Mounted Police have been involved in various efforts to bring peace and stability to the region. From peacekeeping in Haiti to humanitarian assistance in Honduras after Hurricane Mitch, Canada has assisted the Americas in responding to natural disasters and threats to peace and security.

Canada and the Summit of the Americas Process: Miami — Santiago — Quebec City

In December 1994, for the first time in the history of the Americas, the 34 heads of state and government of the Western Hemisphere's democracies met to discuss common challenges and to seek mutually beneficial solutions. Called the Summit of the Americas, this meeting in Miami set in motion a dynamic process of collaborative action that has brought increased political, economic and social stability to the people of the Americas.

The summit process has contributed significantly to revitalized multilateralism in the region. A new agenda was born and the leaders of Americas' democracies agreed to meet on a regular basis to refine and develop further co-operative action in support of fundamental objectives. As the process continues, the leaders are sharing accumulated experiences, forging a common understanding and agreeing upon mandates for collective action.

In the seven years since the Summit in Miami, the process has been characterized by both the deepening of commitment to shared principles and the measured development of institutional elements. The principles of the process dictate that summit participants shall include nations with democratically elected governments, operating with free market economies. Its institutional elements are the mechanisms responsible for preparations, implementation and follow-up, principally the Summit Implementation Review Group (SIRG).

One of the fundamental objectives of the first Summit of the Americas was to reorganize inter-American relations in light of new political, economic and social conditions transforming the hemisphere. This was made possible by an unprecedented spirit of co-operation. Leaders believed that strong partnerships would encourage the advancement of mutual interests, including democracy, economic integration and social justice. Their aim was to channel the momentum created by the convergence of political and economic values in the region.

Leaders endorsed a declaration that focused on four major themes: preserving and strengthening the community of democracies of the Americas; promoting prosperity through economic integration and free trade; eradicating poverty and discrimination in the hemisphere; and guaranteeing sustainable development and conserving the natural environment for future generations. Leaders also endorsed an action plan containing a program of 23 initiatives covering the four themes.

After the first Summit, the SIRG was created to monitor and manage follow-up and implementation on action items. Implementation of the 23 initiatives contained in the plan of action was co-ordinated either by a specific country or by

a regional organization or multilateral development bank. The SIRG, co-chaired at that time by the United States and Chile, carried out the substantial preparations for the second Summit of the Americas, in Santiago, Chile, in 1998.

The agenda for the 1998 Summit was first considered by foreign ministers at the Organization of American States (OAS) General Assembly in Lima, Peru, in 1997. It included the following themes: education — the key to progress; preserving and strengthening democracy; justice and human rights; economic integration and free trade; and eradication of poverty and discrimination. Sustainable development, a Summit item in 1994, was addressed at the Summit on Sustainable Development, held in Santa Cruz, Bolivia, in 1996.

In preparing for the Summit in Santiago, Canada identified a number of priorities and carefully considered the views expressed by Canadians during consultations that took place in six Canadian cities in 1997. The theme of human rights and democracy continued to be a priority for Canada. During the summit process, Canada presented specific proposals to improve key aspects of the administration of justice in the Americas. Canada also placed indigenous issues as a distinct item on the agenda and stressed a need to ensure particular attention for gender equality and for human rights for women and people with disabilities.

In April 1998, the leaders of the 34 countries that had participated in Miami in 1994 met in Santiago to continue their dialogue and strengthen their co-operation. Canada's expanding leadership in the hemisphere was reflected in an invitation to host the third Summit of the Americas, which will be held in Quebec City from April 20 to 22, 2001.

Canada was active in all areas of discussion at the 1998 Summit of the Americas in Santiago. Among the issues addressed was how to combat the illicit drug trade. Leaders endorsed the creation of the Multilateral Evaluation Mechanism (MEM), which was developed by an intergovernmental working group, chaired by Canada. This mechanism allows countries to review their progress in the fight against drugs. As part of the MEM initiative, the reports of OAS member states will be presented at the Summit of the Americas in Quebec City.

Also at the Summit in Santiago, Canada's leadership role in trade liberalization was recognized when it was announced that Canada would chair negotiations for the Free Trade Area of the Americas (FTAA) for the first 18 months. Canada believes that the creation of the FTAA is important both to the economic prosperity of the hemisphere and to the consolidation of democracy in the region.

In preparing for the Summit in Quebec City, Canada struck a balanced agenda which addresses three main themes: strengthening democracy, creating prosperity, and realizing human potential. In addition, Canada has focused on the opportunities provided by new information technologies and "connectivity."

It is recognized that the Summit of the Americas process must remain and must be seen to be relevant and responsive to the real concerns of the citizens of the region. To this end, the Summit in Quebec City has a clear focus on people and how they can be given greater opportunities to participate in the political, economic, social and cultural mainstream of their societies and the region.

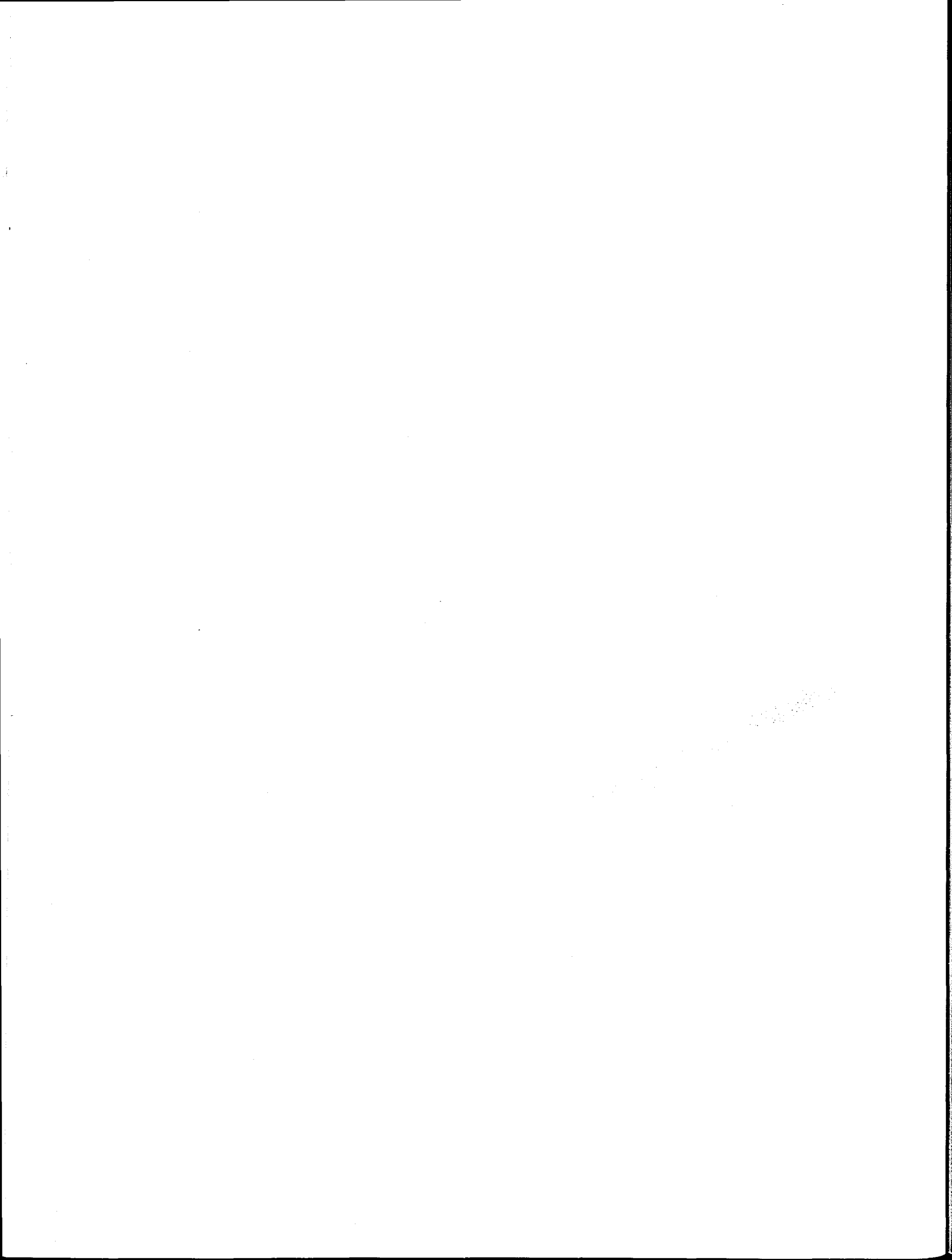
In preparing for the 2001 Summit, Canada has engaged citizens' organizations at both the national and hemispheric level. Meetings have been held with representatives of over 1,000 citizens' groups and networks, such as non-governmental organizations, business people, unions and academics. Financial support has been given to such organizations as the Youth Summit and the People's Summit.

Since 1994, Canada has been putting summit proposals into action at home and elsewhere in the hemisphere and has been monitoring implementation of summit mandates through the SIRG. These functions are critical to ensuring that the summits are successful in advancing the issues and plans of action endorsed by leaders. As chair of the SIRG and host of the 2001 Summit, Canada is working with its partners throughout the Americas to prepare a declaration and action plan that will define the road to democratic, economic and social progress at the beginning of the 21st century.

The declaration and action plan for 2001 will define priorities within a coherent political, economic and social agenda. The documents are being designed to be mutually supportive and to set out a vision and mandates for practical initiatives that will strengthen national and hemispheric institutions in support of shared values and collective undertakings. Their purpose is to make explicit a fundamental commitment to creating conditions to sustain democracy, increase prosperity, provide equality of opportunity and enhance social equity to the benefit of all citizens.

Consultations en préparation
au sommet

Fact Sheets



ANTIGUA AND BARBUDA

Capital: St. John's

GEODATA

Area
440 km²

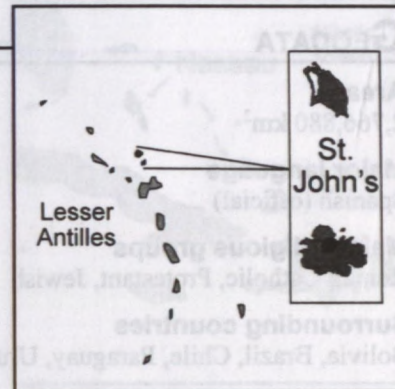
Major language
English (official)

Major religious groups
Anglican, other Protestant, Roman Catholic

Surrounding countries
Guadeloupe (France), Montserrat (U.K.), St. Kitts-Nevis

Population
74,000 (1999 est.)

Population growth rate
0.73% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government
Constitutional monarchy

National legislature
Upper chamber: Senate
Lower chamber: House of Representatives; multiparty

Leaders
Governor General James Beethoven Carlisle
Prime Minister Lester Bryant Bird

Minister of Foreign Affairs
Lester Bryant Bird

Minister of Commerce and Industry
Hilroy Humphreys

UN Human Development Index (2000)
Antigua and Barbuda ranks 37th among 174 countries

Canadian official development assistance
\$470,000 (1998-1999)

ECONOMIC DATA

Real GDP
\$692.5 million US (2000 est.)

GDP growth rate
2.5% (2000 est.)

GDP per capita
\$7,020 US (1998)

Main exports
Petroleum products, bedding, handicrafts, electronic components, machinery and transport equipment, food, live animals

Main imports
Food, live animals, machinery and transport equipment, manufactured goods, chemicals, oil

Main exports to Canada
\$200,000 (2000), including ore, slag and ash; machinery; hides and skins; fruit and nuts; food waste and animal feed; preserved food; electrical machinery; furniture and bedding; paper and paperboard

Main imports from Canada
\$10.7 million (2000), including machinery; electrical machinery; ships and boats; dairy; eggs; honey; fish and seafood; wood; preserved food; miscellaneous food; beverages

Canadian Representative

Sandelle Scrimshaw, High Commissioner, The Canadian High Commission to Antigua and Barbuda
c/o The Canadian High Commission in Barbados, Bishop's Court Hill, St. Michael (P.O. Box 404, Bridgetown) Barbados
Phone: (246) 429-3550, Fax: (246) 429-3780, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown/

ARGENTINA

Capital: Buenos Aires

GEODATA

Area

2,766,880 km²

Major language

Spanish (official)

Major religious groups

Roman Catholic, Protestant, Jewish

Surrounding countries

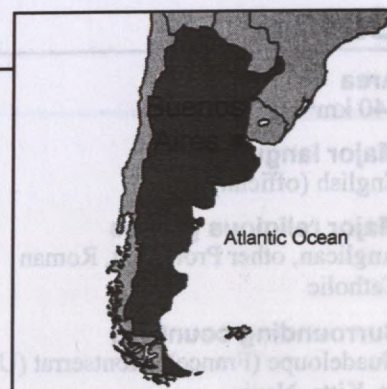
Bolivia, Brazil, Chile, Paraguay, Uruguay

Population

37 million (2000 est.)

Population growth rate

1.2% (1990-1999)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: Chamber of Deputies; multiparty

Leader

President Fernando de la Rúa

Minister of Foreign Affairs

Adalberto Rodríguez Giavarini

Minister of Economy

Ricardo López Murphy

UN Human Development Index (2000)

Argentina ranks 35th among 174 countries

Canadian official development assistance

\$3.71 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

Real GDP

\$285 billion US (2000 est.)

GDP growth rate

0.8% (2000 est.)

GDP per capita

\$6,391 US (1999)

Main exports

Edible oils, fuels and energy, cereals, animal feed, motor vehicles

Main imports

Machinery and equipment, motor vehicles, chemicals, metal products, plastics

Main exports to Canada

\$357 million (2000), including meat; iron and steel products; ores, slag and ash; fruit and nuts; hides and skins; cocoa; grain, seed and fruit; iron and steel; fish and seafood

Main imports from Canada

\$239.2 million (2000), including electrical machinery; aircraft and spacecraft; machinery; plastics; paper and paperboard; chemical products; optical and medical instruments; vehicles; manufactured thread and fabric

Canadian Representative

Jean-Paul Hubert, Ambassador, The Canadian Embassy, 2828 Tagle, 1425 (Casilla de Correo 3898, 1000) Buenos Aires, Argentina

Phone: (011-54-11) 4805-3032, Fax: (011-54-11) 4806-1209, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/bairs/

BAHAMAS

Capital: Nassau

GEODATA

Area
13,939 km²

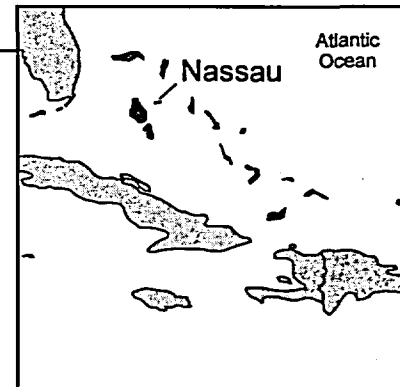
Population
300,000 (1999 est.)

Major language
English (official)

Population growth rate
1.7% (1990-1999 est.)

Major religious groups
Baptist (32%), Anglican (20%),
Roman Catholic (19%)

Surrounding countries
Cuba, Haiti, United States



POLITICAL DATA

Type of government
Constitutional monarchy

Minister of Foreign Affairs
Janet G. Bostwick

National legislature
Upper chamber: Senate
Lower chamber: House of Assembly; multiparty

UN Human Development Index (2000)
Bahamas ranks 33rd among 174 countries

Leaders
Governor General Sir Orville Turnquest
Prime Minister Hubert A. Ingraham

ECONOMIC DATA

Real GDP
\$4.8 billion US (2000 est.)

Inflation rate
1.9% (2000 est.)

GDP growth rate
4.5% (2000 est.)

Unemployment rate
9% (1998 est.)

GDP per capita
\$11,790 US (1999)

Main exports
Crayfish, salt, other fisheries products, rum, citrus fruit, aragonite, pharmaceuticals, refined petroleum products, cement

Main imports
Machinery and transport equipment, food, beverages, tobacco, manufactured goods, crude oil, vehicles, electronics

Main exports to Canada
\$14 million (2000), including fish and seafood; organic chemicals; precious stones and metals; beverages; salt, sulphur, earth and stone; base metals; products of animal origin; fruit and nuts; aircraft and parts thereof

Main imports from Canada
\$25.9 million (2000), including electrical machinery; furniture and bedding; dairy products; eggs; honey; milled products, malt and starches; salt, sulphur, earth and stone; machinery; preserved food; iron and steel products; tobacco

Canadian Representative

John Robinson, High Commissioner, The Canadian High Commission to the Bahamas
c/o The Canadian High Commission to Jamaica, 3 West Kings House Road, Kingston 10, Jamaica
Phone: (876) 926-1500, Fax: (876) 511-3495, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/latinamerica/bahamas-e.asp/

BARBADOS

Capital: Bridgetown

GEODATA

Area
431 km²

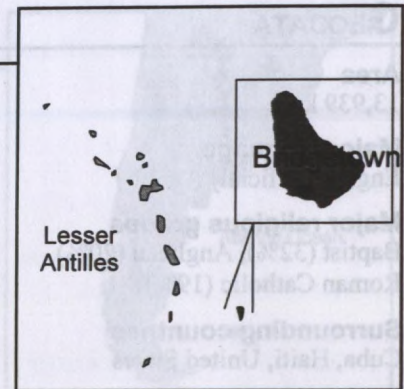
Major language
English (official)

Major religious groups
Anglican (40%), other Protestant (27%), Roman Catholic (4%)

Surrounding countries
St. Lucia, St. Vincent and the Grenadines

Population
280,000 (1999 est.)

Population growth rate
0.5% (1990-1999)



POLITICAL DATA

Type of government
Constitutional monarchy

National legislature
Upper chamber: Senate
Lower chamber: House of Assembly; multiparty

Leaders
Governor General Clifford Husbands
Prime Minister Owen Seymour Arthur

Minister of Foreign Affairs and Foreign Trade
Billie Miller

UN Human Development Index (2000)
Barbados ranks 30th among 174 countries

Canadian official development assistance
\$510,000 (1998-1999)

ECONOMIC DATA

Real GDP
\$2.45 billion US (2000 est.)

GDP growth rate
2.8% (2000 est.)

GDP per capita
\$7,343 US (1999)

Main exports
Sugar and molasses, rum, other foods and beverages, chemicals, electrical components, clothing

Main imports
Consumer goods, machinery, foodstuffs, construction materials, chemicals, fuel, electrical components

Main exports to Canada
\$7.4 million (2000), including beverages (rum and alcohol); electrical machinery; tools and cutlery; plastics; food; machinery; precious stones and metals; woven apparel; baking related products

Main imports from Canada
\$33.7 million (2000), including pork; vegetables; electrical machinery; newsprint; furniture; wood

Canadian Representative

Sandelle Scrimshaw, High Commissioner, The Canadian High Commission
Bishop's Court Hill, St. Michael (P.O. Box 404, Bridgetown) Barbados

Phone: (246) 429-3550, Fax: (246) 429-3780, (246) 437-8474 (commercial), Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown/

BELIZE

Capital: Belmopan

GEODATA

Area
22,963 km²

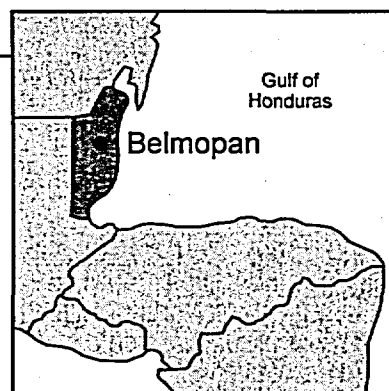
Population
249,183 (July 2000 est.)

Major language
English (official)

Population growth rate
2.3% (1990-1999)

Major religious groups
Roman Catholic (62%),
Protestant (30%)

Surrounding countries
Guatemala, Honduras, Mexico



POLITICAL DATA

Type of government
Constitutional monarchy

Minister of Foreign Affairs
Said Musa

National legislature
Upper chamber: Senate
Lower chamber: House of Representatives;
multiparty

Minister of Development, Investment and Trade
Ralph Fonseca

Leaders
Governor General Colville Norbert Young
Prime Minister Said Musa

UN Human Development Index (2000)
Belize ranks 58th among 174 countries

Canadian official development assistance
\$1.6 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

Real GDP
\$745.5 million US (2000 est.)

Inflation rate
2% (2000 est.)

GDP growth rate
4% (2000 est.)

Unemployment rate
14.4% (1998)

GDP per capita
\$2,412 US (1999)

Main exports
Sugar and molasses, bananas, citrus fruits, clothing, fish products, wood

Main imports
Machinery and transport equipment, manufactured goods, food, fuels, chemicals, pharmaceuticals

Main exports to Canada
\$9.9 million (2000), including sugars; preserved food; fruit and nuts; perfumery and cosmetics; woven apparel; photographic and cinematographic equipment; manufactured goods; fish and seafood; electrical machinery; wood

Main imports from Canada
\$2.6 million (2000), including dairy products; eggs; honey; electrical machinery; pharmaceutical products; machinery; iron and steel products; base metal products; paper and paperboard; optical and medical instruments

Canadian Representative
John Robinson, High Commissioner, The Canadian High Commission to Belize
c/o The Canadian High Commission to Jamaica, 3, West Kings House Road, Kingston 10, Jamaica
Phone: (876) 926-1500, Fax: (876) 511-3495, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/latinamerica/belize-e.asp/

BOLIVIA

Capital: La Paz

GEODATA

Area

1,098,580 km²

Major languages

Spanish, Quechua, Aymará (all official)

Major religious group

Roman Catholic

Surrounding countries

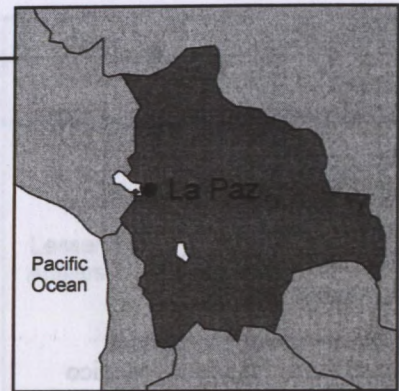
Argentina, Brazil, Chile, Paraguay, Peru

Population

8.3 million (2000 est.)

Population growth rate

2.2% (1990-1999)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Upper Chamber: Senate

Lower Chamber: Chamber of Deputies; multiparty

Leader

President Hugo Banzer Suárez

Minister of Foreign Affairs and Worship

Javier Murillo de la Rocha

Minister of Economic Development

Carlos Saavedra Bruno

Minister of Foreign Trade and Investments

Claudio Mansilla Peña

UN Human Development Index (2000)

Bolivia ranks 114th among 174 countries

Canadian official development assistance

\$24.7 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

Real GDP

\$8.4 billion US (2000 est.)

GDP growth rate

2.5% (2000 est.)

GDP per capita

\$954 US (1999)

Inflation rate

4.7% (2000 est.)

Unemployment rate

11.7% (1997 est.)

Main exports

Soybeans, natural gas, zinc, gold, wood

Main imports

Capital goods, raw and semi-manufactured materials, chemicals, petroleum, food

Main exports to Canada

\$16.4 million (2000), including ores, slag and ash; aircraft; wood; fruit and nuts; tin and articles thereof, knit apparel; inorganic chemicals; rare metals; electrical machinery; spices, coffee and tea; cereals

Main imports from Canada

\$16.4 million (2000), including cereals; machinery, vehicles; optical and medical instruments; furniture and bedding; electrical machinery; preserved food; plastics; animal and vegetable fats and oils; dairy products; eggs; honey

Canadian Representative

Graeme C. Clark, Ambassador, The Canadian Embassy to Bolivia

c/o The Canadian Embassy to Peru, Libertad 130, Miraflores (Casilla 18-1126, Correo Miraflores, Lima 18) Lima, Republic of Peru

Phone: (011-51-14) 44 40 15, Fax: (011-51-14) 44 43 47, Web site: www.infoexport.gc.ca/pe/

BRAZIL

Capital: Brasilia

GEODATA

Area

8,512,000 km²

Major language

Portuguese (official)

Major religious group

Roman Catholic

Surrounding countries

Argentina, Bolivia, Colombia, French Guyana, Guyana, Paraguay, Peru, Suriname, Uruguay, Venezuela

Population

170 million (2000)

Population growth rate

1.3% (1990-1999 average)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Minister of Development, Industry and Commerce

Alcides Lopes Tápias

National legislature

Upper Chamber: Senate

Lower Chamber: Chamber of Deputies; multiparty

UN Human Development Index (2000)

Brazil ranks 74th among 174 countries

Canadian official development assistance

\$26.5 million (1998-1999)

Leaders

President Fernando Henrique Cardoso

Minister of Foreign Affairs

Celso Lafer

ECONOMIC DATA

Real GDP

\$651 billion US (2000 est.)

Inflation rate

4.9% (1999)

GDP growth rate

4% (2000 est.)

Unemployment rate

7.6% (1999)

GDP per capita

\$3,193 US (1999)

Main exports

Manufactured products, iron ore, soybeans, footwear, coffee

Main imports

Machinery and equipment, chemical products, oil, electricity

Main exports to Canada

\$1.5 billion (2000), including iron and steel; vehicles; electrical machinery; preserved food; machinery; spices, coffee and tea; sugars; footwear; wood pulp, etc.; wood

Main imports from Canada

\$1.1 billion (2000), including paper and paperboard; fertilizers; vehicles (not railway); electrical machinery; mineral fuel; oil; machinery; salt, sulphur, earth and stone; aircraft and spacecraft; cereals; milled products, malt and starches

Canadian Representative

Jean-Pierre Juneau, Ambassador, The Canadian Embassy

Ses-Av. Das Nações, Lote 16 (Caixa Postal 00961, Brasilia DF 70359-970) Brasilia, DF 70410, Brazil

Phone: (011-55-61) 321-2171, Fax: (011-55-61) 321-4529, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/latinamerica/brazil-e.asp

CANADA

Capital: Ottawa

GEODATA

Area
9,970,610 km²

Population
30.8 million (2000)

Major languages
English (official) and French (official)

Population growth rate
0.7% (2000)

Major religious groups
Roman Catholic (45%),
United Church (12%), Anglican (8%)

Surrounding countries
United States, Greenland (Denmark)



POLITICAL DATA

Type of government
Constitutional monarchy

Minister of Foreign Affairs
John Manley

National legislature
Upper chamber: Senate
Lower chamber: House of Commons; multiparty

Minister for International Trade
Pierre Pettigrew

Leaders
Governor General Adrienne Clarkson
Prime Minister Jean Chrétien

Minister of Finance
Paul Martin

UN Human Development Index (2000)
Canada ranks 1st among 174 countries

ECONOMIC DATA

Nominal GDP
\$699.6 billion US (2000)

Inflation rate
2.9% (2001)

Real GDP growth rate
4.7% (2000)

Unemployment rate
6.9% (February 2001)

GDP per capita
\$22,708 US (2000)

Main exports
\$417.7 billion (balance of payment basis, 2000), including transportation equipment, capital equipment, pulp and paper, fuels, wood, minerals, aluminum

Main imports
\$363.2 billion (balance of payment basis, 2000), including transportation equipment, capital equipment, electronics, plastic resins, plastic materials, plastic manufactured products

CHILE

Capital: Santiago

GEODATA

Area

756,626 km²

Major language

Spanish (official)

Major religious groups

Roman Catholic (89%),
Protestant (11%)

Surrounding countries

Argentina, Bolivia, Peru

Population

15.2 million (2000 est.)

Population growth rate

1.4% (1990-1999 average)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Upper house: Senate

Lower house: Chamber of Deputies; multiparty

Leader

President Ricardo Lagos Escobar

Minister of Foreign Affairs and International Trade

María Soledad Alvear Valenzuela

Minister of Economy

José de Gregorio Rebeco

UN Human Development Index (2000)

Chile ranks 38th among 174 countries

Canadian official development assistance

1.94 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

Real GDP

\$69 billion US (2000 est.)

GDP growth rate

5.5% (2000 est.)

GDP per capita

\$4,424 US (1999)

Inflation rate

4.6% (2000 est.)

Unemployment rate

10% (1999 est.)

Main exports

Copper, wood products, fish and fish meal, fruit and nuts, raw materials, textiles, industrial products

Main imports

Capital goods, spare parts, raw materials, petroleum, foodstuffs

Main exports to Canada

\$555.4 million (2000), including ores, slag and ash; fruit and nuts; beverages; wood; fish and seafood; inorganic chemicals; rare metals; food waste and animal feed; preserved food; copper and articles thereof; cereals

Main imports from Canada

\$445.6 million (2000), including electrical machinery; machinery; cereals; paper and paperboard; mineral fuel and oil; plastics; vehicles; fertilizers; vegetables; iron and steel products

Canadian Representative

Paul D. Durand, Ambassador, The Canadian Embassy

Nueva Tajamar 481, Torre Norte, Piso 12 (Casilla 139, Correo 10) Santiago, Chile

Phone: (011-56-2) 362-9660, Fax: (011-56-2) 362-9664, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/santiago/

COLOMBIA

Capital: Bogotá

GEODATA

Area

1,141,568 km²

Major language

Spanish (official)

Major religious group

Roman Catholic

Surrounding countries

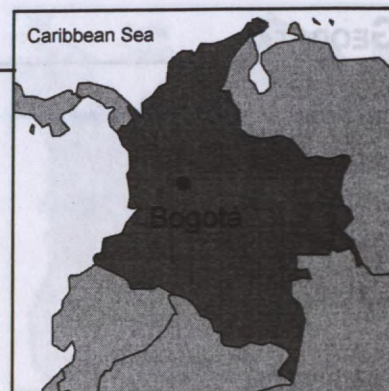
Brazil, Ecuador, Panama, Venezuela

Population

42.3 million (2000 est.)

Population growth rate

1.7% (1990-1999 average)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Upper Chamber: Senate

Lower Chamber: House of Representatives;
multiparty

Leader

President Andrés Pastrana Arango

Minister of Foreign Affairs

Guillermo Fernández de Soto

Minister of International Trade

Martha Lucía Ramírez

UN Human Development Index (2000)

Columbia ranks 68th among 174 countries

Canadian official development assistance

\$10.3 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

Real GDP

\$81.3 billion US (2000 est.)

GDP growth rate

3% (2000 est.)

GDP per capita

\$1,534 US (1999)

Main exports

Petroleum, coffee, coal, bananas, cut flowers

Main imports

Industrial equipment, transportation equipment, consumer goods, chemicals, paper products

Main exports to Canada

\$332.1 million (2000), including spices; coffee and tea; fruit and nuts; mineral fuel and oil; live trees and plants; sugars; chemical products; wadding, felt, twine and rope; knit apparel; iron and steel products; woven apparel

Main imports from Canada

\$304.8 million (2000), including cereals; paper and paperboard; vegetables; fertilizers; vehicles; machinery; plastics; copper and articles thereof; electrical machinery; salt, sulphur, earth and stone

Canadian Representative

Guillermo Rishchynski, Ambassador, The Canadian Embassy

Cra 7, No. 115-33, A.A. 53531, Santafé de Bogotá, Republic of Colombia

Phone: (011-57-1) 657-9800, Fax: (011-57-1) 657-9912, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/bogota/

COSTA RICA

Capital: San José

GEODATA

Area

51,100 km²

Major language

Spanish (official)

Major religious group

Roman Catholic (85%)

Surrounding countries

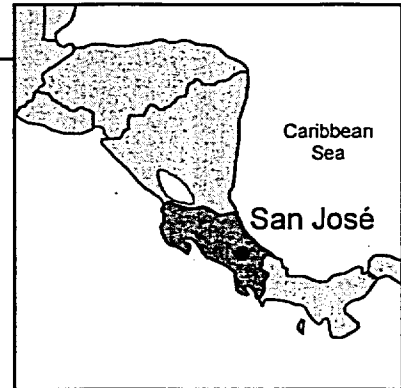
Nicaragua, Panama

Population

4 million (2000 est.)

Population growth rate

2.6% (1990-1999 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Single chamber: Legislative Assembly; multiparty

Leader

President Miguel Ángel Rodríguez Echeverría

Minister of Foreign Relations

Roberto Rojas López

Minister of Foreign Trade and Industry

Tomás Dueñas

UN Human Development Index (2000)

Costa Rica ranks 48th among 174 countries

Canadian official development assistance

\$7.7 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

Real GDP

\$15.9 billion US (2000 est.)

GDP growth rate

3% (2000 est.)

GDP per capita

\$2,172 US (1999)

Main exports

Coffee, bananas, sugar, textiles, electronic components

Main imports

Industrial raw materials, consumer products, capital equipment, oil

Main exports to Canada

\$182.9 million (2000), including fruit and nuts; electrical machinery; spices; coffee and tea; machinery; woven apparel; sugars; preserved food; knit apparel; rubber and rubber products; live trees and plants

Main imports from Canada

\$86.0 million (2000), including paper and paperboard; cereals; fertilizers; machinery; electrical machinery; plastics; milled products, malt and starches; furniture and bedding; chemical products; toys; sports equipment

Canadian Representative

Denis Thibault, Ambassador, The Canadian Embassy

Oficentro Ejecutivo la Sabana, Edificio #5, Piso 3, Detrás de la Contraloría General de la República

(P.O. Box 351-1007, Centro Colón) San José, Costa Rica

Phone: (011-506) 296-4149, Fax: (011-506) 296-4280, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/sanjose/

DOMINICA

Capital: Roseau

GEODATA

Area
750 km²

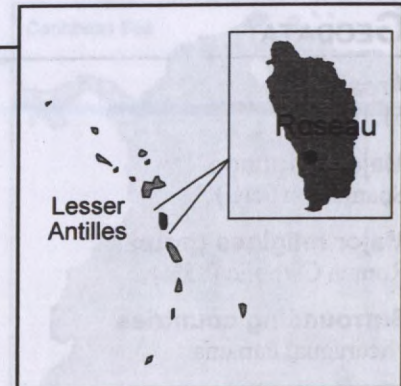
Major language
English (official)

Major religious groups
Roman Catholic (77%),
Protestant (15%)

Surrounding countries
Guadeloupe (France), Martinique (France)

Population
77,600 (2000 est.)

Population growth rate
1.14% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

National legislature
Single chamber: House of Assembly; multiparty

Leaders
President Vernon Shaw
Prime Minister Pierre Charles

**Minister for Foreign Affairs, Legal Affairs
and National Security**
Pierre Charles

Minister for Trade, Industry and Marketing
Osborne Riviere

UN Human Development Index (2000)
Dominica ranks 51st among 174 countries

Canadian official development assistance
\$3 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

Real GDP
\$268.2 million US (2000 est.)

GDP growth rate
0.5% (2000 est.)

GDP per capita
\$3,214 US (1998)

Main exports
Bananas, soap, essential oils, vegetables, citrus fruit, manufactured goods

Main imports
Machinery, basic manufactured goods, foodstuffs, chemicals

Main exports to Canada
\$1.7 million (2000), including machinery; optical and medical instruments; paper and paperboard; perfumery and cosmetics, etc.; soap, wax and dental preparations; sugars; electrical machinery; edible fruit and nuts; vehicles (not railway); footwear

Main imports from Canada
\$4.4 million (2000), including machinery; electrical machinery; dairy, eggs and honey, etc.; paper and paperboard; furniture and bedding; wood; fish and seafood; vegetables

Canadian Representative

Sandelle Scrimshaw, High Commissioner, The Canadian High Commission to Dominica
c/o The Canadian High Commission to Barbados, Bishop's Court Hill, St. Michael (P.O. Box 404, Bridgetown) Barbados
Phone: (246) 429-3550, Fax: (246) 429-3780, Web site: www.dfait-macci.gc.ca/bridgetown/

DOMINICAN REPUBLIC

Capital: Santo Domingo

GEODATA

Area

48,734 km²

Population

8.5 million (2000 est.)

Major language

Spanish (official)

Population growth rate

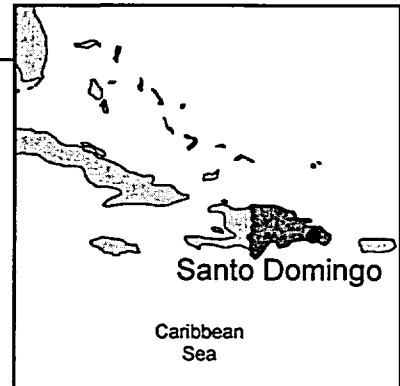
1.64% (2000 est.)

Major religious group

Roman Catholic (95%)

Surrounding countries

Haiti, Puerto Rico (U.S.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Minister of Industry and Commerce

Ángel Lockward Mella

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: Chamber of Deputies; multiparty

UN Human Development Index (2000)

Dominican Republic ranks 87th among 174 countries

Leader

President Hipólito Mejía Domínguez

Canadian official development assistance

3.14 million (1998-1999)

Minister of Foreign Relations

Hugo Tolentino Dipp

ECONOMIC DATA

Real GDP

\$19.4 billion US (2000 est.)

Inflation rate

7.9% (2000 est.)

GDP growth rate

8% (2000 est.)

Unemployment rate

13.8% (1999)

GDP per capita

\$1,196 US (1999)

Main exports

Ferronickel, sugar, gold, silver, coffee, cocoa, tobacco, meat products

Main imports

Food products, oil, cotton and cotton fabric, chemicals, pharmaceuticals

Main exports to Canada

\$95.6 million (2000), including electrical machinery; woven apparel; textile articles; knit apparel; fruit and nuts; headgear; precious stones and metals; optical and medical instruments; vegetables; footwear

Main imports from Canada

\$81.6 million (2000), including paper and paperboard; fish and seafood; cereals; machinery; electrical machinery; vegetables; vehicles; fertilizers; copper and articles thereof

Canadian Representative

Bruno Picard, Ambassador, The Canadian Embassy

Capitán Eugenio de Marchena #39, La Esperilla (P.O. Box 2054) Santo Domingo, Dominican Republic

Phone: (809) 685-1136, Fax: (809) 682-2691, Web site: www.infoexport.gc.ca/do/

ECUADOR

Capital: Quito

GEODATA

Area

256,370 km²

Major language

Spanish (official)

Major religious group

Roman Catholic (95%)

Surrounding countries

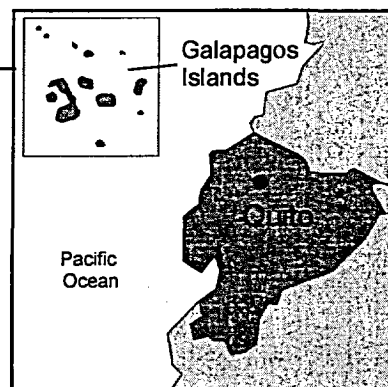
Colombia, Peru

Population

12.7 million (2000 est.)

Population growth rate

1.9% (1990-1999 average)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Unicameral: Legislature; multiparty

Leader

President Gustavo Noboa Bejarano

Minister of Foreign Affairs

Heinz Moeller

Minister of Foreign Trade, Industry and Fisheries

Roberto Peña Durini

UN Human Development Index (2000)

Ecuador ranks 91st among 174 countries

Canadian official development assistance

\$9.45 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

Real GDP

\$14 billion US (2000 est.)

GDP growth rate

2.5% (2000 est.)

GDP per capita

\$1,101 US (1999)

Main exports

Petroleum, bananas, shrimp, coffee, cocoa, cut flowers, fish

Main imports

Machinery and equipment, raw materials, fuels, consumer goods

Main exports to Canada

\$121.7 million (2000), including bananas; cut flowers; fish and seafood; cocoa; precious stones and metals; spices, coffee and tea; preserved food; prepared meat and fish; machinery; wood

Main imports from Canada

\$99.9 million (2000), including wheat; machinery; vegetables; paper and paperboard; vehicles; electrical machinery; salt, sulphur, earth and stone; plastics; fertilizers; tools and cutlery

Canadian Representative

John Kneale, Ambassador, Canadian Embassy to the Republic of Ecuador,
Avenida 6 de Diciembre, 2816 y Paul Rivet, Edificio Josueth Gonzalez, 4th Floor, (P.O. Box 17-11-8512) Quito, Ecuador
Phone: (011 593 2) 564-795, Fax: (011-593-2) 503-108, Web site: www.infoexport.gc.ca/ec/

EL SALVADOR

Capital: San Salvador

GEODATA

Area

21,893 km²

Major language

Spanish (official)

Major religious group

Roman Catholic (86%)

Surrounding countries

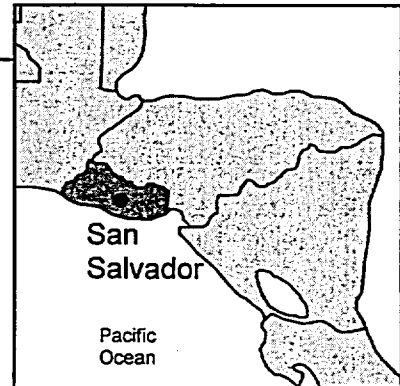
Guatemala, Honduras

Population

6.3 million (2000 est.)

Population growth rate

2.2% (1999)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Single chamber: Legislative Assembly; multiparty

Leader

President Francisco Guillermo Flores Pérez

Minister of Foreign Relations

María Eugenia Brizuela de Avila

Minister of Economy

Miguel Ernesto Lacayo

UN Human Development Index (2000)

El Salvador ranks 104th among 174 countries

Canadian official development assistance

\$7.3 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

Real GDP

\$13.2 billion US (2000 est.)

GDP growth rate

2.5% (2000 est.)

GDP per capita

\$2,014 US (1999)

Main exports

Assembled products, coffee, sugar, shrimp, textiles, chemicals

Main imports

Consumer products, capital goods, oil, food products

Main exports to Canada

\$152.6 million (2000), including aircraft or parts thereof; spices; coffee and tea; knit apparel; electrical machinery; woven apparel; miscellaneous textile articles; toys; sports equipment; vegetables; products of animal origin; paper and paperboard

Main imports from Canada

\$22.4 million (2000), including paper and paperboard; fertilizers; fats and oils; milled products, malt and starches; electrical machinery; plastics; salt, sulphur, earth and stone; machinery; clocks and watches; inorganic chemicals; rare earth metals; cereals

Inflation rate

2.5% (2000 est.)

Unemployment rate

10% (2000 est.)

Canadian Representative

Allan Culham, Ambassador, The Canadian Embassy to El Salvador, c/o The Canadian Embassy to Guatemala, 13 Calle 8-44, Zona 10 Edyma Plaza, 8 Nivel (P.O. Box 400) Ciudad de Guatemala, Guatemala

Phone: (011-502-3) 33 61 02, Fax: (011-502-3) 33 61 48, (011-502-3) 33 61 89 (commercial)

Web site: www.gc.ca/latinamerica/elsalvador-e.asp/

GRENADA

Capital: St. George's

GEODATA

Area

340 km²

Major language

English (official)

Major religious groups

Roman Catholic (53%),
Protestant (47%)

Surrounding countries

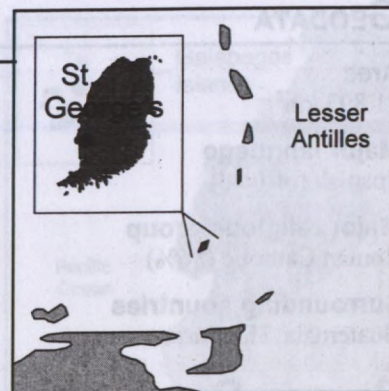
St. Vincent and the Grenadines, Trinidad and Tobago, Venezuela

Population

107,200 (2000 est.)

Population growth rate

0.36% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: House of Representatives;
multiparty

Leaders

Governor General Daniel Williams

Prime Minister Keith Mitchell

Minister of Foreign Affairs

Elvin Nimrod

Minister of Finance and Trade

Anthony Boatman

UN Human Development Index (2000)

Grenada ranks 54th among 174 countries

Canadian official development assistance

\$1.73 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

Real GDP

\$385.6 billion US (2000 est.)

GDP growth rate

7% (2000 est.)

GDP per capita

\$3,073 US (1998)

Main exports

Nutmeg, cocoa beans, bananas, mace, textiles, computer components

Main imports

Machinery, food, manufactured goods, chemicals, fuel

Main exports to Canada

\$1.5 million (2000), including spices, coffee and tea; cocoa; vegetables; aircraft and parts thereof; machinery; fruit and nuts; electrical machinery; preserved food; books, newspapers and manuscripts; toys; sports equipment

Main imports from Canada

\$4 million (2000), including electrical machinery; wood; dairy products; eggs; honey; meat; rubber; furniture and bedding; machinery; books, newspapers and manuscripts; fish and seafood

Canadian Representative

Sandelle Scrimshaw, High Commissioner, The Canadian High Commission to Grenada

c/o The Canadian High Commission to Barbados, Bishop's Court Hill, St. Michael (P.O. Box 404, Bridgetown) Barbados

Phone: (246) 429-3550, Fax: (246) 429-3780, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown/

GUATEMALA

Capital: Guatemala City

GEODATA

Area

108,900 km²

Major language

Spanish (official)

Major religious groups

Roman Catholic, Protestant

Surrounding countries

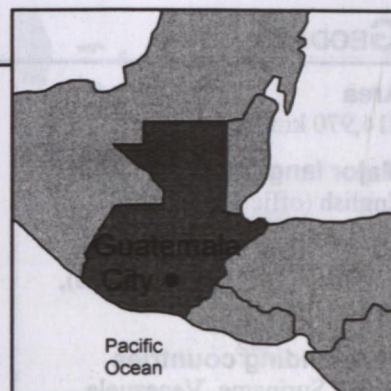
Belize, El Salvador, Honduras, Mexico

Population

11.4 million (2000 est.)

Population growth rate

2.5% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Minister of Economy

Frederico Pola de la Peña

National legislature

Single chamber: Legislative Assembly; multiparty

UN Human Development Index (2000)

Guatemala ranks 120th among 174 countries

Leader

President Alfonso Portillo

Canadian official development assistance

\$8.3 million (1998-1999)

Minister of Foreign Relations

Gabriel Orellana Rojas

ECONOMIC DATA

Real GDP

\$18.6 billion US (2000 est.)

Inflation rate

6% (2000 est.)

GDP growth rate

3% (2000 est.)

Unemployment rate

7.5% (1999 est.)

GDP per capita

\$1,024 US (1999)

Main exports

Coffee, sugar, bananas, fruit and vegetables, meat, apparel, oil

Main imports

Fuels, machinery, transportation equipment, construction materials, grains, fertilizers

Main exports to Canada

\$167.2 million (2000), including sugar; spices; coffee and tea; fruit and nuts; vegetables; knit apparel; woven apparel; grain; soap; wax and dental preparations; live trees and plants; toys; sports equipment

Main imports from Canada

\$122.4 million (2000), including cereals; electrical machinery; paper and paperboard; fertilizers; machinery; milled products, malt and starch; plastics; furniture and bedding; preserved food; fats and oils

Canadian Representative

Alan Culham, Ambassador, The Canadian Embassy

13 Calle 8-44, Zona 10 Edyma Plaza, 8 Nivel (P.O. Box 400) Ciudad de Guatemala, Guatemala

Phone: (011-502-3) 33 61 02, Fax: (011-502-3) 33 61 48, (011-502-3) 33 61 89 (commercial), Web site: www.infoexport.gc.ca/gt/

GUYANA

Capital: Georgetown

GEODATA

Area

214,970 km²

Major language

English (official)

Major religious groups

Christian (50%), Hindu (33%),
Muslim (9%)

Surrounding countries

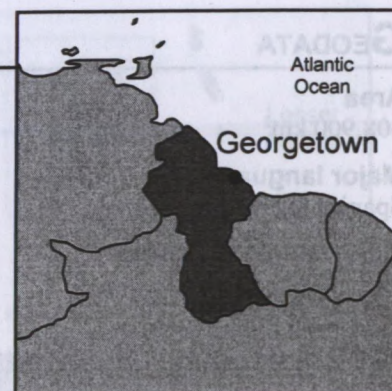
Brazil, Suriname, Venezuela

Population

790,000 (2000 est.)

Population growth rate

-0.7% (1990-1999 average)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Single chamber: National Assembly; multiparty

Leaders

President Bharrat Jagdeo

Prime Minister Samuel Hinds

Minister of Foreign Affairs

Clement Rohee

Minister of Trade, Industry and Tourism

Geoffrey da Silva

UN Human Development Index (2000)

Guyana ranks 96th among 174 countries

Canadian official development assistance

\$9 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

Real GDP

\$715 million US (2000 est.)

GDP growth rate

3.5% (2000 est.)

GDP per capita

\$742 US (1999)

Main exports

Sugar and molasses, gold, bauxite and alumina, rice, shrimp, rum, timber

Main imports

Manufactured goods, machinery, petroleum, food

Main exports to Canada

\$197.8 million (2000), including gold; aluminum ore; beverages; fish and seafood; woven apparel; prepared meat and fish; vegetables; live animals; wood; perfumery and cosmetics

Main imports from Canada

\$8.1 million (2000), including machinery; paper and paperboard; vegetables; electrical machinery; textile articles; pharmaceutical products; preserved food; manufactured thread and fabric

Canadian Representative

Jacques Crête, High Commissioner, The Canadian High Commission
High and Young Streets (P.O. Box 10880) Georgetown, Cooperative Republic of Guyana
Phone: (011-592-2) 72081-5, Fax: (011-592-2) 58380, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/guyana/

HAITI

Capital: Port-au-Prince

GEODATA

Area

27,797 km²

Major languages

French and Creole (official)

Major religious groups

Roman Catholic (80%),
Protestant (16%)

Surrounding countries

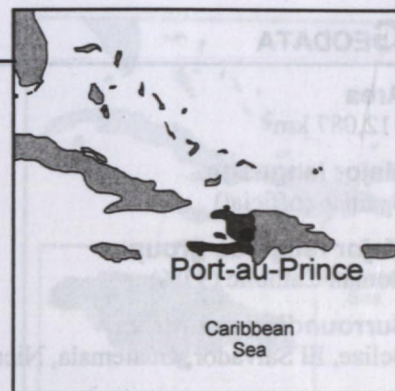
Bahamas, Cuba, Jamaica, Dominican Republic

Population

8 million (2000 est.)

Population growth rate

1.6% (1990-1999 average)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: Chamber of Deputies; multiparty

Leaders

President Jean-Bertrand Aristide

Prime Minister Jean Marie Chérestal

Minister of Foreign Affairs

Joseph Philippe Antonio

Minister of Finance and Economy

Faubert Gustave

UN Human Development Index (2000)

Haiti ranks 150th among 174 countries

Canadian official development assistance

\$41.2 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

Real GDP

\$3.9 billion US (2000 est.)

GDP growth rate

1.2% (2000 est.)

GDP per capita

\$209 US (1999)

Main exports

Clothing, coffee, vegetable products, mangoes

Main imports

Food products, machinery, transportation equipment, fuels

Main exports to Canada

\$9.5 million (2000), including knit apparel; textile articles; copper and articles thereof; fish and seafood; cocoa; woven apparel; hides and skins; fruit and nuts

Main imports from Canada

\$25 million (2000), including dairy products; eggs; honey; meat; cereals; paper and paperboard; fish and seafood; iron and steel products; cotton, yarn and fabric; machinery

Canadian Representative

H.E. Gilles Bernier, Ambassador, The Canadian Embassy

Édifice Banque Nova Scotia, route de Delmas (C.P. 826) Port-au-Prince, Republic of Haiti

Phone: (011-509) 298-3050, Fax: (011-509) 298-3001, Web site: www.infoexport.gc.ca/ht/

HONDURAS

Capital: Tegucigalpa

GEODATA

Area

112,087 km²

Major language

Spanish (official)

Major religious group

Roman Catholic (97%)

Surrounding countries

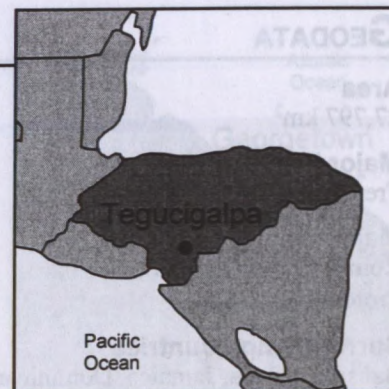
Belize, El Salvador, Guatemala, Nicaragua

Population

6.6 million (2000 est.)

Population growth rate

2.6% (1990-1999 average)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Single chamber: National Congress; multiparty

Leader

President Carlos Roberto Flores Facussé

Minister of Foreign Affairs

Roberto Flores Bermúdez

UN Human Development Index (2000)

Honduras ranks 113th among 174 countries

Canadian official development assistance

\$30.4 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

Real GDP

\$6 billion US (2000 est.)

GDP growth rate

4.1% (2000 est.)

GDP per capita

\$640 US (1999)

Main exports

Coffee, shrimp, lobster, sugar, bananas, gold, tobacco, cotton, beef

Main imports

Machinery, petroleum products, consumer goods

Main exports to Canada

65.3 million (2000), including knit apparel; fruit and nuts; vehicles; ores, slag and ash; spices; coffee and tea; precious stones and metals; electrical machinery; toys; sports equipment; fish and seafood

Main imports from Canada

\$15.4 million (2000), including paper and paperboard; fertilizers; meat; cereals; machinery; fats and oils; vehicles; electrical machinery; plastics; preserved food

Canadian Representative

Denis Thibault, Ambassador, The Canadian Embassy to Honduras

c/o The Canadian Embassy to Costa Rica, Oficentro Ejecutivo la Sabana, Edificio #5, Piso 3, Detrás de la Controloría General de la República
(P.O. Box 351-1007, Centro Colón) San José, Costa Rica

Phone: (011-506) 296-4149, Fax: (011-506) 296-4280, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/sanjose/

JAMAICA

Capital: Kingston

GEODATA

Area

10,991 km²

Major language

English (official)

Major religious groups

Protestant (61.3%),

Roman Catholic (4%)

Surrounding countries

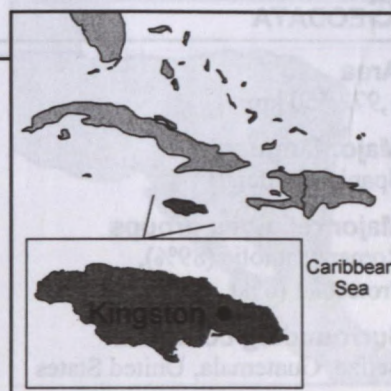
Cuba, Haiti

Population

2.6 million (2000 est.)

Population growth rate

0.8% (1990-1999 average)



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: House of Representatives;
multiparty

Leaders

Governor General Sir Howard Cooke

Prime Minister Percival James Patterson

Minister of Foreign Affairs

Paul Robertson

Minister of Foreign Trade

Anthony Hylton

UN Human Development Index (2000)

Jamaica ranks 83rd among 174 countries

Canadian official development assistance

\$7.6 million (1999-2000)

ECONOMIC DATA

Real GDP

\$6.5 billion US (2000 est.)

GDP growth rate

0.4% (2000 est.)

GDP per capita

\$1,657 US (1999)

Inflation rate

6% (1999 est.)

Unemployment rate

15.8% (2000 est.)

Main exports

Alumina and bauxite, sugar, bananas, rum

Main imports

Machinery and transport equipment, construction materials, fuel, food, chemicals, fertilizers

Main exports to Canada

\$197.7 million (2000), including inorganic chemicals; rare metals; beverages; vegetables; preserved food; knit apparel; baking related products; fruit and nuts; food; fish and seafood; spices; coffee and tea

Main imports from Canada

\$99.8 million (2000), including fish and seafood; electrical machinery; paper and paperboard; machinery; aircraft and parts thereof; meat; pharmaceutical products; cereals; preserved food

Canadian Representative

John Robinson, High Commissioner, The Canadian High Commission

3 West Kings House Road, Kingston 10, Jamaica

Phone: (876) 926-1500, Fax: (876) 511-3495, Web site: www.infoexport.gc.ca/jm/

MEXICO

Capital: Mexico City

GEODATA

Area

1,972,550 km²

Major language

Spanish (official)

Major religious groups

Roman Catholic (89%),

Protestant (6%)

Surrounding countries

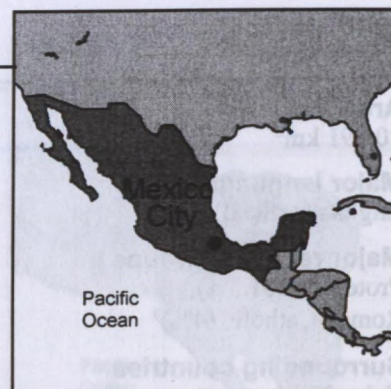
Belize, Guatemala, United States

Population

97.4 million (2000)

Population growth rate

1.8% (1999)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Democratic institutions

Upper chamber: Senate

Lower chamber: Chamber of Deputies

Leader

President Vicente Fox Quesada

Secretary of Foreign Relations

Jorge G. Castañeda

Secretary of the Economy

Luis Ernesto Derbez

UN Human Development Index (2000)

Mexico ranks 55th among 174 countries

ECONOMIC DATA

Nominal GDP

\$578.6 billion US (2000)

Inflation rate

8.96% (2000)

Real GDP growth rate

7.1% (2000)

Unemployment rate

2.3% (2000 official rate)

GDP per capita

\$5,853 US (2000)

Main exports

Electrical machinery, motor vehicles, machinery, petroleum, petroleum products

Main imports

Electrical machinery, machinery, motor vehicles, plastic, iron and steel products

Main exports to Canada

\$12.08 billion (2000), including electrical machinery; vehicles; machinery; furniture and bedding; mineral fuel and oil, etc.; optical and medical instruments; iron and steel products; vegetables; woven apparel; fruit and nuts

Main imports from Canada

\$2.04 billion (2000), including vehicles; grain, seed and fruit; cereals; machinery; meat; electrical machinery; aluminum; chemical products; paper and paperboard; wood pulp, etc.

Canadian Representative

Keith Christie, Ambassador, The Canadian Embassy, Calle Schiller No. 529 (Rincón Del Bosque) Colonia Polanco 11560, México, D.F.
Phone: (011-52-5) 724-7900, Fax: (011-52-5) 724-7980, Web site: www.canada.org.mx/

NICARAGUA

Capital: Managua

GEODATA

Area
130,000 km²

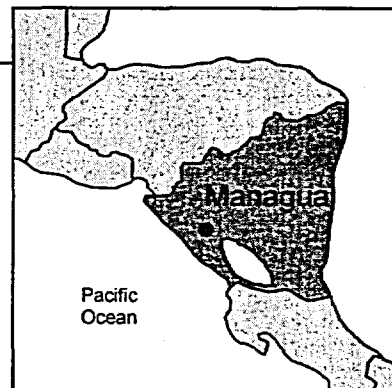
Population
5.1 million (2000 est.)

Major language
Spanish (official)

Population growth rate
2.6% (1990-1999 average)

Major religious group
Roman Catholic (85%)

Surrounding countries
Costa Rica, Honduras



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Minister of Foreign Co-operation
Salvador Stadthagen

National legislature
Single chamber: National Assembly; multiparty

UN Human Development Index (2000)
Nicaragua ranks 116th among 174 countries

Leader
President Arnoldo Alemán Lacayo

Canadian official development assistance
16.3 million (1998-1999)

Minister of Foreign Affairs
Francisco Aguirre

ECONOMIC DATA

Real GDP
\$2.5 billion US (2000 est.)

Inflation rate
11.5% (2000 est.)

GDP growth rate
5% (2000 est.)

Unemployment rate
23% (1999)

GDP per capita
\$465 US (1999)

Main exports
Coffee, shrimp, lobster, sugar, bananas, gold, tobacco, cotton, beef

Main imports
Machinery, petroleum products, consumer goods

Main exports to Canada
\$58.8 million (2000), including precious stones and metals; spices; coffee and tea; sugar; woven apparel; knit apparel; miscellaneous grain, seed and fruit; ceramic products; fish and seafood; machinery; tobacco

Main imports from Canada
\$13.6 million (2000), including paper and paperboard; plastics; machinery; fats and oils; cereals; electrical machinery; mineral fuel and oil; vegetables; salt, sulphur, earth and stone; vehicles

Canadian Representative

Denis Thibault, Ambassador, The Canadian Embassy to Nicaragua c/o The Canadian Embassy to Costa Rica, Oficentro Ejecutivo la Sabana, Edificio #5, Piso 3, Detrás de la Contraloría General de la República, (P.O. Box 351-1007, Centro Colón) San José, Costa Rica
Phone: (011-506) 296-4149, Fax: (011-506) 296-4280, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/sanjose/

PANAMA

Capital: Panama City

GEODATA

Area
77,082 km²

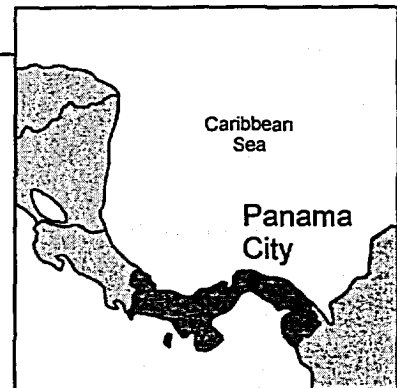
Major languages
Spanish (official), English

Major religious groups
Roman Catholic (85%),
Protestant (15%)

Surrounding countries
Colombia, Costa Rica

Population
2.9 million (2000 est.)

Population growth rate
1.6% (1990-1999)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

National legislature
Single chamber: Legislative Assembly; multiparty

Leader
President Mireya Elisa Moscoso Rodríguez

Minister of Economy and Finance
Norberto Delgado

UN Human Development Index (2000)
Panama ranks 59th among 174 countries

Canadian official development assistance
\$1.27 million (1998-1999)

Minister of Foreign Relations
José Miguel Alemán

ECONOMIC DATA

Real GDP
\$10.2 billion US (2000 est.)

Inflation rate
1.8% (2000 est.)

GDP growth rate
2.5% (2000 est.)

Unemployment rate
11% (1999 est.)

GDP per capita
\$2,845 US (1999)

Main exports
Bananas, shrimp, sugar, coffee

Main imports
Capital equipment and machinery, oil, food products, consumer products, chemicals

Main exports to Canada
\$14 million (2000), including fruit and nuts; aluminum; spices; coffee and tea; pharmaceutical products; grain, seed and fruit; fish and seafood; manufactured articles; optical and medical instruments; electrical machinery; plastics

Main imports from Canada
\$56.2 million (2000), including iron and steel products; meat; pharmaceutical products; vehicles (not railway); machinery; vegetables; tools and cutlery; salt, sulphur, earth and stone; electrical machinery; furniture and bedding

Canadian Representative
Daniel K. Daley, Ambassador, The Canadian Embassy
World Trade Center, Calle 53E Marbella, Galeria Comercial, Piso 1, Panamá, Panamá
Phone: (507) 264-9731/264-7115, Fax: (507) 263-8083, Web site: www.infoexport.gc.ca/pa/

PARAGUAY

Capital: Asunción

GEODATA

Area

406,752 km²

Major language

Spanish (official)

Major religious groups

Roman Catholic, Mennonite, other
Protestant

Surrounding countries

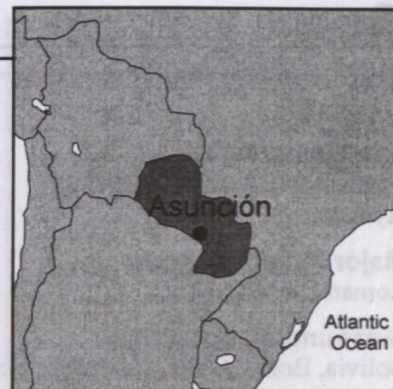
Argentina, Bolivia, Brazil

Population

5.5 million (2000 est.)

Population growth rate

2.4% (1990-1999 average)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Minister of Industry and Commerce

Euclides Acevedo

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: Chamber of Deputies; multiparty

UN Human Development Index (2000)

Paraguay ranks 81st among 174 countries

Canadian official development assistance

\$930,000 (1998-1999)

Leader

President Luis Ángel González Macchi

Minister of Foreign Affairs

José Antonio Moreno Ruffinelli

ECONOMIC DATA

Real GDP

\$7.4 billion US (2000 est.)

Inflation rate

9% (2000 est.)

GDP growth rate

-0.5% (2000 est.)

Unemployment rate

14% (1999)

GDP per capita

\$1,404 US (1999)

Main exports

Soybeans, feed, cotton, meat, edible oils

Main imports

Road vehicles, consumer goods, tobacco, petroleum products, electrical machinery

Main exports to Canada

\$1.5 million (2000), including wood; sugars; tools and cutlery; electrical machinery; spices, coffee and tea; grains, seed and fruit; products of animal origin; perfumery and cosmetics; machinery; live animals; leather articles, saddlery and travel goods, etc.

Main imports from Canada

\$6.5 million (2000), including toys; sports equipment; tobacco; machinery; electrical machinery; manufactured thread and fabric; furniture and bedding; lace and tapestries; knitted and crocheted fabrics

Canadian Representative

Jean-Paul Hubert, Ambassador, The Canadian Embassy to Paraguay

c/o The Canadian Embassy to Argentina, 2828 Tagle, 1425 (Casilla de Correo 3898, 1000) Buenos Aires, Argentina

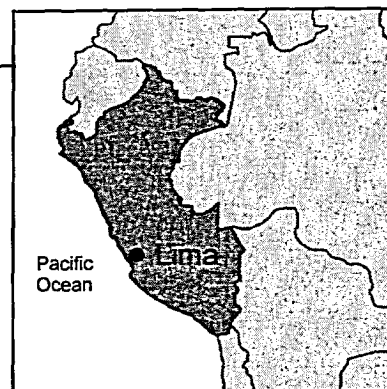
Phone: (011-54-11) 4805-3032, Fax: (011-54-11) 4806-1209, Web site: dfait-maeci.gc.ca/bairs/

PERU

Capital: Lima

GEODATA

Area 1,285,215 km ²	Population 25.7 million (2000 est.)
Major languages Spanish and Quechua (official), Aymará	Population growth rate 1.6% (1999 est.)
Major religious group Roman Catholic	
Surrounding countries Bolivia, Brazil, Chile, Colombia, Ecuador	



POLITICAL DATA

Type of government Republic	Minister of the Economy and Finance Javier Silva Ruete
National legislature Single chamber: Democratic Constituent Congress; multiparty	Minister of Industry Emilio Navarro Castañeda
Leaders President (interim) Valentín Paniagua President of the Council of the Ministers Javier Pérez de Cuéllar	UN Human Development Index (2000) Peru ranks 80th among 174 countries
Minister of Foreign Affairs Javier Pérez de Cuéllar	Canadian official development assistance \$13.1 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

Real GDP \$54 billion US (2000 est.)	Inflation rate 3.8% (2000 est.)
GDP growth rate 3.5% (2000 est.)	Unemployment rate 7.2% (1999)
GDP per capita \$2,070 US (1999 est.)	
Main exports Copper, zinc, fishmeal, crude petroleum and by-products, lead, refined silver, coffee	
Main imports Machinery, transportation equipment, foodstuffs, petroleum, iron and steel, chemicals	
Main exports to Canada \$188.8 million (2000), including ores, lead and zinc; animal feed; coffee; fats and oils; vegetables; knit apparel; tin and articles thereof; wood; fruit and nuts	
Main imports from Canada \$208.9 million (2000), including wheat; machinery; leguminous vegetables; iron and steel products; copper ores; electrical machinery; plastics; vehicles; meat	

Canadian Representative

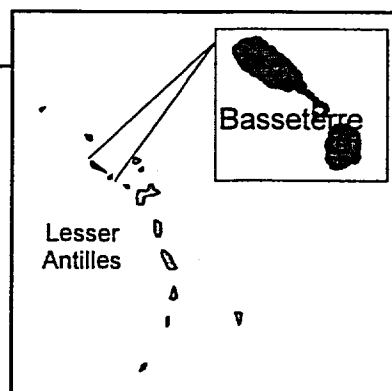
Graeme C. Clark, Ambassador, The Canadian Embassy
Libertad 130, Miraflores (Casilla 18-1126 Correo Miraflores, Lima 18) Lima, Republic of Peru
Phone: (011-51-14) 44 40 15, Fax: (011-51-14) 44 43 47, Web site: www.infoexport.gc.ca/pe/

ST. KITTS-NEVIS

Capital: Basseterre

GEODATA

Area 269 km ²	Population 45,600 (2000 est.)
Major language English (official)	Population growth rate -0.22% (2000 est.)
Major religious groups Anglican, other Protestant, Roman Catholic	
Surrounding countries Antigua and Barbuda, Montserrat (U.K.)	



POLITICAL DATA

Type of government Constitutional monarchy	Minister of Foreign Affairs Sam Condor
National legislature Single chamber: House of Assembly; multiparty	UN Human Development Index (2000) St. Kitts-Nevis ranks 47th among 174 countries
Leaders Governor General Cuthbert Sebastian Prime Minister Denzil Douglas	Canadian official development assistance \$1.56 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

Real GDP \$349 million US (2000 est.)	Inflation rate 0.4% (1998)
GDP growth rate 5% (2000 est.)	Unemployment rate 4.5% (1997 est.)
GDP per capita \$6,024 US (1998)	
Main exports Machinery, food, electronics, beverages, tobacco	
Main imports Machinery, manufactured goods, food, fuel	
Main exports to Canada \$4.4 million (2000), including electrical machinery; live animals; spices; coffee and tea; books, newspapers and manuscripts; knit apparel; machinery; vegetables; woven apparel; perfumery and cosmetics; iron and steel products	
Main imports from Canada \$9.6 million (2000), including plastics; iron and steel products; electrical machinery; furniture and bedding; dairy products; eggs; honey; fish and seafood; ships and boats; machinery; beverages	

Canadian Representative
Sandelle Scrimshaw, High Commissioner, The Canadian High Commission to St. Kitts-Nevis
c/o The Canadian High Commission to Barbados, Bishop's Court Hill, St. Michael (P.O. Box 404, Bridgetown) Barbados
Phone: (246) 429-3550, Fax: (246) 429-3780, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown/

ST. LUCIA

Capital: Castries

GEODATA

Area

616 km²

Major language

English (official)

Major religious groups

Roman Catholic (90%),
Protestant (7%), Anglican (3%)

Surrounding countries

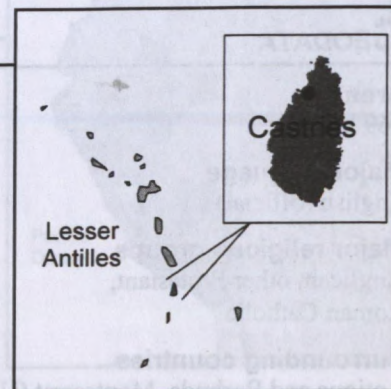
Barbados, Martinique (France), St. Vincent and the Grenadines

Population

156,300 (2000 est.)

Population growth rate

1.2% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: House of Assembly; multiparty

Leaders

Governor General Calliopa Pearlette Louisy

Prime Minister Kenneth Anthony

Minister of Foreign Affairs and International Trade

George Odlum

UN Human Development Index (2000)

St. Lucia ranks 88th among 174 countries

Canadian official development assistance

\$1.03 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

Real GDP

\$707 million US (1999 est.)

GDP growth rate

0.5% (2000 est.)

GDP per capita

\$4,302 US (1998)

Main exports

Bananas, clothing, cocoa, fruit and vegetables, coconut oil

Main imports

Food, manufactured goods, machinery and transportation equipment, chemicals, fuels

Main exports to Canada

\$1.4 million (2000), including electrical machinery; precious stones and metals; vegetables; textile articles; preserved food; toys; sports equipment; lace and tapestries; fruit and nuts; rubber; machinery

Main imports from Canada

\$9.7 million (2000), including dairy products; eggs; honey; machinery; electrical machinery; meat; milled products, malt and starches; furniture and bedding; paper and paperboard; preserved food

Canadian Representative

Sandelle Scrimshaw, High Commissioner, The Canadian High Commission to St. Lucia
c/o The Canadian High Commission to Barbados, Bishop's Court Hill, St. Michael (P.O. Box 404, Bridgetown) Barbados
Phone: (246) 429-3550, Fax: (246) 429-3780, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown/

ST. VINCENT AND THE GRENADINES

Capital: Kingstown

GEODATA

Area

340 km²

Major language

English (official)

Major religious groups

Anglican (47%), Methodist (28%),
Roman Catholic (13%)

Surrounding country

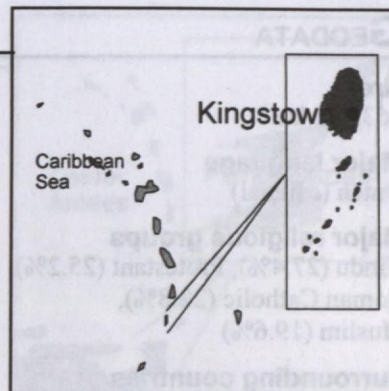
Trinidad and Tobago

Population

113,000 (2000 est.)

Population growth rate

0.6% (1998 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: House of Assembly; multiparty

Leaders

Governor General Charles Antrobus

Prime Minister Ralph Everard Gonsalves

Minister of Foreign Affairs and Tourism

Allan Cruickshank

UN Human Development Index (2000)

Saint Vincent and the Grenadines ranks 79th among 174 countries

Canadian official development assistance

\$1.7 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

Real GDP

\$342.4 million US (2000 est.)

Inflation rate

2.5% (2000 est.)

GDP growth rate

2% (2000 est.)

Unemployment rate

19% (1996 est.)

GDP per capita

\$2,548 US (1997)

Main exports

Bananas, eddoes and dasheen (taro), arrowroot starch, tennis racquets

Main imports

Foodstuffs, machinery and equipment, chemicals and fertilizers, minerals and fuels

Main exports to Canada

\$0.4 million (2000), including spices; coffee and tea; machinery; vegetables; preserved food; fruit and nuts; toys; sports equipment; milled products, malt and starches; precious stones and metals; salt, sulphur, earth and stone; food

Main imports from Canada

\$4.9 million (2000), including electrical machinery; iron and steel products; dairy products; eggs; honey; wood; articles of base metal; rubber; meat; vehicles

Canadian Representative

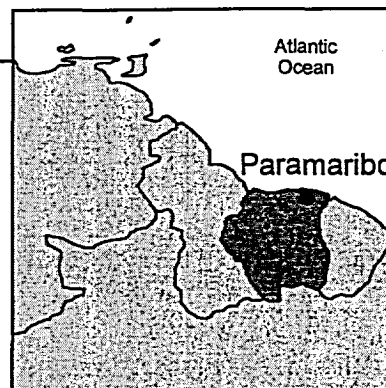
Sandelle Scrimshaw, High Commissioner, The Canadian High Commission to Saint Vincent and the Grenadines
c/o The Canadian High Commission to Barbados, Bishop's Court Hill, St. Michael (P.O. Box 404, Bridgetown) Barbados
Phone: (246) 429-3550, Fax: (246) 429-3780, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown/

SURINAME

Capital: Paramaribo

GEODATA

Area 163,265 km ²	Population 431,300 (1999 est.)
Major language Dutch (official)	Population growth rate 0.3% (1990–1999 average)
Major religious groups Hindu (27.4%), Protestant (25.2%), Roman Catholic (22.8%), Muslim (19.6%)	
Surrounding countries Brazil, Guyana, French Guiana (France)	



POLITICAL DATA

Type of government Republic	Minister of Trade and Industry Jacques Tjong Tjin Joe
National legislature Single chamber: National Assembly; multiparty	UN Human Development Index (2000) Suriname ranks 67th among 174 countries
Leader President Runaldo Ronald Venetiaan	Canadian official development assistance \$240,000 (1998–1999)
Minister of Foreign Affairs Maria Levens	

ECONOMIC DATA

Real GDP \$909.6 million US (1999 est.)	Inflation rate 73% (2000 est.)
GDP growth rate -0.8% (1999)	Unemployment rate 10.6% (1999 est.)
GDP per capita \$848 US (1999 est.)	
Main exports Alumina, aluminum, crude oil, lumber, shrimp and fish, rice, bananas	
Main imports Capital equipment, petroleum, foodstuffs, cotton, consumer goods	
Main exports to Canada \$54.6 million (2000), including precious stones and metals; fish and seafood; electrical machinery; fruit and nuts; spices; coffee and tea; live animals; optical and medical instruments; wood; leather articles, saddlery and travel goods; toys and sports equipment; knit apparel	
Main imports from Canada \$5.8 million (2000), including electrical machinery; machinery; meat; vegetables; dairy products; eggs; honey; books, newspapers and manuscripts; preserved food; wood; fish and seafood	

Canadian Representative

Jacques Crête, High Commissioner, The Canadian High Commission to Suriname
c/o The Canadian High Commission to Guyana, High and Young Streets (P.O. Box 10880) Georgetown, Cooperative Republic of Guyana
Phone: (011-592-2) 72081-5, Fax: (011-592-2) 58380, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/guyana/

TRINIDAD AND TOBAGO

Capital: Port-of-Spain

GEODATA

Area

5,130 km²

Major language

English (official)

Major religious groups

Roman Catholic (29.4%),
Hindu (23.8%), Anglican (10.9%),
Muslim (5.8%), Presbyterian (3.4%)

Surrounding countries

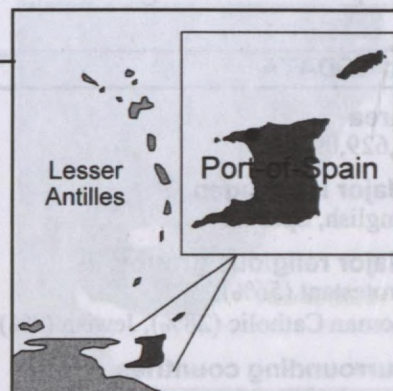
Grenada, Venezuela

Population

1.3 million (2000 est.)

Population growth rate

0.6% (1990-1999 average)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: House of Representatives;
multiparty

Leaders

President Arthur N.R. Robinson

Prime Minister Basdeo Panday

Minister of Enterprise Development, Foreign Affairs and Tourism

Mervyn Assam

Minister of Integrated Planning and Development

John Humphrey

UN Human Development Index (2000)

Trinidad and Tobago ranks 50th among 174 countries

Canadian official development assistance

\$740,000 (1998-1999)

ECONOMIC DATA

Real GDP

\$7.2 billion US (2000 est.)

GDP growth rate

4.5% (2000 est.)

GDP per capita

\$4,725 US (1998)

Inflation rate

3.2% (2000 est.)

Unemployment rate

12.8% (2000)

Main exports

Petroleum and petroleum products, chemicals, steel products, fertilizers, sugar, cocoa, coffee, citrus, flowers

Main imports

Machinery, transportation equipment, manufactured goods, foodstuffs, live animals

Main exports to Canada

\$72.3 million (2000), including iron and steel; mineral fuel and oil; fish and seafood; organic chemicals; beverages; electrical machinery; plastics; optical and medical instruments; vegetables; machinery

Main imports from Canada

110.4 million (2000), including machinery; electrical machinery; paper and paperboard; vegetables; fish and seafood; plastics; preserved food; dairy products; eggs; honey

Canadian Representative

Simon Wade, High Commissioner, The Canadian High Commission

Maple House, 3-3A Sweet Briar Road, St. Clair, Port-of-Spain, Trinidad and Tobago

Phone: (868) 622-6232, Fax: (868) 628-1830, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/trinidadtobago/

UNITED STATES

Capital: Washington, D.C.

GEODATA

Area
9,629,091 km²

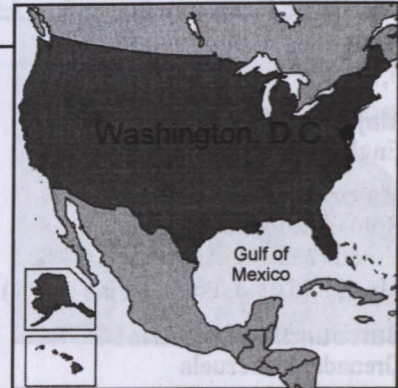
Major languages
English, Spanish

Major religious groups
Protestant (56%),
Roman Catholic (28%), Jewish (2%)

Surrounding countries
Canada, Mexico

Population
283.8 million (March 2001 est.)

Population growth rate
0.9% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

National legislature
Upper chamber: Senate
Lower chamber: House of Representatives;
multiparty

Leader
President George W. Bush

Secretary of State
Colin L. Powell

Secretary of the Treasury
Paul H. O'Neill

UN Human Development Index (2000)
The United States ranks 3rd among 174 countries

ECONOMIC DATA

Real GDP
\$9.32 trillion US (1999)

Real GDP growth rate
5% (2000)

GDP per capita
\$34,000 US (2000)

Main exports
Machinery and equipment, motor vehicles, aircraft, wheat, chemicals, plastic resins, plastic materials, plastic manufactured products, agricultural products, military supplies

Main imports
Petroleum and petroleum products, non-ferrous base metals, fertilizers, agricultural products, machinery and equipment, motor vehicles, raw materials

Main exports to Canada
Goods: \$180 billion (2000), including motor vehicles and parts; computers; telecommunications equipment; plastic resins; plastic materials; plastic manufactured products
Services: \$27 billion (2000)

Main imports from Canada
Goods: \$242 billion (2000), including motor vehicles and parts; softwood lumber; crude petroleum; natural gas; newsprint
Services: \$22 billion (2000)

Canadian Representative

Michael Kergin, Ambassador, The Canadian Embassy, 501 Pennsylvania Avenue, N.W., Washington, D.C. 20001, United States
Phone: (202) 682-1740, Fax: (202) 682-7726, Web site: canadianembassy.org

URUGUAY

Capital: Montevideo

GEODATA

Area

176,215 km²

Major language

Spanish (official)

Major religious groups

Roman Catholic (66%), Protestant (2%), Jewish (2%)

Surrounding countries

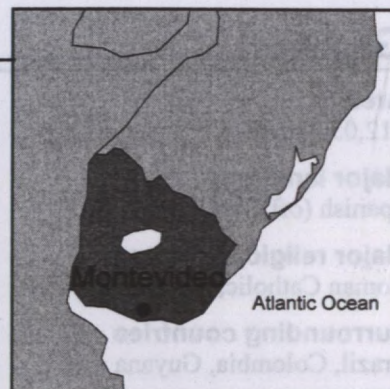
Argentina, Brazil

Population

3.3 million (2000 est.)

Population growth rate

0.6% (1990-1999 average)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Minister of Foreign Affairs

Didier Operti Badán

National legislature

Upper chamber: Senate

Minister of the Economy and Finance

Alberto Bension

Lower chamber: Chamber of Deputies; multiparty

UN Human Development Index (2000)

Uruguay ranks 39th among 174 countries

Leader

President Jorge Luis Batlle Ibañez

Canadian official development assistance

\$1.47 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

Real GDP

\$20.5 billion US (2000 est.)

Inflation rate

4.8% (2000 est.)

GDP growth rate

-1.5% (2000 est.)

Unemployment rate

11.4% (1999)

GDP per capita

\$3,819 US (1999)

Main exports

Meat, rice, leather products, vehicles, dairy products, wool, electricity

Main imports

Road vehicles, electrical machinery, metal manufactured products, heavy industrial machinery, crude petroleum

Main exports to Canada

\$118.1 million (2000), including meat; hides and skins; fish and seafood; animal hair; yarn and fabric; furskins and artificial fur; fruit and nuts; stone, plaster and cement, etc.; pharmaceutical products; silk yarn and fabric; wood

Main imports from Canada

\$27.5 million (2000), including electrical machinery; vegetables; plastics; machinery; meat; paper and paperboard; food waste and animal feed; pharmaceutical products; organic chemicals; mineral fuel and oil

Canadian Representative

Brian Northgrave, Ambassador, Embassy of Canada in Uruguay

Edificio Torre Libertad, Plaza Cagancha 1335, Piso 11, 11100 Montevideo, Eastern Republic of Uruguay

Phone: (011-598-2) 902-2030, 901-5755, Fax: (011-598-2) 902-2029, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/montevideo/

VENEZUELA

Capital: Caracas

GEODATA

Area
912,050 km²

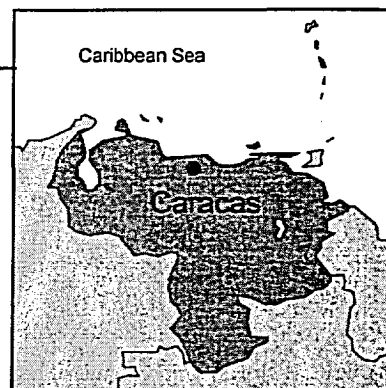
Major language
Spanish (official)

Major religious groups
Roman Catholic, Protestant

Surrounding countries
Brazil, Colombia, Guyana

Population
24 million (2000 est.)

Population growth rate
2% (1990-1999 average)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

National legislature
Unicameral: National Assembly; multiparty

Leader
President Hugo Chávez Frías

Minister of Foreign Affairs
Luis Alfonso Dávila

Minister of Finance
José Alejandro Rojas Ramirez

Minister of Production and Commerce
Luisa Romero Bermúdez

UN Human Development Index (2000)
Venezuela ranks 65th among 174 countries

Canadian official development assistance
\$1.8 million (1998-1999)

ECONOMIC DATA

Real GDP
\$106 billion US (2000 est.)

GDP growth rate
3.1% (2000 est.)

GDP per capita
\$3,028 US (1999)

Inflation rate
16.1% (2000 est.)

Unemployment rate
14.6% (2000 est.)

Main exports
Petroleum, bauxite and aluminum, steel, chemicals, agricultural products, basic manufactured products

Main imports
Raw materials, machinery and equipment, transport equipment, construction materials

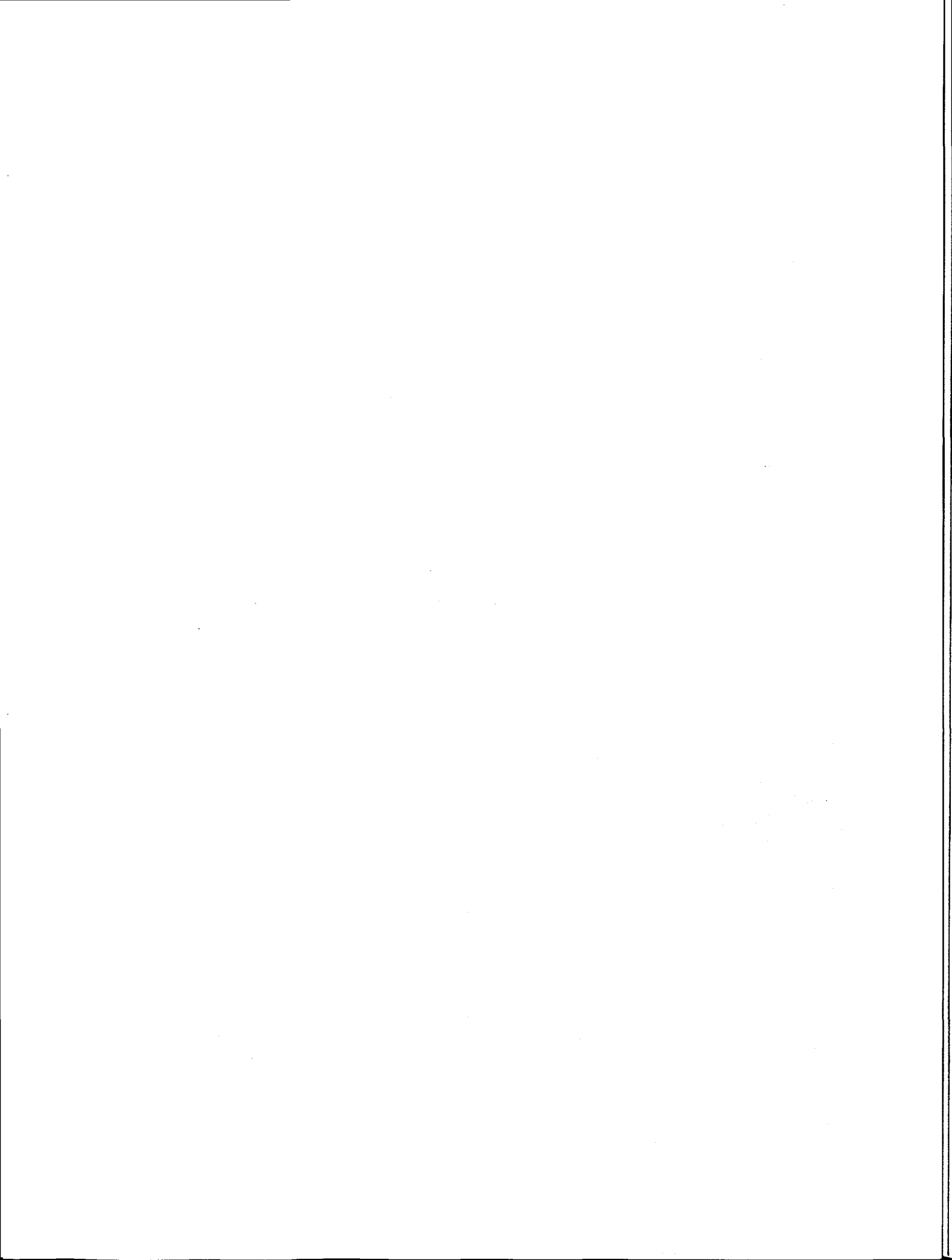
Main exports to Canada
\$1.4 billion (2000), including mineral fuel and oil; iron and steel products; inorganic chemicals; rare metals; ores, slag and ash; vehicles; precious stones and metals; machinery; organic chemicals

Main imports from Canada
\$634.7 million (2000), including cereals; vehicles; machinery; paper and paperboard; pharmaceutical products; vegetables; electrical machinery; wood pulp; furniture and bedding; preserved food

Canadian Representative

Allan Stewart, Ambassador, The Canadian Embassy in Venezuela
6ta Avenida entre 3ra. y 5ta. Transversales, Altamira, Caracas 1062, Venezuela
Phone: (011-58-212) 264-0833, Fax: (011-58-212) 261-8741, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/caracas/

Biographies



Lester Bryant Bird

Prime Minister of Antigua and Barbuda

Lester Bryant Bird was born on Feb. 21, 1938. He graduated with a degree in history from the University of Michigan in 1962, where he was an all-American in track and field. He won a bronze medal for the West Indies in the long jump at the Pan-American Games and has played cricket at the international level.

In 1971, Mr. Bird was elected chairman of the Antigua Labour Party, and he remained in that position until 1993. From 1971 to 1976, he also served as a Senator and as Leader of the Opposition in the Senate. Mr. Bird held a number of portfolios from 1976 to 1994, including Minister of Foreign Affairs and Deputy Prime Minister. In 1993, he was elected Leader of the Antigua Labour Party. Mr. Bird was first elected Prime Minister of Antigua and Barbuda in March 1994. Re-elected in 1999, he also holds the Minister of Foreign Affairs post. Mr. Bird has five children.

Fernando de la Rúa

President of Argentina

Fernando de la Rúa was born on Sept. 15, 1937, in the province of Córdoba and graduated from the University of Córdoba law school. After working as adviser to the Ministry of the Interior from 1963 to 1966, Mr. de la Rúa was elected to represent Buenos Aires as Senator from 1973 to 1976.

In 1983, Mr. de la Rúa became Senator for a second time and was nominated for the presidential elections. In 1991, he was elected to represent Buenos Aires as a national deputy. In 1992 he was re-elected as Senator. On June 30, 1996, he was elected chief of government for the city of Buenos Aires.

Mr. de la Rúa was elected President of Argentina on Oct. 24, 1999. He is married and has three children.

Hubert A. Ingraham

Prime Minister of the Bahamas

Hubert A. Ingraham was born at Pine Ridge on Grand Bahamas Island on Aug. 4, 1947. A lawyer, Mr. Ingraham was first elected to the House of Assembly in 1977 as a Progressive Liberal Party candidate. He chaired an investigative Select Committee on Influence Peddling and Political Contributions and in 1982, became Minister of Housing, National Insurance and Social Services.

In 1987, Mr. Ingraham was re-elected as an independent candidate. He joined the opposition Free National Movement in 1990 and was appointed Leader of the Opposition. Mr. Ingraham became Prime Minister of the Bahamas in 1992 and was re-elected in 1997. Mr. Ingraham is married and has five children.

Owen Seymour Arthur

Prime Minister of Barbados

Born in Barbados on Oct. 17, 1949, Owen Seymour Arthur holds a master's degree in economics from the University of the West Indies.

Mr. Arthur's political career began when he was appointed to the Senate in 1983. He became a member of Parliament in 1984 and was appointed Leader of the Opposition in 1993.

Mr. Arthur became Prime Minister of Barbados on Sept. 7, 1994, after leading the Barbados Labour Party to victory. He was re-elected in 1999 and remains party chairman.

Said Musa

Prime Minister of Belize

Said Musa was born in San Ignacio on March 19, 1944. He received a law degree in 1966 from Manchester University. Returning to Belize, he served as a magistrate and Crown counsel before being elected president of the Public Service Union.

Mr. Musa was a member of the Senate of Belize from 1974 to 1979. He was later appointed Attorney General, Minister of Education and Sports, and Minister for Economic Development. In 1996, Mr. Musa was asked to lead the People's United Party. He was sworn in as Prime Minister of Belize on Aug. 28, 1998. Mr. Musa is also the Minister of Foreign Affairs.

Hugo Banzer Suárez

President of Bolivia

Hugo Banzer Suárez was born in 1926 in Concepción and attended college in Bolivia and Argentina. In addition to serving in several top military positions, Mr. Banzer was chief commander of Bolivia's national armed forces. He was Minister of Education and Culture from 1964 to 1966 and President of Bolivia from 1971 to 1978, when he was appointed ambassador to Argentina.

In 1997, Mr. Banzer became the presidential candidate for the Nationalist Democratic Action Party and was elected President. He is married and has five children.

Fernando Henrique Cardoso

President of Brazil

Fernando Henrique Cardoso was born on June 18, 1931, in Rio de Janeiro. In 1961, he received a doctorate in science from the University of São Paulo's faculty of philosophy, science and letters, where he later served as director. A professor of sociology and political science for many years, Mr. Cardoso held posts at universities in Brazil, France, Britain, and the United States. He also served as co-president of the International Foundation for Alternative Development, in Switzerland, and as president of the International Sociological Association, in Amsterdam.

A founding member of Brazil's Social Democrat Party, Mr. Cardoso was party leader in the Senate between 1988 and 1992. He has also served as Minister of Foreign Affairs and Minister of Finance.

Mr. Cardoso took office as President of Brazil on Jan. 1, 1995, and was re-elected in 1998. He is married and has three children.

Jean Chrétien

Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University. Called to the bar in 1959, he joined a Shawinigan law firm.

A candidate for the Liberal Party of Canada, Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. Re-elected five times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios before being appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in 1984. Following the election of 1984, the Liberals formed the official Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986, he returned to business life as a legal counsel and senior adviser.

In 1990, Mr. Chrétien was elected Leader of the Liberal Party. In the same year, he was elected to the House of Commons in a byelection and was sworn in as Leader of the Opposition. Mr. Chrétien became Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993. He was re-elected to serve the Quebec riding of Saint-Maurice and to lead majority governments in 1997 and in November 2000. Mr. Chrétien is married and has three children.

Ricardo Lagos Escobar **President of Chile**

Born on March 2, 1938, Ricardo Lagos Escobar is a graduate of law and received a doctorate in economics from Duke University.

A former member of the Radical Party, Mr. Lagos founded the Party for Democracy. He has held government portfolios in education and public works. Mr. Lagos was elected President of Chile in January 2000. He is married and has three children.

Andrés Pastrana Arango **President of Colombia**

Andrés Pastrana Arango was born in Bogotá on Aug. 17, 1954. He received a doctorate in law from the University of El Rosario in Bogotá and is a fellow of Harvard University's centre for international affairs. A journalist and television news director for 10 years, Mr. Pastrana won an international journalism prize in 1985 and 1987 for his reporting.

After two terms as a city councillor for Bogotá, in 1988 Mr. Pastrana became the city's first elected mayor. The son of a former Colombian president, Mr. Pastrana became a Senator in 1991 but resigned in 1993 in an unsuccessful bid for the presidency as head of the conservative coalition, the New Democratic Force. Mr. Pastrana was elected President of Colombia on June 21, 1998. He is married and has three children.

Miguel Ángel Rodríguez Echeverría

President of Costa Rica

Miguel Ángel Rodríguez Echeverría was born in Costa Rica on Jan. 9, 1940. He obtained a bachelor's degree in economics and law from the University of Costa Rica in 1962 and a doctorate in economics from the University of California in 1966. Prior to entering politics in 1963, Mr. Rodríguez taught economics at the University of Costa Rica. He was also in the agro-export business, primarily in cattle breeding.

Mr. Rodríguez is a member of the Social Christian Unity Party. He has held numerous government posts, including Minister of Planning from 1966 to 1970. He was elected Deputy to the Legislative Assembly in 1990, a function he held until 1993. He also served as President of the Assembly in 1991 and 1992. Elected President of Costa Rica in February 1998, Mr. Rodríguez took office on May 8 of that year. He is married and has two children.

Pierre Charles

Prime Minister of Dominica

Pierre Charles was born on June 30, 1954, and is a teacher by training. He has been involved in Dominica's political life for more than 20 years.

A longtime deputy leader of the Labour Party, Mr. Charles has been a member of Parliament since 1986. He is a former Deputy Prime Minister and Minister for Communications and Works.

Mr. Charles became Prime Minister of Dominica on Oct. 3, 2000. He is also the Minister for Foreign Affairs, Legal Affairs and National Security.

Mr. Charles is married and has three children.

Hipólito Mejía Domínguez

President of the Dominican Republic

Hipólito Mejía Domínguez was born in Santiago on Feb. 22, 1941. He attended the Polytechnical Institute in San Cristóbal where he graduated as an agronomist in 1964. He went on to study tobacco cultivation at the University of North Carolina.

Mr. Mejía was appointed Secretary of Agriculture following the 1978 elections. In 1982, he returned to the private sector as an international consultant. He continued in politics as national vice-president of the Dominican Revolutionary Party. In 1999, his party selected him as presidential candidate for the 2000 elections.

Following elections in May 2000, Mr. Mejía became President of the Dominican Republic on Aug. 16, 2000. He is married and has four children.

Gustavo Noboa Bejarano

President of Ecuador

Gustavo Noboa Bejarano was born on Aug. 21, 1937. A lawyer, he first devoted himself to the field of education and was rector of the Catholic and the public universities of Guayaquil. During his political career, Mr. Noboa served as Governor of the province of Guayas and, starting in 1998, Vice-President of the nation, making his mark as an independent politician.

Mr. Noboa became President of Ecuador in January 2000. He has six children.

Francisco Guillermo Flores Pérez

President of El Salvador

Francisco Guillermo Flores Pérez was born on Oct. 17, 1959. He has an undergraduate degree in political science from Amherst College in Massachusetts and a graduate degree in philosophy from Harvard University.

Mr. Flores taught university in El Salvador for 14 years before beginning his political career as President of the National Assembly. The candidate of the Nationalist Republican Alliance, Mr. Flores was elected President of El Salvador in March 1999. He took office on June 1, 1999. Mr. Flores is married and has two children.

Keith Mitchell

Prime Minister of Grenada

Keith Mitchell was born on Nov. 12, 1946. He attended the University of the West Indies and studied in Washington at Howard and American universities. Mr. Mitchell holds a bachelor's degree in chemistry, a master's degree in mathematics, and a doctorate in mathematics and statistics. A member of the Grenada cricket team for several years, Mr. Mitchell was captain of the team in 1973.

Mr. Mitchell taught mathematics at Howard University from 1977 to 1983. He headed his own consulting firm, Systems Technology and Research Inc., from 1979 to 1984, and served as Minister of Works, Communications and Public Utilities from 1984 to 1989. Mr. Mitchell was elected Prime Minister of Grenada in 1995 and was re-elected in 1999. He is married and has one child.

Alfonso Portillo

President of Guatemala

Alfonso Portillo was born on Sept. 24, 1951. He holds a bachelor's degree in law and social sciences from the National Autonomous University of Mexico and carried out postgraduate studies in economics at the same university. After working as a professor of economics in Mexico, he became a columnist for a Guatemala City newspaper.

From 1991 to 1995, Mr. Portillo represented the Guatemalan Congress on the national Monetary Policy Board. From 1992 to 1994, he directed the Guatemalan Institute of Social and Political Studies and was deputy secretary of the Christian Democratic Party of Guatemala. From 1994 to 1996, Mr. Portillo was deputy member of Congress for his party. Later he represented the Guatemalan Republican Front. Mr. Portillo was elected President of Guatemala on Dec. 26, 1999. He is married and has one child.

Bharrat Jagdeo

President of Guyana

Bharrat Jagdeo was born on Jan. 23, 1964, at Unity Village, East Coast Demerara. In 1990, he graduated from Moscow University with a master's degree in economics. Returning to Guyana, Mr. Jagdeo worked at the State Planning Secretariat before being appointed special adviser to the Minister of Finance in 1992. He was appointed Junior Minister of Finance in 1993 and Senior Minister of Finance the following year.

Mr. Jagdeo has directed the Guyana Water Authority, the National Bank of Industry and Commerce, and the Caribbean Development Bank. He has also been Guyana's governor on the World Bank. A member of the People's Progressive Party, Mr. Jagdeo was named Prime Minister of Guyana on Aug. 9, 1999. Mr. Jagdeo is married.

Jean-Bertrand Aristide

President of Haiti

Jean-Bertrand Aristide was born on July 15, 1953, in Port-Salut. He graduated from Collège Notre-Dame in Cap-Haïtien and pursued graduate studies in philosophy and psychology. He also travelled to Rome and spent two years studying theology in Israel. In 1983, he returned to Haiti for his ordination as a Roman Catholic priest.

Mr. Aristide became Haiti's first democratically elected President in 1991, but was removed from office in a military coup seven months later. He was restored as President in 1994 and completed his term in 1996. He went on to form the Aristide Foundation for Democracy, which sponsors forums on public issues, supports literacy programs, and fosters community-based economic initiatives.

Re-elected President of Haiti in November 2000, Mr. Aristide took office on Feb. 7, 2001.

Carlos Roberto Flores Facussé

President of Honduras

Carlos Roberto Flores Facussé was born in Tegucigalpa on March 1, 1950. He obtained a bachelor's degree in industrial engineering at Louisiana State University and pursued postgraduate studies in international economy and finance. Mr. Flores is a former professor at the Central American Superior School of Banking and the school of business administration at the National University of Honduras. He has been a director of the Central Bank of Honduras, the Honduran Institute of Social Security, and the National Institute of Professional Training.

Mr. Flores has carried out various assignments for the Liberal Party and is a former President of the National Congress. Elected President of Honduras in November 1997, Mr. Flores took office on Jan. 27, 1998. He is married and has two children.

Percival James Patterson

Prime Minister of Jamaica

Percival James Patterson was born on Aug. 10, 1935. He graduated from the University of the West Indies at Mona in 1958 with a bachelor's degree in English. He studied law at the London School of Economics, graduating in 1963. Mr. Patterson was appointed Queen's Counsel in 1984.

Mr. Patterson was first elected to Parliament in 1970. He has held a number of cabinet posts, including foreign affairs and finance. First appointed Prime Minister in 1992 after his election as president of the People's National Party, Mr. Patterson was returned to office following national elections in 1993 and 1997. Currently chair of the G-15, Mr. Patterson is a former chair of the Caribbean Community and Common Market (CARICOM). He has two children.

Vicente Fox Quesada

President of Mexico

Vicente Fox Quesada was born on July 2, 1942, in Mexico City. He studied business administration at Ibero-American University and received a diploma in management from Harvard Business School.

Mr. Fox has been president of Coca-Cola Group for Mexico and Latin America, an official of the Mexican-American Chamber of Commerce, and director of a group of companies involved in agriculture and manufacturing.

After joining the National Action Party, Mr. Fox was elected to Congress in 1988. In 1995, he became the Governor of the state of Guanajuato. He was elected President of Mexico on July 2, 2000, and took office on Dec. 1. He has four children.

Arnoldo Alemán Lacayo **President of Nicaragua**

Arnoldo Alemán Lacayo was born in Managua on Jan. 23, 1946. He obtained a doctorate in law from the Autonomous University of Nicaragua in 1967. From 1968 to 1979, Mr. Alemán specialized in financial law and worked for several companies. From 1983 to 1984, he was president of both the Coffee Association of Managua and the Coffee Union of Nicaragua. From 1986 to 1990, he was vice-president of the Agricultural Products Union.

In 1990, Mr. Alemán began his political career as a councillor and mayor of Managua. He has been the President of the Constitutional Liberal Party since 1990. On Oct. 26, 1996, Mr. Alemán was elected President of Nicaragua. He is married and has four children.

Mireya Elisa Moscoso Rodríguez **President of Panama**

Mireya Elisa Moscoso Rodríguez was born in Panama City on July 1, 1946. She has a diploma in interior design from Dade Community College in Miami.

Ms. Moscoso began her political activity in 1964 when she participated in the presidential election campaign of Arnulfo Arias. When the government of President Arias was overthrown by a military coup in 1968, Ms. Moscoso helped work against the military regime and accompanied Mr. Arias to his exile in the United States. After returning to Panama in 1971, Ms. Moscoso was jailed, then exiled for 10 years.

The president of the Arnulfista Party since 1991, Ms. Moscoso ran for President of Panama in 1994. She was sales manager of a coffee plantation from 1996 to 1998 and now owns Arkapal, S.A., a coffee plantation in Boquete.

Following an election victory in May 1999, Ms. Moscoso became President of Panama on Sept. 1, 1999. She has one child.

Luis Ángel González Macchi

President of Paraguay

Luis Ángel González Macchi was born in Asunción on Dec. 13, 1947. He graduated with a law degree from the National University of Asunción and, in 1970, continued his studies in Madrid.

Mr. Macchi has chaired several official missions abroad and is a member of the National Republic Association.

A former president of the National Congress, Mr. Macchi became President of Paraguay on March 28, 1999. He is married and has two children.

Javier Pérez de Cuéllar

President of the Council of the Ministers of Peru

Javier Pérez de Cuéllar was born on Jan 19, 1920. He received a law degree at Catholic University of Peru before entering the Peruvian diplomatic service in 1944. He held various senior positions at the United Nations prior to being elected UN Secretary General. He served for two successive terms, from 1982 to 1991.

From 1992 to 1996, he served as president of UNESCO. Between 1992 and 2000, he was president of the Pro Handicapped International Foundation of Switzerland, the Foundation l'Arche de la Fraternité of France, and president emeritus of the Inter-American Dialogue.

Mr. Pérez de Cuéllar was a presidential candidate in 1995 and became President of the Council of the Ministers in November 2000. He is also the Foreign Minister of Peru.

Denzil Douglas

Prime Minister of St. Kitts–Nevis

Born on Jan. 14, 1953, Denzil Douglas studied medicine at the University of the West Indies and in Barbados. Returning to St. Kitts–Nevis in 1986, he established a private practice as a family physician and was president of the St. Kitts–Nevis Medical Association.

In 1987, Dr. Douglas became deputy chair of the Labour Party. In the 1989 national elections, he was elected to the Parliament of the National Assembly. Later that year he became Leader of the Opposition and National Political Leader of the St. Kitts–Nevis Labour Party.

Dr. Douglas was elected Prime Minister of St. Kitts–Nevis on July 3, 1995, and re-elected in March 2000.

Kenneth Anthony

Prime Minister of St. Lucia

Kenneth Anthony was born on Jan. 8, 1951, in St. Lucia. He attended St. Lucia Teachers' College at the University of the West Indies and received a doctorate in law from the University of Birmingham. Mr. Anthony returned to St. Lucia to teach school and was a tutor at the University of the West Indies. In 1979, he became special adviser to the St. Lucia Ministry of Education and Culture. In 1980, he was named Minister of Education.

In 1993, Mr. Anthony became legal counsel to the Caribbean Community and Common Market (CARICOM) Secretariat, serving until 1996 when he resigned to successfully contest the leadership of the St. Lucia Labour Party. Mr. Anthony became Prime Minister of St. Lucia following the general election of May 1997. From June to November 1998, he chaired the CARICOM Council of Ministers. Mr. Anthony has three children.

Ralph Everard Gonsalves

Prime Minister of St. Vincent and the Grenadines

Ralph Everard Gonsalves was born on Aug. 8, 1946, in Colonarie. He studied economics and government at the University of the West Indies and received a doctorate from Victoria University in Manchester.

A lawyer, Mr. Gonsalves worked in several Caribbean jurisdictions. He has also lectured at the University of the West Indies, written a weekly column, and is an author.

Mr. Gonsalves was first elected to Parliament in 1994 and became leader of the Unity Labour Party in 1998. He was elected Prime Minister of St. Vincent and the Grenadines in March 2001.

Rinaldo Ronald Venetiaan

President of Suriname

Rinaldo Ronald Venetiaan was born in Paramaribo on June 18, 1936. He graduated in mathematics and physics from the University of Leiden in the Netherlands. Mr. Venetiaan worked in the Netherlands for three years before returning to Suriname, where he was a mathematics teacher, department head, and principal at three teachers' colleges between 1964 and 1973. Later posts for Mr. Venetiaan included Minister of Education, head of the Bureau for Scientific Education and Research, research adviser at the General Statistics Bureau, and executive member of UNESCO.

In 1991, Mr. Venetiaan became President of Suriname, a position that he held until 1996. He spent the next few years as a member of the National Assembly before becoming President again in August 2000. Mr. Venetiaan is married and has four children.

Basdeo Panday

Prime Minister of Trinidad and Tobago

Born on May 25, 1933, Basdeo Panday studied law at Lincoln's Inn, economics at the University of London, and drama at the London School of Dramatic Arts. He worked as a cane weigher, primary school teacher, civil servant, and lawyer before entering politics in 1966.

Mr. Panday was the founder and Leader of the United Labour Front party, a founding member of the National Alliance for Reconstruction, and the founder and Leader of the United National Congress party. Mr. Panday was sworn in as Prime Minister of Trinidad and Tobago on Nov. 9, 1995. He is married and has four children.

George W. Bush

President of the United States

George W. Bush was born on July 6, 1946, in New Haven, Connecticut, and grew up in Midland and Houston, Texas. He received a bachelor's degree in history from Yale University in 1968 and a master's degree in Business Administration from Harvard Business School in 1975.

Mr. Bush was an F-102 pilot for the Texas Air National Guard before beginning his career in the energy sector from 1975 to 1986. After working on the U.S. presidential election of 1988, Mr. Bush assembled a group of partners that purchased the Texas Rangers baseball franchise in 1989. Mr. Bush was managing general partner of the Texas Rangers until 1994 when he was elected Governor of Texas. He won a second term in 1998.

The Republican candidate for the U.S. presidency in the 2000 election, Mr. Bush was sworn in as President of the United States on Jan. 20, 2001. He is married and has two children.

Jorge Luis Batlle Ibáñez **President of Uruguay**

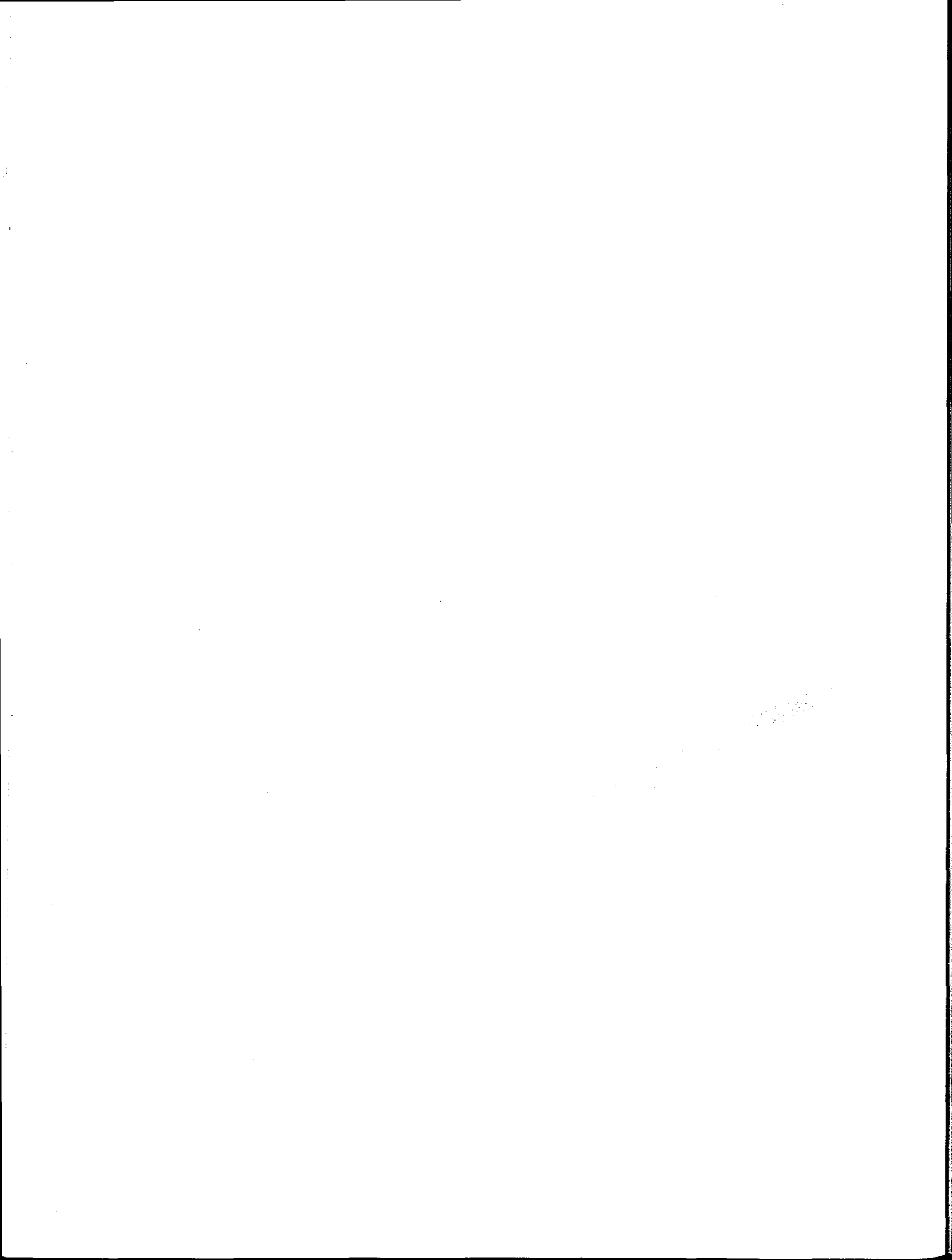
Jorge Luis Batlle Ibáñez was born on Oct. 25, 1927. He graduated with a doctorate from the faculty of law and social sciences of the University of the Republic in 1956. From 1943 to 1976, he was active in journalism and politics.

Mr. Batlle was first elected to the Senate in 1985 and served until 1990. In 1995, he was re-elected to the Senate but left his seat in 1999 after becoming the Colorado Party's candidate for the presidency. Mr. Batlle was elected President of Uruguay in March 2000. He is married and has two children.

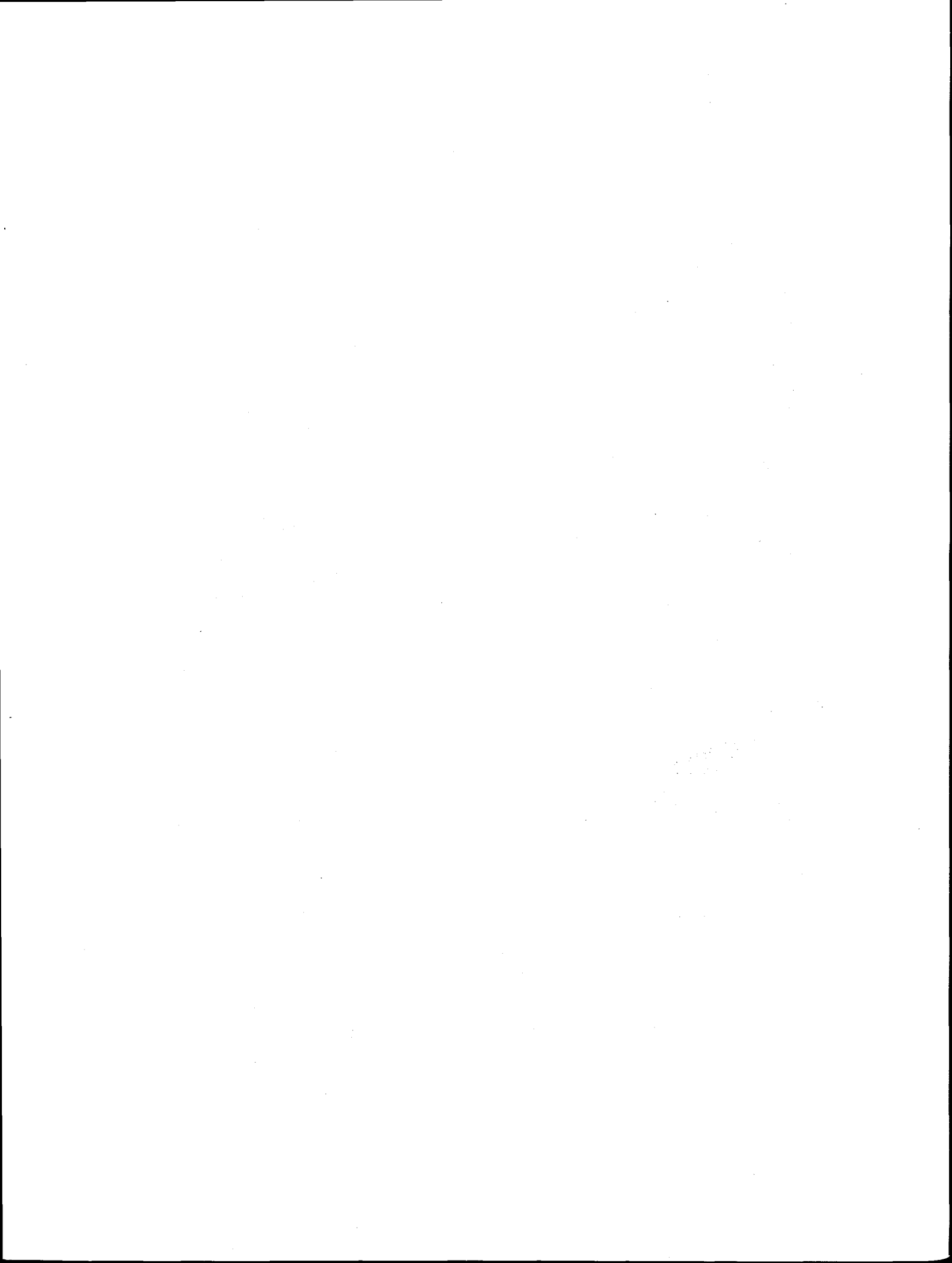
Hugo Chávez Frías **President of Venezuela**

Hugo Chávez Frías was born on July 28, 1954 in Sabaneta, in the state of Barinas. He embarked on a military career at an early age and complemented his training with studies in history and social sciences.

In December 1998, Mr. Chávez was elected President of Venezuela. He took office on Feb. 3, 1999.



Appendix



Second Summit of the Americas

Santiago, Chile

May 1998

The following document is the complete text of the Declaration of Santiago signed by the Heads of State and Government participating in the Second Summit of the Americas:

We, the democratically-elected Heads of State and Government of the countries of the Americas, have met in Santiago, Chile, in order to continue the dialogue and strengthen the cooperation we began in Miami in December 1994. Since that time, significant progress has been made in the formulation and execution of joint plans and programs in order to take advantage of the great opportunities before us. We reaffirm our will to continue this most important undertaking, which requires sustained national efforts and dynamic international cooperation.

The strengthening of democracy, political dialogue, economic stability, progress towards social justice, the extent to which our trade liberalization policies coincide, and the will to expedite a process of ongoing Hemispheric integration have made our relations more mature. We will redouble our efforts to continue reforms designed to improve the living conditions of the peoples of the Americas and to achieve a mutually supportive community. For this reason, we have decided that education is a key theme and is of particular importance in our deliberations. We approve the attached Plan of Action and undertake to carry out its initiatives.

Since our meeting in Miami, we have seen real economic benefits in the Americas resulting from more open trade, transparency in economic regulations, sound, market-based economic policies, as well as efforts by the private sector to increase its competitiveness. Even as countries in our region have been tested by financial and other economic pressures, and as countries in other regions have experienced serious economic setbacks, the overall course in the Americas has been one of faster economic growth, lower inflation, expanded opportunities, and confidence in facing the global marketplace. A major reason for this positive record has been our countries' steadfast and cooperative efforts to promote prosperity through increased economic integration and more open economies. New partnerships have been formed and existing ones strengthened and expanded. A positive role is being played by sub-regional and bilateral integration and free trade agreements. We are confident that the Free Trade Area of the Americas (FTAA) will improve the well-being of all our people, including economically disadvantaged populations within our respective countries.

Hemispheric integration is a necessary complement to national policies aimed at overcoming lingering problems and obtaining a higher level of development. In its broadest sense, a process of integration based on respect for cultural identities will make it possible to shape a common, interwoven set of values and interests that helps us in these objectives.

Globalization offers great opportunities for progress to our countries and opens up new areas of cooperation for the hemispheric community. However, it can also heighten the differences among countries and within our societies. With steadfast determination to reap its benefits and to face its challenges, we will give special attention to the most vulnerable countries and social groups in the Hemisphere.

Education is the determining factor for the political, social, cultural, and economic development of our peoples. We undertake to facilitate access of all inhabitants of the Americas to preschool, primary, secondary, and higher education, and we will make learning a lifelong process. We will put science and technology at the service of education to assure growing levels of knowledge and so that educators may develop their skills to the highest level. The Plan of Action that accompanies this Declaration defines the objectives and goals we intend to achieve and the actions that will make them a reality. In order to meet our goals within the agreed timeframes, we reaffirm our commitment to invest greater resources in this important area, and to encourage civil society to participate in developing education.

The decisions adopted by our Ministers of Education at the Conference held in Mérida, Mexico, last February, reflect our desire to promote specific joint initiatives designed to improve access to education, with fairness, quality, relevancy, and effectiveness. In order to consolidate and lend continuity to our decisions, we have instructed that another Conference be held in Brasilia, Brazil, in July of this year.

Today, we direct our Ministers Responsible for Trade to begin negotiations for the FTAA, in accordance with the March 1998 Ministerial Declaration of San José. We reaffirm our determination to conclude the negotiation of the FTAA no later than 2005, and to make concrete progress by the end of the century. The FTAA agreement will be balanced, comprehensive, WTO-consistent and constitute a single undertaking.

We note with satisfaction the preparatory work by the Ministers Responsible for Trade over the past three years which has strengthened our trade policies, fostered understanding of our economic objectives and facilitated dialogue among all participating countries. We appreciate the significant contribution of the Inter-American Development Bank (IDB), the Organization of American States (OAS), and the United Nations Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC), acting as the Tripartite Committee.

The FTAA negotiating process will be transparent, and take into account the differences in the levels of development and size of the economies in the Americas, in order to create the opportunities for the full participation by all countries. We encourage all segments of civil society to participate in and contribute to the process in a constructive manner, through our respective mechanisms of dialogue and consultation and by presenting their views through the mechanism created in the FTAA negotiating process. We believe that economic integration, investment, and free trade are key factors for raising standards of living, improving the working conditions of the people of the Americas and better protecting the environment. These issues will be taken into account as we proceed with the economic integration process in the Americas.

The region has made significant advances in both monetary and fiscal policy as well as in price stability and liberalizing our economies. The volatility of capital markets vindicates our decision to strengthen banking supervision in the Hemisphere and to establish regulations relating to disclosure and reporting of banking information.

The strength and meaning of representative democracy lie in the active participation of individuals at all levels of civic life. The democratic culture must encompass our entire population. We will strengthen education for democracy and promote the necessary actions for government institutions to become more participatory structures. We undertake to strengthen the capabilities of regional and local governments, when appropriate, and to foster more active participation in civil society.

Respect for and promotion of human rights and the fundamental freedoms of all individuals is a primary concern of our governments. In commemorating the fiftieth anniversary of the American Declaration of the Rights and Duties of Man and the Universal Declaration of Human Rights, we agree on the need to promote the ratification and implementation of the international agreements aimed at preserving them and to continue strengthening the pertinent national and international institutions. We agree that a free press plays a fundamental role in this area and we reaffirm the importance of guaranteeing freedom of expression, information, and opinion. We commend the recent appointment of a Special Rapporteur for Freedom of Expression, within the framework of the Organization of American States.

Confident that an independent, efficient, and effective administration of justice plays an essential role in the process of consolidating democracy, strengthens its institutions, guarantees the equality of all its citizens, and contributes to economic development, we will enhance our policies relating to justice and encourage the reforms necessary to promote legal and judicial cooperation. To that end, we will strengthen national entities involved in the study of the administration of justice and expedite the establishment of a hemispheric center for studies on this subject.

We will combat all forms of discrimination in the Hemisphere. Equal rights and opportunities between men and women and the objective of ensuring active participation of women in all areas of national endeavor are priority tasks. We will continue to promote the full integration of indigenous populations and other vulnerable groups into political and economic life, with due respect for the characteristics and expressions that affirm their cultural identity. We will make a special effort to guarantee the human rights of all migrants, including migrant workers and their families.

Overcoming poverty continues to be the greatest challenge confronted by our Hemisphere. We are conscious that the positive growth shown in the Americas in past years has yet to resolve the problems of inequity and social exclusion. We are determined to remove the barriers that deny the poor access to proper nutrition, social services, a healthy environment, credit, and legal title to their property. We will provide greater support to micro and small enterprises, promote core labor standards recognized by the International Labor Organization (ILO), and use new technologies to improve the health conditions of every family in the Americas, with the technical support of the Pan-American Health Organization (PAHO), achieving greater levels of equity and sustainable development.

With deep satisfaction, we note that peace, an essential value for human coexistence, is a reality in the Hemisphere. We underscore that Central America has become a zone of peace, democracy, and development and we recognize efforts to eliminate antipersonnel mines and to rehabilitate their victims. We will continue to foster confidence and security among our countries through such measures as those mentioned in the Santiago and San Salvador Declarations on Confidence- and Security-Building Measures. We encourage the pacific settlement of disputes.

We will lend new impetus to the struggle against corruption, money laundering, terrorism, weapons trafficking, and the drug problem, including illicit use, and work together to ensure that criminals do not find safe haven anywhere in the Hemisphere. We are determined to persevere in this direction.

In forging an alliance against drugs and applying the Hemispheric Anti-Drug Strategy, we welcome the start of formal negotiations at the May 4 meeting of Inter-American Drug Abuse Control Commission (CICAD) to be held in Washington within the framework of the Organization of American States (OAS), to establish an objective procedure for the multilateral evaluation of actions and cooperation to prevent and combat all aspects of the drug problem and related crimes, based on the principles of sovereignty, territorial integrity of States, shared responsibility, and with a comprehensive and balanced approach.

We will strengthen national, hemispheric, and international efforts aimed at environmental protection as a basis for sustainable development that provides human beings a healthy and productive life in harmony with nature. The commitments undertaken at the Miami Summit and the Summit on Sustainable Development held in Santa Cruz de la Sierra, Bolivia, provide a solid basis for strengthening our actions. As parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change, we underscore the importance of working together to further fulfillment of the agreement reached at the Conference in Kyoto, Japan, and to promote its ratification in our countries. Moreover, we will work closely to make preparations for a Conference of the Parties to be held in November of this year in Buenos Aires, Argentina.

We acknowledge that the development of energy links between our countries and the intensification of trade in the energy sector strengthen and foster the integration of the Americas. Energy integration, based on competitive and transparent activities, and in compliance with national conditions and objectives, contributes to the sustainable development of our nations and to the improvement of the quality of life of our people with minimum impact on the environment.

Recognizing the importance of, and positive role played by hemispheric institutions, particularly the Organization of American States (OAS), we instruct our Ministers to examine the strengthening and modernizing of these institutions.

We reaffirm our will to continue strengthening intra-hemispheric dialogue and cooperation within the framework of friendship and solidarity that inspires our nations.

Done in Santiago, Chile, on this the 19th day of April, 1998, in the Spanish, French, English and Portuguese languages.

Notes